

**JIJEL**  
**Un policier**  
**qui a tué son**  
**épouse et ses deux**  
**filles hospitalisé**  
 P. 4

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

**Notre supplément**  
**AUTOUR**  
**DU MONDE**  
 Avec la collaboration de  
 P. 12 & 13

PROJECT SYNDICATE

AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

Il faut changer la formule de cette allocation de DTS



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur d'économie à l'Université de Californie de Berkeley

La Banque mondiale doit arrêter de dépenser à fonds perdus



PAR JAYATI GHOSH<sup>1</sup> ET FARWA SIAL<sup>2</sup>

1- Secrétaire exécutive du réseau d'économistes IDEAS (International Development Economics Associates)  
 2- Economiste et responsable politique et plaidoyer au sein du Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad)

## DES MESURES D'URGENCE POUR LA RELANCE

# Le tourisme local à l'épreuve d'une dure réalité

Lire l'article de R. N. page 2



**SELON SON PDG, TOUFIK HAKKAR**  
**Sonatrach table sur une recette de 30 à 33 milliards de dollars**

Lire l'article de El-Houari Dilmî page 4



**ORAN**  
**Un mort et cinq blessés graves dans un accident**

Lire l'article de J. B. page 10

## COVID-19

# Les marchés de véhicules et salles de sport rouvrent leurs portes

P. 3





## Des mesures d'urgence pour la relance Le tourisme local à l'épreuve d'une dure réalité

**Le Conseil des ministres tenu dimanche dernier a fait l'énoncé de «mesures d'urgence pour la relance du secteur du tourisme».**



R. N.

Après approbation de son exposé sur le secteur, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a été en effet instruit par le président de la République de prendre des «mesures d'urgence» pour relancer un secteur dont il a la charge seulement depuis le 7 juillet dernier. Il s'agit pour lui, d'accorder un intérêt particulier au tourisme interne en promouvant les prestations touristiques à la hauteur des attentes des familles algériennes, de promouvoir le tourisme thermal aux niveaux national et international, de revoir la politique des prix en cours, en vue de créer une véritable compétitivité entre investisseurs, d'impliquer les représentations diplomatiques algériennes dans la promotion des produits artisanaux et y réserver des espaces pour organiser des expositions permanentes, enfin, organiser l'artisanat selon les standards internationaux aux fins de garantir la qualité et l'authenticité des produits artisanaux.

«L'Algérie est le pays le plus grand du continent africain et le 10<sup>e</sup> pays le plus grand au monde en superficie totale. Situé en Afrique du Nord, une des principales attractions touristiques est le Sahara, le plus grand désert au monde (...). L'Algérie est membre de l'Organisation mondiale du tourisme depuis 1976 mais le tourisme n'en est pourtant qu'à ses débuts. Les revenus liés au tourisme ne dépassent pas les 10% du produit intérieur brut et selon le rapport «Faits saillants du tourisme» de l'OMT publié en 2014, l'Algérie est la 4<sup>e</sup> destination touristique en Afrique en 2013 avec 2,7 millions de touristes étrangers, et occupe la 111<sup>e</sup> position sur la scène du tourisme international, selon le Conseil mondial du tourisme et du voyage (WTTC), basé à Londres. Le secteur du tourisme en Algérie représente 3,9% du volume des exportations, 9,5% du taux des investissements productifs et 8,1% du produit intérieur brut». Lu dans

Wikipédia qui note que «la dernière modification de la page a été faite le 29 août 2021». Cette «encyclopédie libre» qui présente «le tourisme en Algérie», décrit une réalité bien triste d'un secteur pourtant propriétaire de sites et paysages fabuleux et majestueux qu'elle cite d'ailleurs. Pour sa relance, les autorités politiques ont annoncé en 2008, le Schéma national d'Aménagement touristique (SDAT) à l'horizon 2025, suivi plus tard par un complément ou un «correctif d'adaptation» qui vise l'horizon 2030.

### LE MAUVAIS CLASSEMENT DE L'ALGÉRIE

Tout est dit dans ces deux projets qui ont été soutenus par l'amorce d'un Schéma directeur au titre duquel le secteur devait en appliquer «les 5 livres: Diagnostic/Audit du tourisme algérien; Plan stratégique/ Les cinq dynamiques et les programmes d'action touristiques prioritaires; les 7 pôles touristiques d'excellence (POT); La mise en œuvre du SDAT/Le plan opérationnel; les projets prioritaires touristiques».

Les deux schémas qui se complètent dont le premier est tiré du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) à l'horizon 2025, obligeaient à «la mise à niveau du secteur» par, entre autres, «le développement des investissements, l'articulation de la chaîne touristique en premier le transport, le financement et l'accompagnement». Tout récemment, en 2018, le schéma 2030 faisait encore parler de lui. «La période 2008-2015 concerne l'amorçage et la mise en route de la nouvelle politique de développement en matière d'aménagement des espaces, investissement et promotion de la destination, la seconde période est celle de 2015-2030 réservée à la consolidation des actions entreprises précédemment pour la construction de la destination touristique Algérie», affirmaient les responsables du secteur en cette année.

## Températures caniculaires et vents violents au centre et à l'ouest du pays

Des températures caniculaires atteignant ou dépassant les 42 degrés affecteront aujourd'hui mardi cinq wilayas du centre du pays, indique lundi l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Les wilayas concernées par ce phénomène de niveau de vigilance Orange, sont Ain-Defla, Tipaza, Blida, Alger et Boumerdès, où les températures attein-

dront ou dépasseront les 42 degrés Celsius, ajoute la même source, précisant que la validité du BMS s'étalera de 9h à 21h.

L'ONM a annoncé, par ailleurs, que des vents forts atteignant ou dépassant parfois 90 km/h en rafales souffleront mardi sur plusieurs wilayas de l'ouest et du centre du pays.

Ces vents, qui souffleront parfois en rafales avec fréquents soulèvements de sable, toucheront

les wilayas de Naâma, El-Bayadh, Sidi-Bel-Abbès, Saïda, Tiaret, Tissemsilt, Ain-Defla, Médéa, Blida, Laghouat et Djelfa, précise la même source.

La validité de ces prévisions court mardi de 09h00 à 21h00, ajoute le BMS qui précise également que ces vents de direction Sud à Sud-Ouest souffleront avec une force de 60 à 70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h en rafales.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

### Dettes et pragmatisme

L'effacement des dettes de nombre de pays africains et arabes revient

au-devant de l'actualité d'une manière inattendue, mais le contexte s'y prête toujours pour cerner ces gestes humanitaires déployés par l'Algérie pour aider des pays amis. Ainsi, selon l'avis de l'expert Mustapha Mékidèche, l'Algérie a toujours soutenu la libération et le développement économique de nombre de pays africains et arabes sans qu'une quelconque demande politique ou diplomatique n'ait été exprimée vis-à-vis de ces pays.

Cela malmène un peu le proverbe qui dit qu'on ne donne rien pour rien, mais on peut ne pas être au courant de la contrepartie attendue de ces effacements de dettes. Cette contrepartie peut ne pas être formulée en termes clairs, ou publiquement exprimée, mais cela n'exclut pas qu'on s'attende dans ce cadre à un minimum de révérence envers le pays bienfaiteur.

Ce qui n'a pas toujours été le cas. Et, faut-il l'admettre, cela fait très mal au pays. L'Algérie peut-elle s'enorgueillir de n'avoir pas fait comme les autres pays, comme le relève notre expert, soit réclamer le remboursement des intérêts, puis de la dette, soit transformer cette dette en investissements algériens dans ces pays? Pourtant, la meilleure option, la plus pragmatique, aurait été de transformer cette dette en investissements algériens dans ces pays. Cela aurait été d'un plus grand secours à ces pays, où l'investissement les aurait aidés économiquement et sur le plan de la création

ces pays et défendre ses intérêts économiques et politiques. Et de telles opportunités existent toujours, parce que l'Algérie détient encore d'autres créances sur certains pays qui n'ont pas fait l'objet d'annulation, mais font l'objet d'accords pour des échéances de remboursement. Et puis, sait-on jamais, où ira l'argent de ces dettes effacées? C'est le Maroc qui a poussé l'Algérie à la défensive, au repli, en l'accusant d'acheter l'allégeance de ces pays ou d'utiliser ce levier de l'effacement des dettes comme moyen de pression politique sur ces pays, et les amener à s'aligner sur les positions de l'Algérie dans tous les dossiers qui engagent la communauté africaine et internationale. Alors que ce même pays, qui ne trouve aucune gêne à financer des articles de presse, a engagé une vaste politique d'investissement en Afrique, pas d'effacement de dettes ou de leur transformation en investissements, parfois sur fonds propres du Roi, dans le seul but de gagner le maximum de pays à sa cause, la défense de la marocanité du Sahara occidental. «La permanence des engagements de l'Algérie en tant que pays africain et arabe solidaire avec les autres pays, que ce soit pour leur libération ou leur développement économique», une position soulignée par M. Mékidèche, mais il ne faut pas être dupe pour aider des pays et les avoir sur le dos quand il s'agit de chercher des soutiens à la cause sahraouie, par exemple.

Les dernières statistiques en date sur le tourisme national montrent que l'Algérie enregistre de profonds déséquilibres entre les dépenses de l'Etat dans ce secteur et les rentrées financières qu'il lui assure.

Il est prouvé qu'au plan national, le tourisme reçoit en grande partie «les émigrés», les ressortissants algériens résidant à l'étranger notamment en France.

Les étrangers qui visitent de temps à autre le pays sont en grande partie français dont les randonnées sont programmées essentiellement dans le sud du pays.

Si au niveau régional, l'OMT classe l'Algérie comme 4<sup>ème</sup> destination après le Maroc, la Tunisie et l'Afrique du Sud, c'est qu'elle est la dernière «de la classe» dans le Maghreb. Elle se trouve en outre à la 147<sup>ème</sup> place au niveau mondial de par les recettes que lui apporte le tourisme qui effleuraient, dans la première décennie et au début de la deuxième des années 2000, à peine les 8% du PIB.

### L'HIDEUX ÉTAT DU TOURISME

Avec ça, l'Algérie table quand même sur 11 millions de touristes à l'horizon 2025. Un horizon qui est au pas de la porte et

qui ne pourrait être atteint en raison des innombrables problèmes et lacunes qui minent le secteur. Yacine Hamadi devra en corriger les plus en vue pour au moins relancer le tourisme local qui peine à atteindre une vitesse de croisière appréciable au regard de l'état hideux d'infrastructures hôtelières qui se comptent sur les doigts d'une seule main. Hideuses de par leur architecture, leurs prestations de service, literie et commodités en tête de liste, et pour couronner le tout leurs prix exorbitants.

Excepté les toutes dernières réalisations privées qui s'efforcent d'appliquer une gestion rigoureuse de leurs établissements dont certains affichent un standing remarquable, l'Etat a été jusque-là incapable d'obliger les propriétaires des hôtels et des complexes touristiques à respecter les normes internationales en tout point de vue. Même les grandes chaînes lâchent bride sur ce plan à peine quelques années après leur construction et leur ouverture en Algérie.

C'est le contrôle qui manque le plus pour mettre sur pied un secteur qui a en main une feuille de route bien étoffée mais qui a besoin d'infrastructures «au point», de

bons gestionnaires et de prestations de qualité. Autrement, il n'est nul besoin de prouver la grandeur de paysages naturels dont la beauté est garantie par une main divine, Il faut juste savoir bien la vendre.

Le ministre du Tourisme a du pain sur la planche pour pouvoir appliquer les instructions qui lui ont été données pour relancer un secteur qui a toujours buté contre des obstacles humains et matériels.

Au-delà du fait que la culture du tourisme est inexistante en Algérie en raison de l'absence de mentalités qui l'a font sienne, comme tout le pays, le tourisme est affecté par le manque d'eau, le manque d'hygiène, de sérieux et de compétences pétries au sens de la qualité du travail et celui de la responsabilité.

Les exemples qui font rougir de honte ne manquent pas. Le complexe de Sidi Fredj qui accueille des touristes locaux de l'ensemble du territoire national est privé d'eau pendant plusieurs jours. Ses hôtels sentent mauvais et leurs clients font la queue devant une citerne privée pour remplir leurs récipients. Cela s'est passé dans l'un d'eux il y a à peine quatre jours.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp. : Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub Tél.:** 021. 64.96.44

**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

**Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE**



## Covid-19 Les marchés de véhicules et salles de sport rouvrent leurs portes

Le Premier ministre, ministres des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a décidé de réaménager les horaires de confinement partiel à domicile (de 22h00 à 5h00) dans 31 wilayas, à compter de mardi 14 septembre, dans le cadre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19), indique lundi un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

«En application des instructions de Monsieur le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, ministre des Finances Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

S'inscrivant toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus (Covid-19), ces mesures visent, au regard de la situation épidémiologique, à réaménager le dispositif actuel de protection et de prévention. Les mesures édictées ci-après sont prévues pour une période de quinze (15) jours et prennent effet à compter du mardi 14 septembre 2021.

### 1- EN MATIÈRE DE CONFINEMENT PARTIEL À DOMICILE:

La mesure de confinement partiel à domicile est réaménagée et reconduite comme suit:

- La mesure de confinement partiel à domicile de vingt deux (22) heures jusqu'au lendemain à cinq (5) heures du matin est applicable dans les trente et une (31) wilayas suivantes: Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Bejaia, Béchar, Blida, Bouira, Tebessa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Annaba, Guelma, Constantine, Mostaganem, M'Sila, Ouargla, Oran, El Bayadh, Bumerdes, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Naâma, Aïn Temouchent et Relizane.

- Ne sont pas concernées par la mesure de confinement à domicile les vingt sept (27) wilayas suivantes: Adrar, Chlef, Biskra, Tamenghasset, Tiaret, Djelfa, Médéa, Mascara, Illizi, Bordj Bou Arreridj, El Tarf, Tindouf, Tissemsilt, Tipaza, Mila, Aïn Defla, Ghardaïa, Timimoun, Bordj

Badji Mokhtar, Beni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezam, Tougourt, Djanet, El Meghaier et El Meniaâ.

Les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination.

### 2- EN MATIÈRE D'ACTIVITÉS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES:

- La levée de la mesure de fermeture, dans les wilayas concernées par le confinement partiel à domicile, des activités suivantes: des marchés de ventes des véhicules d'occasion, des salles omnisports et les salles de sport, des maisons de jeunes, des centres culturels et les bibliothèques.

- La reconduction de la mesure de renforcement des mesures applicables aux marchés ordinaires et aux marchés hebdomadaires se rapportant au dispositif de contrôle par les services compétents afin de s'assurer du respect des mesures de prévention et de protection et de l'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur à l'encontre des contrevenants.

### 3- EN MATIÈRE DE REGROUPEMENTS ET RASSEMBLEMENTS PUBLICS:

- La reconduction de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements.

- La reconduction de la mesure relative au retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur.

Le Gouvernement appelle les citoyens à maintenir le plus haut degré de vigilance devant le risque toujours important de rebond des cas de contamination et les invite à ce titre à poursuivre, de manière rigoureuse, le respect des gestes barrières et des différents protocoles sanitaires adoptés par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales».

## Coronavirus: 233 nouveaux cas et 18 décès enregistrés

Deux cent trente-trois (233) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 198 guérisons et 18 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, lundi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 200.301, dont 233 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.596 cas, alors que le

nombre de patients guéris est passé à 136.860 cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



## Raïna Raïkoum El-Houari Dilmi

### The algerian dream !

Un dos-d'âne devant sa maison, une citerne, une grosse soucoupe et un pneu usagé sur

son toit, deux ou trois garages à louer si possible, «annexer» une partie de la voie publique pour étendre son «espace vivable», c'est là le rêve algérien, the algerian dream ya l'khawa ! C'est que l'Algérien est fatigué aussitôt tombé du lit. Comme lassé de vivre. Désabusé d'une vie en noir et blanc. Mais comme l'on ne peut plus appeler un chat par son propre nom, le mot de la «faim» est, peut-être, à chercher ailleurs que dans le ventre supposé «dévidé» du peuple d'en bas. Aujourd'hui, dans la rue, il suffit de fixer dans les yeux n'importe quel Algérien, de Sidi personne à Aïn nulle part, pour comprendre que quelque chose ne va pas dans un pays où presque plus personne ne veut plus vivre. Un peu comme une immense machine en panne, le pays perdure à chercher un bon mécano, non pas celui capable de réparer la grosse panne mais bien celui qui a la «recette-miracle»: mettre la main sur celui qui a saboté la grosse machine. Suivez mon regard... C'est que dans un pays où vivre «normalement» est déjà un défi presque impossible en soi, il devient trop dur de gagner, à la loyale, son pain de tous les jours, à moins de laisser sa main «baladeuse» fouiner un peu partout. Qui peut aujourd'hui décrocher la timbale en réussissant «l'exploit» de marathonnien de trouver un petit job sans casquer l'équi-

valent d'au moins six mois de salaire avant même de toucher sa première solde, obtenir un quelconque avantage légitime

sans graisser la patte, y compris aux chats de gouttière ? Voir encore des jeunes, par pelotons entiers, user leurs neurones et leurs culottes sur les bancs des écoles et des universités pour se retrouver à quémander un sou «troué» à leurs parents devenus eux-mêmes des «sans-le-douros», finit par donner au pays les allures d'une chamelle qui, trop lourdement chargée, meurt écrasée par son propre poids. Depuis longtemps déjà, l'Algérien lambda a l'impression tenace de regarder un navet interminable où le héros est l'argent et la victime «expiatoire» nos poches essorées.

Du coup, le peuple d'en bas a désappris depuis longtemps à vivre à la sueur de son front. Et comme pour vivre à peu près normalement, il faut d'abord se nourrir par sa propre main, avant de penser à créer des partis politiques «virtuellement vivants», se soigner avec ses propres médicaments plutôt que d'acheter la santé clefs en main, apprendre à se défendre seul contre ceux qui veulent te voler ta croûte avant de penser à partager ton plat vide avec les autres.

Cela suffit-il à préserver un garde-manger national plus que jamais menacé, et dont on dit qu'il pourrait suffire à nourrir tout un continent, à l'ère «maudite» où les haricots et les lentilles sont au même prix que des amuse-gueules?!

## Transport maritime Les compagnies nationales appelées à revoir leur gestion

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, a appelé les directeurs et gestionnaires des sociétés nationales du transport maritime à revoir le mode de gestion de ces compagnies, à moderniser leurs systèmes et à les rendre plus rentables, loin des aides du Trésor public, à travers la rationalisation des dépenses et l'exploitation des moyens disponibles, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Ces instructions sont intervenues lors de sa présidence, samedi, d'une réunion en présence de cadres du ministère, du directeur général par intérim du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), de la directrice générale par intérim de CNAN-MED, du directeur général de CNAN-NORD, du Président-Directeur général (P-dg) de la Société nationale Shipping Company (Nashco), ainsi que de leurs cadres et d'opérateurs du secteur privé national.

Au terme de l'exposé présenté par les directeurs portant situation des compagnies au plan organisationnel et opérationnel, ainsi que certains obstacles auxquels

elles sont confrontées, à l'instar du manque de la main d'œuvre spécialisée en la matière, de la maintenance des navires et du problème des conteneurs, le ministre a appelé à «revoir le mode de gestion de ces entreprises vitales, à moderniser leurs systèmes et à les rendre plus rentables, loin des aides du Trésor public, à travers la rationalisation des dépenses et l'exploitation des moyens disponibles». Dans ce cadre, M. Bekkai a demandé aux directeurs de coordonner de façon permanente entre les différents acteurs dans le fret maritime, y compris les opérateurs privés, ajoute-t-on de même source.

M. Bekkai a également instruit les directeurs et responsables des compagnies nationales de transport maritime d'élaborer un plan d'action et une vision globale pour aplanir les obstacles dressés devant ces établissements, les appelant à exploiter les capacités nationales disponibles en matière de fabrication de conteneurs en vue de booster l'économie nationale et préserver la devise.

A la question de la main d'œu-

vre, le ministre a insisté sur la coordination permanente avec l'Ecole supérieure maritime de Bousmail (Tipasa) qui offre des formations dans les différentes spécialités permettant de répondre aux besoins nationaux en termes de ressources humaines spécialisées et d'établir des bilans périodiques sur l'état de la flotte et l'évolution de son activité, selon le même communiqué.

La rencontre a permis aux responsables de ces entreprises de formuler une série de propositions pour le développement de la performance des sociétés et la promotion de leurs activités à travers la prospection des opportunités de partenariat avec les opérateurs locaux et internationaux ainsi que le renforcement des structures de formation pour assurer une main d'œuvre qualifiée.

Pour leur part, les opérateurs privés ont exposé leurs expériences en matière de transport maritime à l'échelle internationale et leur vision future, évoquant les possibilités de coopération et de partenariat gagnant-gagnant avec les compagnies publiques.



## Selon son PDG, Toufik Hakkar Sonatrach table sur une recette de 30 à 33 milliards de dollars

El-Houari Dilmi

Le Groupe pétrolier-gazier Sonatrach table sur une recette se situant entre 30 et 33 milliards USD pour l'année 2021, a indiqué, hier lundi, son PDG Toufik Hakkar.

En effet, s'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le PDG de Sonatrach a mis en avant «l'aisance financière du groupe pétrolier-gazier Sonatrach, en raison des décisions judicieuses de l'OPEP et l'amélioration du marché mondial». Faisant état des nouveaux projets de la compagnie nationale, dans le cadre de la stratégie à l'horizon 2025, Toufik Hakkar a d'abord parlé du renouvellement des réserves nationales en hydrocarbures, indiquant que «malgré la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, Sonatrach a réussi à renouveler ses réserves à hauteur de 120% en plus du développement des industries de transformation pour couvrir les besoins du marché national».

Chiffres à l'appui, le PDG de Sonatrach a également indiqué que le groupe «a réalisé des recettes de 21 milliards de dollars USD a fin

août 2021 contre 13 milliards l'année dernière», a-t-il affirmé. Au sujet du volet investissement et des exportations de gaz naturel liquéfié, Toufik Hakkar a fait état de «capacités considérables en matière d'exportations par gazoduc, des capacités qui peuvent suffire jusqu'à 2030, à part la réalisation en cours de quelques projets comme l'élargissement du port pétrolier de Skikda pour permettre l'accostage des gros navires de transport et du coup faciliter l'accès au marché asiatique et sud-américain», a-t-il révélé. Rebondissant sur le volet investissement et les perspectives offertes par le marché africain et les pays voisins, l'invité de la Radio a déclaré que son groupe «s'intéresse de près à ce marché», précisant que Sonatrach «a des projets en développement au Pérou avec des rentrées de 150 millions de dollars USD, outre les études en cours pour développer nos explorations en Libye et au Nigeria», a-t-il souligné.

Au sujet des investissements étrangers dans le secteur des hydrocarbures, le PDG de Sonatrach a indiqué «qu'avec le début de l'année prochaine, des accords seront pas-

sés avec des partenaires étrangers pour l'exploration et la production, d'où le travail mené actuellement par le département de l'énergie pour améliorer le climat des affaires, comme la débureaucratization de l'acte économique et la révision des textes réglementaires afin de capter plus d'investisseurs». «Encourager les petites et moyennes entreprises algériennes et encourager les jeunes compétences à investir ce créneau porteur, fait également partie de nos objectifs», a encore souligné Toufik Hakkar ajoutant que Sonatrach «table, dans le cadre de sa stratégie globale, sur la production d'hydrogène vert pour se mettre au diapason de ce qui se fait de mieux dans le monde en matière d'énergies propres».

Dans une évaluation intermédiaire de l'indice de gouvernance des ressources pour l'année 2020, publié par l'Institut de gestion des ressources naturelles de New York, le groupe Sonatrach «a enregistré une progression remarquable dans son classement, avec une augmentation de 18 points par rapport à 2017, et sa performance est ainsi considérée comme satisfaisante et positive», a conclu le PDG de Sonatrach.

## Gazoduc Nigéria-Europe via l'Algérie : l'étude de faisabilité terminée

Le PDG du groupe pétrolier public algérien, Sonatrach, Toufik Hakkar, a indiqué, lundi à Alger, que l'étude de faisabilité du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Europe à travers l'Algérie et le Niger, est terminée et soumise aux entreprises des deux pays africains.

M. Hakkar a précisé sur les ondes de la radio nationale que cette faisabilité est liée notamment à la demande sur le gaz et surtout à l'étude du marché au vu de la baisse du prix du gaz, soulignant que le prix de ce dernier est passé de 10 dollars l'unité calorifique il y a 10 ans à moins d'un dollar en 2020.

Ce qui pourrait, selon lui, "influencer sur la prise de décision de

lancer un tel investissement", d'où la démarche de lancer une étude du marché pour déterminer la demande sur le gaz avant de trancher sur l'opportunité de s'engager dans ce projet.

Selon le PDG de Sonatrach, qui a réalisé l'étude de faisabilité, l'étude technique du projet est "ficelée et le tracé du gazoduc défini".

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, avait récemment indiqué que l'Algérie accordait un "intérêt particulier" à la concrétisation "rapide" du projet TSGP visant à connecter les gisements de gaz naturel nigériens à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien.

"Nous accordons un intérêt particulier à la concrétisation rapide de

cet important projet qui donnera un nouvel élan aux relations entre nos deux pays, en termes de coopération technique et de renforcement des capacités", soulignait M. Arkab.

Le projet induira, selon lui, des retombées socio-économiques importantes dans les pays de transit, dans le respect de la protection de l'environnement et du développement durable.

A cet effet, le ministre avait ainsi réitéré le souhait de la partie algérienne de voir le Nigéria ratifier l'accord intergouvernemental relatif au projet TSGP signé en 2009 à Abuja. Le projet est inscrit au programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

## Exportations hors hydrocarbures Une recette de près de 3 mds de dollars en 8 mois

La valeur des exportations algériennes hors hydrocarbures a augmenté lors des huit (08) premiers mois de 2021, avoisinant les 03 mds de dollars soit 118%, a indiqué lundi le ministère du Commerce dans un bilan.

Selon les chiffres du ministère, les exportations hors hydrocarbures ont connu une hausse de 118% durant les huit premiers mois de 2021 soit 2.9 mds de dollars par rapport à l'année dernière où il a été enregistré un montant 1.34 milliard de dollars.

Les exportations hors hydrocarbures a représenté 12,3% du total des opérations d'exportation effectuées

lors des huit premiers mois de l'année en cours, a précisé le document. Parmi les produits les plus importants exportés, hors du secteur des hydrocarbures, figurent les engrais minéraux et chimiques azotés pour 886 millions de dollars, soit une hausse de 69,1 % par rapport à la même période de l'année 2020 (524 millions de dollars).

La valeur des exportations de fer et d'acier s'est élevée à 595,78 millions de dollars, contre 28,76 millions de dollars pour la même période de l'année dernière, soit une hausse de 1971%.

Quant aux produits chimiques inorganiques, ils ont également

enregistré une augmentation significative de 234% dans les huit premiers mois 2021, atteignant 501,8 millions de dollars, contre 150,1 millions de dollars à la même période l'année dernière. Par ailleurs, les exportations des produits alimentaires à base de sucre ainsi que le miel ont augmenté à hauteur de 288 millions de dollars, contre 173 millions de dollars l'année écoulée soit une hausse de 66%.

Le volume des articles manufacturés exportés a augmenté, quant à lui, à 190.81 millions de dollars, soit un taux de 6.54%, selon les détails du communiqué du ministère du Commerce.

### Annaba

## 8 mois de prison ferme pour «incitation à la violence et discours de la haine»

Le tribunal d'Annaba a prononcé lundi une peine de huit (8) mois de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA à l'encontre d'un individu pour "incitation à la violence et discours de la haine", a-t-on appris de source judiciaire.

Le tribunal a acquitté le même prévenu du chef d'accusation "incitation au vol et au trouble à l'ordre public", dont il était inculpé, et pour lequel il

s'est présenté en audience de comparution immédiate, selon la même source. L'accusé a fait l'objet de deux poursuites dans deux affaires, la première relative à "l'incitation à la violence et discours de la haine" et la seconde concernant "l'incitation au vol et au trouble de l'ordre public" après son interpellation par les forces de l'ordre pour la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux, où le

mis en cause tenait des propos haineux, appelant à la violence et au crime, selon les explications fournies.

Le procureur de la République près le tribunal d'Annaba avait requis, il y a deux semaines, dans ces deux affaires, une peine de cinq (5) ans de prison ferme dans la première affaire, et une seconde peine d'un an de prison ferme dans la deuxième affaire.

## Plan d'action du Gouvernement Les députés appellent à l'application effective des engagements prévus

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont insisté lors du débat du Plan d'action du Gouvernement présenté, lundi matin, par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane sur l'importance d'appliquer les engagements prévus dans le projet sur le terrain et de réunir les conditions idoines pour opérer le développement global.

Plusieurs membres ont salué les axes de ce plan "ambitieux", préconisant de "réunir les conditions idoines" pour son application effective sur tous les plans, à la faveur "d'une révision" des textes réglementaires, la mise à niveau de la ressource humaine et la poursuite de la lutte contre la corruption dans tous les secteurs pour réaliser le bond qualitatif auquel aspire le Gouvernement à travers ce projet. Le député du parti du Front de libération nationale (FLN), Ahmed Rabhi a plaidé pour la restitution des fonds spoliés par le passé, critiquant "les voix qui appellent au règlement amical de ce dossier avec les auteurs de détournements".

Il a également affirmé l'impératif d'accorder tout l'intérêt de la ressource humaine, notamment parmi les hauts cadres que l'Etat devrait associer aux efforts de déve-

loppement du pays et de formation de la ressource humaine.

Pour sa part, le député Moundir Bouden du Rassemblement national démocratique (RND), a évoqué le cadre législatif régissant l'investissement, proposant "l'élaboration d'un arsenal juridique durable en tant que facteur essentiel à l'encouragement et à l'attractivité des investisseurs étrangers".

Le député, Amar Benaouda de la même formation politique est revenu, quant à lui, sur l'aspect socio-professionnel des fonctionnaires et l'importance de prendre en charge les préoccupations des travailleurs pour assurer la stabilité sociale, soulignant l'importance de "revoir les statuts de tous les secteurs".

Evoquant le secteur de la justice, le député du groupe des indépendants, Ali Ben Sebkak a insisté sur l'impératif de prendre en charge les préoccupations des magistrats à même d'améliorer leur rendement professionnel et de moderniser le secteur pour prodiguer de meilleurs services aux justiciables.

La plupart des intervenants ont évoqué les préoccupations de leurs circonscriptions électorales telles que le logement, les modalités d'accès aux aides de l'Etat et la garantie des services de santé au niveau des zones reculées.

### Jijel

## Un policier qui a tué son épouse et ses deux filles hospitalisé

Le parquet de la République près le tribunal de Tahir (Jijel) a révélé lundi le transfert vers l'hôpital d'un policier «grièvement blessé», soupçonné d'avoir tué par balles hier, dimanche, son épouse et ses deux filles. Dans un communiqué dont une copie a été remise à l'APS, le parquet de la République a précisé que «vers 14h00 hier, dimanche, les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Tahir ont notifié au parquet près le tribunal de Tahir que des coups de feu ont été entendus dans l'une des maisons de la région de Beni Metrane dans la même commune, suite à laquelle le procureur de la République s'est déplacé, accompagné par des éléments de la police judiciaire sur les lieux».

Le communiqué poursuit : «Il s'est avéré qu'il s'agit de (LN), 43 ans, un policier de son état travaillant à

la sûreté de wilaya de Jijel, qui aurait tiré avec son arme de service sur son épouse (AS), 39 ans et ses deux filles mineures (LL), 12 ans, et (L.A.) 9 ans, décédées sur le coup, chacune par une balle tirée dans la tête».

Et d'ajouter : «après la perquisition des lieux, le suspect a été retrouvé dans l'une des pièces inachevées de la demeure, allongé sur le sol, blessé par balles et dans un état critique, son arme à feu à côté de lui». Le communiqué du parquet de la République a indiqué que le suspect avait été transféré à l'hôpital en raison de la gravité de sa blessure. Le parquet a ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'affaire dont l'autopsie des victimes tandis que les investigations et les recherches se poursuivent pour déterminer toutes les circonstances de cette affaire.

### Béchar

## Près de trois quintaux de kif saisis

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic international de drogue a été démantelé et une quantité de 2,8 quintaux de kif traité a été saisie, par les éléments de la sûreté de daïra frontalière de Lahmar (35 km au nord de Bechar), relevant de la sûreté de wilaya de Bechar, a-t-on appris lundi de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée à la suite de l'exploitation de renseignements sur l'existence d'un réseau criminel organisé activant dans le trafic international de drogue, depuis les frontières ouest du pays, et d'une tentative d'introduction à Bechar par les membres de ce réseau criminel (éléments âgés entre 30 à 39 ans) d'une grande quantité de la drogue à destination d'autres wilayas du pays, a-t-on précisé.

La mise en place d'un dispositif de surveillance et de recherche par les éléments de la sûreté de daïra, sous supervision de la justice, ont permis l'identification des membres du réseau et leur arrestation, en plus de la saisie de la quantité de drogue susmentionnée, d'un véhicule touristique, ainsi que de deux (2) armes blanches, a détaillé la source.

Présentés à la justice, les trois (3) mis en cause ont été placés en détention provisoire par le magistrat instructeur près le tribunal de Bechar pour les chefs d'inculpation de "possession de drogue dans le but de commercialisation, achat, transport et stockage illégaux de drogue par une bande criminelle et contrebande d'une gravité menaçant l'économie nationale et la santé publique", a-t-on fait savoir.



## Kaboul Des Afghans vendent leurs biens pour fuir ou survivre



Assiettes, appareils ménagers, meubles, tapis... à Kaboul, au ralenti depuis le retour des talibans, des habitants bradent tout ce qu'ils peuvent pour pouvoir quitter le pays, ou juste se nourrir.

Sur les marchés aux puces qui s'étirent sur les trottoirs poussiéreux de la capitale afghane, les étals débordent d'objets de maison les plus divers, fouillés par des hommes et femmes résolus à profiter de très belles affaires. Des piles d'assiettes, verres et pots, des poêles et autres objets de cuisine et appareils ménagers s'entassent sur de maigres tables de bois. A côté, des télévisions des années 1990 et d'antiques machines à coudre attendent preneur, tout comme des tapis roulés et entreposés sur des canapés et lits d'occasion. Depuis le soudain retour au pouvoir des talibans à la mi-août, l'Afghanistan est en partie à l'arrêt, notamment en raison de l'interruption des flux financiers avec l'étranger qui perfusaient une économie sinistrée par 40 ans de guerres.

Hors de l'économie de subsistance, les affaires sont à l'arrêt, et le travail se fait rare dans la capitale. Tout comme l'argent, car les Afghans ne peuvent pas retirer plus de 200 dollars par semaine, faute de réserves disponibles.

La situation est critique, s'est alarmée jeudi dernier l'ONU. Si rien n'est fait pour y remédier, dit-elle, la quasi-totalité de la population afghane (97%) risque de basculer sous le seuil de pauvreté l'an prochain, contre 72% aujourd'hui. Les revendeurs d'occasions de Kaboul l'admettent: jamais ils n'ont eu autant à faire, car les gens se précipitent pour leur vendre leurs objets au plus vite, donc pas cher.

D'autres viennent les apporter directement sur les marchés aux puces, chargés à dos ou entassés sur de maigres chariots.

### «TOUT A BASCULÉ»

Mohammad Ehsan est descendu de son quartier agrippé à l'une des collines ocre qui dominent Kaboul pour vendre deux couvertures.

«Il n'y a pas de travail. On est pauvres et obligés de les vendre, car on n'a plus rien à manger», explique-t-il à l'AFP. Il était avant un travailleur manuel à la journée, mais les chantiers sont à l'arrêt depuis

que les talibans sont revenus. «Il y avait des gens riches à Kaboul, mais ils ont fui», déplore M. Ehsan. Il est assez âgé pour avoir vu l'Afghanistan passer «de changement en changement» dans sa vie, et ne fait pas confiance aux talibans pour améliorer les choses cette fois. La dernière fois que les islamistes étaient au pouvoir, entre 1996 et 2001, ils avaient promis de ne laisser «personne avoir faim», mais les prix des aliments de base s'étaient envolés. «Vous ne pouvez pas les croire, et cette fois-ci encore personne ne les croit.»

Dans un autre coin du marché, certains réparent leurs appareils électriques - stéréos, ventilateurs, machines à laver - pour espérer les vendre mieux.

A côté, des adolescents pressent des jus de carotte ou de grenade qu'ils vendent sur de petits chariots mobiles, alors que d'autres slaloment à travers la foule avec des brouettes pleines de bananes, de pommes de terre et d'œufs.

Une autre catégorie de Kaboulis nourrit les affaires des vendeurs d'occasion: ceux, plus riches, qui ont fui ou veulent fuir la ville, par peur des talibans ou de la pauvreté, explique à l'AFP Mostafa, dans le conteneur qui lui sert de boutique. Ces familles vendent leurs biens pour une fraction de leur valeur, parfois «2.000 dollars le lot alors qu'il en vaudrait 6.000 normalement», dit-il.

Avant, il recevait des objets d'une ou deux familles. Aujourd'hui, ça peut être 30 à la fois, tant «les gens sont pauvres et démunis». Quant aux acheteurs, ce sont des déplacés des provinces rurales, chassés par la pauvreté ou les combats des derniers mois qui ont trouvé refuge à Kaboul, précise-t-il. Un autre commerçant explique s'être lancé dans le business il y a quelques semaines. «J'étais formateur dans l'armée pendant 13 ans», dit-il sans vouloir être identifié, de peur de représailles des talibans, traqués pendant les 20 dernières années par les forces gouvernementales afghanes et leurs alliés occidentaux. «Malheureusement, tout a basculé dans notre société, et nous sommes obligés de faire autre chose», dit-il. «Je suis devenu vendeur d'occasion car je n'avais pas d'autre choix.»

## Niger De plus en plus d'enfants tués ou recrutés par les groupes jihadistes

De plus en plus d'enfants sont tués ou recrutés par les groupes armés terroristes au Niger, en particulier dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Mali où les attaques jihadistes se multiplient ces derniers mois, a dénoncé lundi Amnesty International. «Dans la région de Tillabéri, au Niger, une génération entière grandit entourée par la mort et la destruction. Des groupes armés ont attaqué à maintes reprises des écoles et des réserves de nourriture et ciblent des enfants lors de leur recrutement», a déclaré Matt Wells, directeur adjoint à Amnesty International. LONG publie lundi un rapport de 64 pages sur les répercussions croissantes du conflit sur les enfants dans la région de Tillabéri.

Cette zone dite des «trois frontières» est la cible récurrente d'attaques de deux groupes armés jihadistes: l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al

Qaïda. Selon la base de données sur le lieu et le déroulement des conflits armés (ONG, ACLED), citée dans le rapport d'Amnesty, les violences contre les civils au Niger ont fait 544 morts entre le 1er janvier et le 29 juillet 2021, contre 397 en 2020. Une soixantaine d'enfants ont été tués dans la partie nigérienne de la zone des trois frontières, ajoute Amnesty qui cite plusieurs témoignages d'adolescents rescapés. «A un moment, Wahab s'est arrêté pour parler aux [combattants]. Ils lui ont tiré sur le côté et il est mort quelque temps après», raconte un garçon témoin du meurtre de son ami de 12 ans, en mars. «Wahab, avant de mourir, demandait aux bandits: +Qu'est-ce que j'ai fait? Mon père, laisse-moi+.

Je me souviens bien de ses paroles», déclare un autre témoin de la scène. «Je pense à Wahab et comment il a été tué. Il m'ar-

rive de faire des cauchemars où je suis chassé par des gens à moto, ou de revoir Wahab plaider (supplier, ndlr) avec les [agresseurs]», ajoute un troisième ami de l'adolescent tué.

Si les massacres à grande échelle semblent être plutôt le fait de l'EIGS selon le rapport, Amnesty dénonce également le recrutement de jeunes garçons de 15 à 17 ans, principalement par le GSIM, en particulier dans le département de Torodi près du Burkina Faso. Les attaques contre les écoles sont également nombreuses, selon Amnesty qui dénombre plus de 31.000 enfants déscolarisés dans la région de Tillabéri, 10.000 de plus que l'an dernier. «Le Niger est au bord du gouffre.

Les autorités nigériennes et les partenaires internationaux doivent prendre des mesures de toute urgence pour doter les enfants d'outils qui leur permettront de se construire un avenir», s'alarme Matt Wells.

## Nigeria : libération de dizaines d'étudiants enlevés, une base militaire et une prison attaquées

Des dizaines d'élèves enlevés début septembre ont été libérés par leurs ravisseurs dans l'Etat de Zamfara, dans le nord du Nigeria, où l'armée a lancé plusieurs opérations militaires contre les groupes armés locaux qui multiplient attaques et kidnappings depuis des mois. Toujours à Zamfara, douze membres des forces de sécurité nigériennes ont par ailleurs été tués samedi lors de l'attaque d'une base militaire, selon des sources sécuritaires, tandis que 240 détenus se sont évadés d'une prison lors d'un autre assaut dans l'Etat de Kogi (centre). Plus de 70 élèves et des enseignants avaient été enlevés à Kaya le 1er septembre, dernier épisode en date d'une série d'enlèvements de masse dans des écoles et des collèges depuis le début de l'année par des hommes lourdement armés, qualifiés localement de «bandits». «75 otages du lycée public de Kaya ont été libérés dimanche soir», a déclaré à l'AFP une source du gouvernement local. «Ils semblaient en forme et indemnes».

Selon des sources sécuritaires, ils ont été libérés en échange de la promesse de laisser à leurs ravisseurs un passage sûr hors de la forêt où ils s'étaient retranchés, l'armée ayant encerclé leur camp. Les gangs criminels sévissent dans les Etats du Nord-Ouest et du centre du Nigeria, où ils mènent des raids violents pour piller des villages, voler du bétail et enlever des habitants pour obtenir des rançons.

Ils s'en prennent tout particulièrement aux écoles et aux établissements scolaires, cibles faciles car souvent mal protégées et situées dans des zones rurales isolées. Plus de 1.000 élèves ont ainsi été enlevés cette année au cours d'une série d'attaques. La plupart de ces élèves ont été libérés après des négociations et certains se sont échappés, mais des dizaines d'entre eux sont tou-



jours retenus par leurs ravisseurs. Les bandes criminelles trouvent généralement refuge à l'abri de la forêt de Rugu, qui s'étend à cheval sur les Etats de Kaduna, Katsina, Zamfara et Niger.

Ces derniers jours, des centaines de militaires, assistés d'hélicoptères et de l'aviation ont été déployés pour traquer les «bandits» à Zamfara. Les télécommunications ont été suspendues par les autorités pour les empêcher d'échanger des informations sur les mouvements de troupes. Alors que ces opérations se poursuivaient, des assaillants ont attaqué samedi à Mutumji une base militaire, faisant 12 morts parmi les forces de sécurité avant de voler des armes et d'incendier des bâtiments, ont affirmé à l'AFP deux sources sécuritaires. «Les assaillants ont pris d'assaut la base vers 10H30 (locales) et ont engagé les troupes dans une violente fusillade», a déclaré une source sécuritaire. «Ils ont pris le dessus sur les troupes et tué 12 personnes, neuf membres de la marine, un soldat et deux policiers», a ajouté cette source, dont le bilan été confirmé par une deuxième source au sein des forces de sécurité. Mutumji, dans le district de Dansadai, à environ 80 km

de la capitale de l'Etat de Zamfara, Gusau, est une base militaire stratégique dans la lutte contre les bandes armées de la région.

Par ailleurs, des hommes armés ont pris d'assaut dans la nuit une prison de l'Etat de Kogi, dans le centre du Nigeria, libérant des dizaines de détenus, selon un porte-parole des services pénitentiaires. Vers 22H45 GMT dimanche, «240 détenus ont été libérés» dans l'attaque de la prison de Kabba, à Kogi, par de nombreux hommes armés, a déclaré Francis Enobore, porte-parole des services correctionnels du Nigeria.

Une «violente fusillade» a eu lieu entre les assaillants et gardes armés de la prison, qui comptait alors 294 détenus, a-t-il ajouté. Dans tout le nord du Nigeria, de larges pans du territoire échappent au contrôle de l'armée et des autorités, très critiquées pour leur impuissance à protéger les populations civiles des multitudes de groupes armés qui y opèrent. Outre le nord-ouest du pays, où sévissent les gangs criminels avant tout motivés par l'argent, le nord-est du Nigeria est en proie à une sanglante insurrection jihadiste qui dure depuis 12 ans et a fait 40.000 morts.



## La réforme du système de santé en Algérie

Par Nacer Djidjeli\*

De prime abord, nous pensons que la cause essentielle de nos échecs répétés est due au fait que les problèmes de fond n'ont pas été abordés.

Le choix d'un système de santé est un problème éminemment politique. Et contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, il dépend entièrement de l'économie et des ressources dont dispose un pays. Il ne peut être autrement pensé que faisant partie d'un projet de société globale. Il ne peut, en aucun cas, être le résultat seul d'une cogitation de techniciens aussi doués soient-ils. La question fondamentale, à notre sens, est quel système de santé veut-on, ou surtout peut-on proposer à nos concitoyens ? Et la nuance n'est pas uniquement sémantique. En effet, ce choix est intimement lié à la capacité financière du pays. La réponse à cette interrogation exige de nous lucidité et courage politique en nous débarrassant des oripeaux du populisme et de la démagogie.

Il est utile de rappeler ce qui à mon sens constitue les principaux problèmes de fond dont souffre notre système de santé.

### RESSOURCES ET FINANCEMENT DE LA SANTÉ

L'Algérie consacre entre 5 et 7% de son produit intérieur brut (PIB) pour ses dépenses de santé avec une dépense nationale de santé (DNS) par habitant qui fluctue autour de 300 et 400 dollars. A titre comparatif et selon les chiffres 2018 de la Banque mondiale, Cuba y consacre 990 dollars, la France, 4500 dollars, le Canada, 7000 et les USA, 9000, pour ne citer que ceux-là. Les pays industrialisés à revenus élevés consacrent une moyenne de 11,2% de leur PIB pour les dépenses de santé selon les chiffres de l'OCDE de 2011. Quand on sait que le PIB de ces pays est en moyenne cinq à dix fois plus élevé que le nôtre, on comprend que nous ne pouvons et, surtout, nous ne devons pas nous comparer ou essayer de copier un système de santé très loin des réalités et capacités financières de notre pays. Penser un système de santé en faisant fi de ces données et contraintes financières serait faire preuve d'un irréalisme infantile. Peut-on ainsi continuer à faire croire aux Algériens que le système de santé actuel peut prendre en charge tout le monde et tout le temps, toutes les pathologies, la prévention, les soins de base, etc.... ajouté à cela, une transition épidémiologique qui s'annonce très coûteuse pour le pays ? La réponse est assurément non. Les ressources dont nous disposons, faut-il le souligner, qui dépendent totalement de la rente pétrolière, ne nous le permettent jamais. Prétendre le contraire serait de la pure démagogie et de l'aveuglement politique. La couverture médicale gratuite n'est totalement acquise dans aucun pays au monde. Les pays les plus industrialisés et les plus riches, qui consacrent dix à vingt fois plus pour leurs dépenses de santé, ont été obligés de faire des choix, douloureux certes, mais indispensables à l'équilibre global de leur système de santé. Il doit en être de même chez nous, des choix douloureux doivent impérativement être faits. Il y va de la survie de tout le système de santé.

**Tout au long des années, la réforme du système national de santé a nécessité des jours de réunions de travail sous les projecteurs des médias, des sommes astronomiques dépensées, des dizaines de rapports rédigés...Pour quels résultats? Une énième réforme est dans l'air du temps mais n'a été retardée que par la pandémie de la Covid. Ce report involontaire doit être une opportunité pour nous obliger à mener -pour une fois- une réflexion profonde, juste, sereine et urgente sur un système de santé malade. Une réflexion dont l'objectif premier est de garantir à nos concitoyens l'équité et la qualité dans leur prise en charge médicale.**

Ce débat doit être mené, certes, par des professionnels de santé mais la décision finale doit être assumée par l'ensemble de la société et les institutions de l'Etat. Evidemment avec une meilleure gestion et quelques aménagements techniques, on pourra sûrement améliorer et optimiser ce que nous avons. D'autant plus que les experts pensent que 20 à 40% des ressources allouées à la santé sont gaspillées de par le monde. Dans ce cas, il faudra des actions urgentes et fortes pour colmater quelques brèches trop visibles, mais ceci ne fera jamais de notre système de santé tant décrié par nos concitoyens, un système performant, humain, empreint d'équité et de justice. On peut sûrement augmenter notre DNS en relevant le taux du pourcentage du PIB consacré à celle-ci. Amar Tou, l'ancien ministre de la Santé avait promis de relever ce taux pour arriver à 15%, mais la décision n'a pas dépassé le stade de la promesse. Et même si on arrive à ce taux maximum au-delà duquel les grands équilibres financiers du pays risquent d'être menacés, le changement ne peut être important. Il est donc urgent que cette donne financière et les contraintes inévitables qui en découlent soient prises en compte dans une profonde réflexion sur la politique de santé dans notre pays surtout que les perspectives futures quant aux capacités financières de notre pays, ne sont guère rassurantes en raison de la baisse du cours du baril de pétrole. Des choix doivent être faits et des priorités fixées, conditions sine qua none pour éviter un effondrement de tout le système. La réflexion doit se faire de manière globale en prenant en compte les besoins du pays, en médecine préventive, curative... etc. L'on devrait éviter de s'attarder comme le font certains confrères par exemple sur des demandes insistantes et très médiatisées pour l'introduction de « molécules innovantes » destinées au traitement d'autres, de certains types de cancer. Nous partageons fortement l'idée de faire profiter nos concitoyens des derniers développements et innovations de la médecine et considérons que la demande est juste. Elle n'est cependant ni réfléchie encore moins réaliste dans le contexte économique et financier de notre pays eu égard à leur coût exorbitant et avec une cagnotte allouée à la santé incompressible et très limitée. L'on sait que le service d'Oncologie médicale au niveau des hôpitaux nécessitent énormément de dépenses. A titre d'exemple, un CHU à l'est de la capitale a vu 60% du budget alloué à la pharmacie consommés par un seul service, celui d'Oncologie médicale. Ses 08 autres services hospitalo-universitaires doivent se contenter du partage des 40% restants. Cela, avec des médicaments anticancéreux classiques. On n'ose pas imaginer le déséquilibre si on introduit des molécules coûtant 10 à 20 fois, plus cher. Les mêmes chiffres, les mêmes pourcentages et les mêmes déséquilibres inquiétants sont enregistrés pour la consommation des

médicaments au niveau national. Ce sont ces déséquilibres qui obligent à une réflexion profonde et objective qui prend en compte les besoins des uns et des autres et les capacités du pays pour éviter de tomber dans le populisme, la démagogie ou une surenchère que nos concitoyens ne nous pardonneront pas.

### LA CONTRACTUALISATION

La décentralisation dans la gestion et la contractualisation de nos hôpitaux et structures sanitaires est à la fois une nécessité et une solution aux problèmes qui se posent avec acuité à notre système de santé. Actuellement le financement de nos différentes structures de santé est assuré, une partie par l'Etat, une autre par la Sécurité sociale et, enfin, une part par les ménages. Les deux premiers chapitres sont alloués comme un forfait sans négociations, ni contrôles, ni justifications. Pourtant, l'ordonnance 96-17 du 6 juillet 1996 qui a modifié l'article 65 de la loi 83-11 relative aux assurances sociales stipule, dans sa nouvelle rédaction, que « les frais de soins et de séjour dans les structures sanitaires publiques sont pris en charge sur la base de conventions conclues entre les organismes de Sécurité sociale et les établissements de santé concernés ». À partir de 1992, la Loi de finances dispose chaque année que « la contribution des organismes de Sécurité sociale aux budgets des secteurs sanitaires, des établissements hospitaliers spécialisés et des centres hospitalo-universitaires est destinée à la couverture financière de la charge médicale des assurés sociaux et de leurs ayants droit. La mise en œuvre de ce financement sera effectuée sur la base de rapports contractuels liant la sécurité sociale et le ministère de la Santé et de la Population, suivant des modalités fixées par voie réglementaire ». Des tentatives de contractualisation à titre expérimental ont eu lieu à partir de 1993 dans des centres pilotes mais par manque de courage politique, elles ont été malheureusement sans lendemain. Peut-on continuer à allouer des budgets forfaitaires aux hôpitaux sans contrepartie, sans programmes et sans véritable évaluation de leurs activités ? Ce principe de contractualisation qui vise à financer les structures de santé en fonction des actes, négociable chaque année, est évoqué, on le voit, depuis les années 1990. Pourquoi est-il resté lettre morte alors que le pouvoir politique est conscient de l'importance de cette mesure ? Et plus que jamais, on continue, contre toute logique, à faire les mêmes erreurs que par le passé en finançant des structures et non des programmes.

### L'AUTONOMIE ET DE LA DÉCENTRALISATION DES STRUCTURES DE SANTÉ

Peut-on espérer une gestion efficace et efficiente de nos structures de santé sans leur autonomie et en continuant à tout centraliser ? Il y a quelques années, à

l'EPH de Belfort, on a dû fermer le bloc opératoire pendant plusieurs jours par manque de « femme de ménage ». L'activité chirurgicale a été paralysée pour tous les chirurgiens, les réanimateurs et les paramédicaux. En dehors du fait que cela démontre, si besoin est, l'importance de tous les maillons de la chaîne des soins, cet incident est la caricature même de l'obsolescence du système de gestion de nos hôpitaux. En effet, malgré l'urgence de la situation, le gestionnaire de l'établissement ne pouvait en aucun cas recruter le personnel qui manquait car la loi ne le lui permettait pas. Voilà le carcan dans lequel se meurent et s'étouffent nos hôpitaux. Peut-on continuer à faire fonctionner au XXIe siècle, nos hôpitaux avec un modèle de gestion centralisée et complètement sclérosée ? Peut-on continuer d'exiger de nos gestionnaires des résultats tout en leur liant les mains par des contraintes administratives obsolètes ? Des gestionnaires qui, par la force des choses, sont devenus de simples dépensiers sans aucune liberté d'initiative.

### RÉÉVALUATION DE LA NOMENCLATURE DES ACTES DE REMBOURSEMENT

Les tarifs de la Sécurité sociale n'ont pas été réévalués depuis des décennies, ce qui fait que les assurés sociaux qui s'adressent au secteur privé paient de leurs poches les prestations dont ils bénéficient. Quand on sait que 70% des actes sont pratiqués dans le secteur libéral, on explique aisément cette augmentation vertigineuse de la part des ménages dans la dépense de santé globale. Celle-ci avoisine actuellement les 40% alors qu'elle ne devrait pas dépasser selon les normes 20 à 30% au maximum. La part des dépenses supportée par les ménages étant le témoin de l'équité d'un système de santé, cette injustice doit cesser car l'assuré social doit être remboursé à hauteur de ses cotisations.

Ceci risque certes d'être délétère sur les comptes et les équilibres de la Sécurité sociale surtout avec la pléthore de son personnel payé au-dessus de la moyenne nationale. Mais continuer à nier un droit fondamental des assurés sociaux ne règle aucun problème. On ne peut bâtir sur une injustice.

### LA MÉDECINE GRATUITE

Autre sujet ou questionnement incontournable et indispensable si on veut sauver ce qui reste de notre système de santé : la médecine gratuite. Sujet on ne peut plus sensible mais qui, à notre sens, ne doit plus être occulté. Instaurée en 1973 par décret présidentiel, son objectif, on ne peut en douter, était très noble et il a permis, en assurant un accès aux soins à toutes les couches de la population, d'améliorer les principaux indicateurs de santé de notre pays.

Mais n'est-il pas temps de faire le bilan de ce concept de médecine gratuite et voir, 50 ans après, quelle est l'efficacité de ce système qui,

d'ailleurs, n'a plus de gratuité que le nom ? Doit-on continuer à donner des soins gratuits à tout le monde sans distinction même à ceux qui sont parmi les plus nantis et qui passent souvent en priorité car ayant leurs entrées dans les hôpitaux ? Ceci rappelle l'hérésie des subventions des produits de première nécessité aussi bien pour le démuné que le milliardaire. Il est évident que l'accès aux soins pour les plus nécessiteux et les plus faibles d'entre nous doit être garanti par l'Etat. Nos ressources étant ce qu'elles sont, n'est-il pas temps de revoir ce système, pour l'optimiser en ciblant et en orientant l'aide de l'Etat spécialement vers ces populations véritablement démunies et nécessiteuses ? Là aussi, il ne revient pas aux techniciens et professionnels de la santé d'y répondre seuls.

La décision de réviser ce système pour le rendre véritablement pérenne, efficient et équitable, est éminemment politique.

En 2014, nous faisons le même constat et posé les mêmes questionnements. Près de 10 ans après, force et de constater qu'absolument rien n'a changé. Pourquoi notre système de santé reste plus d'un demi-siècle après l'indépendance tant décrié ?

Pourquoi les gouvernements et ministres passent, les lois sanitaires se succèdent et rien ne change ? Certainement parce qu'à l'instar de ce qui se passe dans les autres secteurs notamment économique (avec des subventions tous azimuts, dépendance totale aux hydrocarbures etc.), même nos gouvernants qui étaient conscients des défis qui attendaient notre pays, plaçaient cette sacro-sainte notion de paix sociale qui leur permettait de perdurer à leur poste, au-dessus de toutes autres considérations y compris celle de l'avenir du pays et des générations futures.

Ceci n'est nullement dû aux professionnels de la santé mais à l'incompétence et au manque de volonté et de courage politique de nos dirigeants qui ont fait perdre à notre pays plus d'un demi-siècle de réformes possibles et nécessaires.

L'Algérie ne peut plus s'offrir le luxe de faire dans la précipitation une réformette sans lendemain, nous n'avons plus droit à l'échec.

Cette réforme vitale pour notre pays doit traduire dans un texte les grands choix et arbitrages d'une politique de santé que toute la nation doit assumer.

Voilà ce qui nous semble être les véritables enjeux et défis auxquels on doit s'atteler si on veut réussir là où nos prédécesseurs ont échoué.

La chute drastique des cours du pétrole à moins de 10 dollars en 1986 et les énormes difficultés qu'a connues l'Etat pour maintenir à flots le système de santé publique sont là pour nous imposer, si besoin est, l'urgence de décisions politiques courageuses et responsables. ...

\*Professeur en chirurgie pédiatrique à l'EPH de Belfort (El Harrach)



# Les quatre raisons expliquant qu'il n'y aura pas d'implosion à la rentrée sociale 2021

Par Abderrahmane Mebtoul\*

**1** - Je recense quatre raisons. Premièrement, l'Algérie n'est pas dans la situation de 1986, où les réserves de change étaient presque inexistantes avec un endettement qui commençait à devenir pesant. Bien qu'en baisse, 194 milliards de dollars au 01 janvier 2014, 48 milliards de dollars fin 2020 et 44 milliards de dollars de réserves, l'Algérie possède encore des ressorts comparée à d'autres pays où l'endettement est très élevé. Certes les banques locales dépassent 45% du total de leurs actifs bancaires avec une dette publique par rapport au PIB de 63,3%, prévue en 2021, contre 53,1% en 2020, et la dette publique nette totale représentera 60,5%, contre 50,4% en 2020, mais avec une dette extérieure faible, 3,6% et 5,2% du PIB en 2021 et 2022, contre 2,3% en 2020, les réserves de change, richesses virtuelles qu'il s'agit de transformer en richesses réelles, si elles sont bien utilisées, pouvant à la fois servir de tampon social. Deuxièmement, vu la crise du logement, le regroupement de la cellule familiale concerne une grande fraction de la population et les charges sont payées grâce au revenu familial global. Mais il faut faire attention : résoudre la crise du logement sans relancer la machine économique prépare à terme l'explosion sociale. Troisièmement, l'importance de la sphère informelle employant plus de 40% de la population active notamment dans le commerce, les services, certains segments de l'industrie, et l'agriculture et contrôlant selon la Banque d'Algérie dans son rapport de 2020, une masse monétaire circulant en dehors du circuit bancaire, de 6140,7 milliards de dinars (au cours de fin 2020 près de 48 milliards de dollars) à la fin de l'année 2020, soit une hausse de 12,93% par rapport à 2019.

**L**e président de la République en mars 2021 a annoncé même 10.000 milliards de dinars soit au cours actuel d'avril 2021, 75,19 milliards de dollars écart énorme étant dû à un système d'information non fiable. Elle freine le développement à moyen terme mais sert comme dans bon nombre de pays d'Afrique de tampon social à court terme. D'ailleurs nous assistons au phénomène égyptien ou bon nombre de fonctionnaires en retraite ou après les heures de travail s'adonnent à d'autres emplois notamment chauffeur de taxi dénotant la détérioration de leur pouvoir d'achat. Quatrièmement, l'Etat, malgré des tensions budgétaires qui iront en s'accroissant, dans les dispositions de la loi de finances 2021, les subventions et transferts sociaux représentant 23,7% du budget général de l'Etat et 9,4% du PIB et certainement ces dispositions seront reconduites dans la loi de finances 2022. Cela concerne les carburants, l'électricité, l'eau, les aides au logement, à l'emploi et les principaux produits de première nécessité. En revanche, à terme il s'agira de cibler les subventions qui généralisées sont insoutenables pour le budget. Ces subventions ont permis aux ménages algériens de réaliser une épargne. Cependant, il suffit de visiter les endroits officiels de vente de bijoux pour voir qu'il y a « déthésaurisation » et que cette épargne est, malheureusement, en train d'être dépensée face au processus inflationniste, en raison de la dévaluation du dinar, de la corruption, des restrictions des importations et de la faiblesse de la productivité interne avec comme incidences la détérioration de leur pouvoir d'achat. Ces ménages sur le fil du rasoir peuvent tenir encore un an, maximum deux ans. A la fin de cette période tout peut arriver.

**2** - L'Algérie a un répit seulement d'une année à deux ans, ne pouvant restreindre sans relance la machine économique en panne, les importations où entreprises privées et publiques fonctionnent à plus de 85% à partir de matières premières importées, sans compter certains biens de consommation quitte à aller vers la dérive économique et sociale. Il s'agit d'avoir une vision stratégique à moyen et long

**A court terme, contrairement aux supputations de certains qui versent toujours dans l'alarmisme, sans analyses, ni propositions réalistes, il n'y aura pas d'implosion sociale durant cette rentrée sociale 2021. Mais attention, en cas du maintien de l'actuelle politique socio-économique, les tensions sont inévitables à horizon 2022/2024. Il suffit d'aller enquêter dans les quartiers d'Algérie et de recueillir les sentiments des citoyens, loin des bureaux climatisés de nos bureaucrates, pour constater qu'existe un sentiment d'injustice sociale et de révolte latente surtout d'une jeunesse désespérée de son avenir.**



terme pour éviter les vives tensions sociales que l'on diffère dans le temps, nécessitant entre 2021/2030 un taux de croissance par des entreprises innovantes compétitives au niveau du marché international de 8/9%. Certes, à court terme, cette situation peut être maîtrisable, sous réserve d'une plus grande rigueur budgétaire et d'une lutte contre les surcoûts, le gaspillage et la corruption. Avec la baisse des recettes de Sonatrach qui avec les dérivés représentent 98% des recettes en devises, il est indispensable d'accroître la fiscalité ordinaire : c'est là un exercice difficile sans pénaliser les activités productives et les couches les plus défavorisées. Mais à moyen terme, la solution pérenne est l'accroissement de la production interne, qui permettra la stabilité de la valeur du dinar et la maîtrise du processus inflationniste. Pour cela, s'imposent de profondes réformes structurelles, évitant les replâtrages et les discours populistes, afin d'atténuer les tensions sociales à moyen terme, réformes qui provoqueront des résistances des tenants de la rente, déplaçant d'importants segments de pouvoir, les gagnants de demain n'étant pas forcément ceux d'aujourd'hui. Or gouverner c'est prévoir.

**L**a population algérienne qui était de plus de 44 millions d'habitants au 1er janvier 2021 sera d'environ 50 millions en 2030 avec une demande d'emplois additionnelle qui varierait entre 300.000 à 400.000 personnes par an, nombre d'ailleurs sous-estimé puisque le calcul de l'ONS applique un taux largement inférieur pour les taux d'activité à la population féminine, représentant pourtant la moitié de la population active. En projection, à horizon 2030, avec la très forte consommation intérieure, le risque est que l'Algérie sera contrainte de diminuer ses exportations d'hydrocarbures.

**3** - Il existe deux scénarios pour l'Algérie. Le premier scénario serait le statu quo, vivant de l'illusion d'un retour à un cours du pétrole supérieur à 90/100 dollars et des discours d'autosatisfaction, source de névrose collective, déconnectés des réalités tant locales que mondiales. Ce scénario préparera inévitablement à l'implosion sociale et une déstabilisation de l'Algérie ce qu'aucun patriote ne souhaite. Le second scénario se base sur les conditions favorables de développement de l'Algérie où l'on aura préparé l'après-hydrocarbures par une nouvelle gouvernance, fondée sur un langage de vérité, car l'annonce plus

de 2 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures durant le premier semestre 2021, sur ces 2 milliards de dollars 70% sont des dérivés d'hydrocarbures et des produits semi-finis. Et pour avoir la balance devises nette pour l'Algérie, l'on devra soustraire les matières premières importées en devises et toutes les exonérations fiscales. Dans ce scénario optimiste, réalisable, la politique socio-économique sera fondée sur les segments du savoir en évitant l'instabilité juridique et monétaire, le manque de cohérence et de visibilité. Car, nous pouvons investir autant de milliards de dollars dans les infrastructures ou dans les mines, sans connaître de développement véritable, voire régresser, car s'annonce la quatrième révolution économique dont le couple investissement dans l'immatériel (renvoyant à l'économie de la connaissance) et la protection de l'environnement, avec une transition énergétique et un nouveau pouvoir énergétique mondial horizon 2030.

**L**'on aurait mis fin au gaspillage de la rente des hydrocarbures, de ces dépenses monétaires sans se préoccuper des impacts pour une paix sociale fictive. L'on aurait préparé un nouveau modèle de consommation énergétique reposant sur un Mix dont les énergies renouvelables. L'on aurait réhabilité l'entreprise publique et privée, loin de tout monopole, seule source de création de richesses permanente. Et l'on aurait misé sur l'investissement immatériel qui manque aujourd'hui cruellement à l'Algérie privilégiant la qualité et non la quantité, évitant des universités à fabriquer des chômeurs, non imputable uniquement à l'enseignement supérieur qui hérite du fonctionnement de l'école du primaire en passant par le secondaire et la formation professionnelle. La corruption, source d'une démobilisation générale, serait alors combattue par de véritables contrepoids démocratiques et non pas seulement par des organes techniques. La sphère informelle intimement liée à la logique rentière, produit de la bureaucratie et des dysfonctionnements des appareils de l'Etat qui favorise cette corruption, serait intégrée progressivement au sein de la sphère réelle. Le développement reposera alors sur les piliers du développement du XXIe siècle, tels que la revalorisation du savoir, de l'Etat de droit et une nouvelle gouvernance par la réhabilitation du management stratégique de l'entreprise et des institutions, et par une libéralisation maîtrisée grâce au rôle central de l'Etat régulateur. Le

dialogue productif par une réelle décentralisation impliquant la société aurait remplacé les décisions autoritaires.

**E**n résumé, reconnaissons qu'avec la rentrée sociale 2021, la marge du gouvernement est étroite, se trouvant face à un dilemme du fait du retard dans les réformes structurelles depuis de longues décennies : soit augmenter les salaires via la planche à billets (financement non conventionnel), la théorie néo-keynésienne de relance de la demande globale à travers l'émission monétaire, résolvant un problème à court terme mais amplifiant la crise à moyen terme, étant inappropriée pour l'Algérie qui souffre de rigidités structurelles (léthargie de l'appareil de production) et se trouve en face d'une spirale inflationniste incontrôlable comme au Venezuela. Car sans réformes, le pays risque la régression, d'autant plus qu'en projection, horizon 2030, avec la très forte consommation intérieure, le risque est que l'Algérie sera contrainte de diminuer ses exportations d'hydrocarbures traditionnels. Ne pas augmenter les salaires, face à un processus inflationniste élevé et la détérioration du pouvoir d'achat, le risque est l'intensification des revendications sociales. La population face aux nombreux scandales financiers exige un sacrifice partagé, que l'Etat et les hommes chargés de gérer la Cité donnent l'exemple, pour la nécessaire cohésion sociale. Il s'agit d'éviter de différer les problèmes afin de placer l'Algérie comme pays pivot au niveau de la région méditerranéenne et africaine. Car la structure des sociétés modernes s'est bâtie d'abord sur des valeurs et une morale qui a permis la création de richesses permanentes, comme nous l'ont enseigné les grands penseurs dont le grand sociologue Ibn Khaldoun qui, dans son cycle des civilisations, montre clairement que lorsque l'immoralité atteint les dirigeants qui gouvernent la Cité c'est la décadence de toute société. Ce qui renvoie à l'Etat de droit et à une démocratie dynamique. Il s'agit de revoir l'actuelle politique socio-économique, de rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions de la République et de préserver les libertés individuelles et consolider la cohésion sociale. C'est alors seulement que les Algériens vivront leurs différences, accepteront le dialogue productif et auront l'envie de construire ensemble leur pays et d'y vivre dignement.

\*Professeur des universités, expert international



BLIDA

## ETUSA : ouverture d'une ligne Alger-nouvelle-ville de Bouinane



Une nouvelle ligne directe de transport qui relie la ville-nouvelle de Bouinane (Blida) à la capitale Alger, a été ouverte lundi dernier, par l'Entreprise de transports urbain et suburbain d'Alger «ETUSA», a-t-on appris, auprès de directeur des transports de Blida. La nouvelle ligne a été ouverte dans le cadre du plan de transport de la ville nouvelle de Bouinane (Est de Blida) afin de faciliter les déplacements d'un nombre d'habitants de Bouinane qui travaillent à Alger, a indiqué à l'APS, Idir Ramdane. Il a fait part de l'affectation pour cette ligne de transport, dans une première étape, de

trois bus d'une capacité de 54 places chacun, dans l'attente de son renforcement, à l'avenir avec d'autres bus selon les besoins exprimés par les résidents de la ville-nouvelle qui compte des milliers d'unités de logements, dont un nombre considérable relevant de souscripteurs issus de la capitale. L'itinéraire de ces bus a été fixé à partir de la cité Amroussa, en passant par le centre ville de Bouinane, avec un arrêt à Baba Ali, puis à Bir Mourad Rais, avant d'arriver au terminus de Tafourah, a-t-on appris de même source. Le premier bus de cette ligne a pris le départ lundi dernier, à 6h00 du matin, suivi d'un 2eme départ, 15

minutes plus tard, puis d'un 3eme à 6h30, selon la même source, qui a signalé que le retour du dernier bus vers la nouvelle-ville de Bouinane est fixé à 18h30. Le plan de transport de la nouvelle-ville indique également l'ouverture, lundi dernier, d'une ligne entre la cité des 4.500 logements et la gare ferroviaire de Boufarik et d'une autre entre Bouinane et le centre-ville de Blida.

Le directeur des transports a, en outre, fait part de l'élaboration d'un autre plan de transport interne à la ville-nouvelle de Bouinane, prévoyant l'ouverture de lignes de transport pour relier ses différents quartiers.

TIZI-OUZOU

## 3.200 têtes de bétail remises aux éleveurs victimes des incendies

Quelque 3.216 têtes de bétail ont été distribuées à des éleveurs qui ont perdu leurs cheptels durant les incendies du mois d'août dernier, à Tizi-Ouzou, selon un bilan provisoire communiqué dimanche à l'APS par la direction locale des services agricoles (DSA). Selon le bilan arrêté à hier, samedi, ce cheptel a profité à un total de 473 éleveurs issus de différentes localités touchées par les incendies dont Larbaa n'Ath Irathen, Aïn El Hammam, Aït Agouacha, Azazga, Bouzeguene, entre autres. Sur le nombre de têtes de bétail distribuées, 2.038 sont des ovins qui ont été remis à 330 bénéficiaires, 289 bovins remis à 124 éleveurs et 89 caprins remis à 19 éleveurs sinistrés, a-t-on précisé de même source, soulignant que l'opéra-

tion d'indemnisation des éleveurs qui ont perdu leurs cheptels dans les incendies se poursuit toujours. A noter qu'entre le 27 août dernier et le 4 septembre courant la wilaya de Tizi-Ouzou a réceptionné un total de 597 têtes bovines et 3.013 ovins. En outre, un quota de 500 têtes de caprins a été réceptionné, vendredi dernier par la wilaya et sa distribution aux concernés a débuté hier samedi, selon la DSA.

Au lancement de l'opération d'indemnisation des éleveurs sinistrés, le 2 septembre dernier, le conseiller du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Miloud Tria, avait précisé que ce département ministériel a décidé, comme première étape, d'entamer l'indemnisation des éleveurs, en attendant d'indem-

niser les agriculteurs qui ont perdu leurs vergers arboricoles, soulignant que le lancement de la campagne de plantation répond à des exigences climatiques. Concernant la filière apicole, l'indemnisation des éleveurs qui ont perdu leurs ruchers durant les incendies interviendra au printemps prochain, afin de pouvoir relancer la filière, avait-il souligné.

Le dernier bilan des dégâts causés au secteur agricole par les feux du mois d'août dernier, à Tizi-Ouzou, ayant causé la mort de dizaines de personnes, entre citoyens et militaires, fait état de la perte de 643 bovins, 3.407 ovins, 2.578 caprins, 142.122 poulets de chair, 24.600 poules pondeuses, 7.854 lapins et 31.347 ruches pleines, entre autres, rappelle-t-on.

MÉDÉA

## Elections locales : retrait de 625 formulaires de candidatures

Pas moins de 625 formulaires de candidature aux prochaines élections locales du 27 novembre prochain ont été retirés, à ce jour, au niveau de la délégation de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de Médéa, a-t-on appris dimanche du responsable local de cette instance. «607 formulaires de candidature ont été retirés par des partis politiques

et cinq autres par des candidats indépendants pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC), alors qu'il a été enregistré pour l'élection des membres des Assemblées populaires de wilaya (APW) le retrait de 12 formulaires par des partis politiques et un formulaire par un candidat indépendant», a indiqué à l'APS le délégué local de

l'ANIE, Haroun Ourwane. «Le total des formulaires de candidature retirés est de 625», a-t-il précisé, ajoutant que l'opération de retrait des formulaires s'étalera jusqu'au début octobre prochain. M. Ourwane a assuré que tous les moyens humains et matériels ont été pris pour étudier dans les délais impartis, par la législation, le nombre volumineux de formulaires.

ALGER

## Sûreté : plus de 3.000 affaires traitées en août dernier

Les services de la police judiciaire de la wilaya d'Alger ont traité, durant le mois d'août dernier, 3009 affaires ayant permis l'arrestation de 3554 suspects pour détention et consommation de drogues ainsi que pour activités illicites, selon un bilan publié lundi par la sûreté de wilaya. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, les services de la Police judiciaire ont traité, en août dernier, 3009 affaires ayant permis l'arrestation de 3554 suspects qui ont été présentés aux juridictions compétentes dont 1686 individus impliqués dans la détention et la consommation de drogues, 272 autres arrêtés pour port d'armes blanches prohibées, outre 1596 individus impliqués dans diverses affaires, a précisé le communiqué. Pour ce qui est du port d'armes blanches prohibées, les mêmes services ont traité 268 affaires impliquant 272 individus ayant été déferés aux juridictions judiciaires compétentes dont 37 placés en détention provisoire, ajoute le communiqué.

Concernant la lutte contre la drogue, ces services ont traité 1602 affaires impliquant 1686 individus, a fait savoir la sûreté de wilaya dans son communiqué, ajoutant que ces opérations ont été sanctionnées par la saisie de 19,921 kg de cannabis, de 15615

comprimés psychotropes, 5,85 g de cocaïne, 0,22 g d'héroïne et 46 flacons de produit psychotrope.

Concernant les activités de la police générale durant le même mois, le bilan a indiqué que les forces de police ont effectué 13207 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, d'autant plus que 316 décisions de fermeture émanant des autorités compétentes ont été exécutées. Quant au domaine de la prévention routière, les services de la sûreté publique ont enregistré durant cette période, 9835 infractions routières ayant donné lieu au retrait de 2884 permis de conduire. En outre, 30 accidents corporels de circulation ont été enregistrés, ayant fait 33 blessés et 1 décès. Selon le communiqué, la plupart de ces accidents sont essentiellement dus au non-respect du code de la route, tandis que les services de la sûreté publique de la wilaya d'Alger ont effectué 471 opérations de maintien d'ordre.

Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont enregistré, durant la période susmentionnée, 54820 appels via le numéro vert 15-48, ainsi que 960 appels via le numéro 104. Les mêmes services affirment que ces numéros restent à la disposition des citoyens, pour tout signalement de faits susceptibles de porter atteinte à leur sécurité et à leur intégrité.

BOUMERDES

## Covid-19 : plus de 120.000 personnes vaccinées



Plus de 120.000 personnes ont été vaccinées contre la Covid-19 à ce jour dans la wilaya de Boumerdes dont 25.000 dans le cadre de la campagne nationale de vaccination lancée le 4 septembre courant, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP). «Cette opération qui coïncide avec la rentrée sociale et enregistre une engouement de la part des citoyens, vise à vacciner le plus grand nombre possible de citoyens à Boumerdes», a indiqué à l'APS le chargé de communication de la DSP, Mohamed Barki, en marge d'une opération de sensibilisation pour inciter les citoyens à se faire vacciner, dans le cadre de la campagne nationale qui a été prolongée d'une semaine.

La campagne de vaccination se déroule quotidiennement au niveau des différents points mobilisés à cet effet à travers la wilaya, avec un taux d'affluence des citoyens, des deux sexes et de différents âges, «appré-

chiable et variable parfois», a-t-il observé. «Si le rythme encourageant de la vaccination se maintient, la DSP ambitionne d'atteindre le chiffre de 650.000 personnes vaccinées à la fin de l'année en cours», a ajouté M. Barki. Assurant que le vaccin est disponible en doses suffisantes pour couvrir la demande vaccinale, le chargé de communication à la DSP a signalé la mobilisation, pour cette campagne, de 196 points de vaccination à travers la wilaya, dont 32 polycliniques, 140 salles de soins couvrant la quasi totalité des zones reculées, rurales et urbaines et 11 centres de santé mobiles.

A cela s'ajoutent de nombreux espaces ouverts au niveau des grandes villes de la wilaya, à l'image de Bordj Menail, Dellys, Boudouaou, Thenia, Baghlija et Khemiss El Khechna, en plus de points mobiles au niveau d'établissements, sociétés et organismes privés et publics, parallèlement à l'organisation de caravanes médicales.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

07 safar 1443

El Fedjr 05h02	Dohr 12h44	Assar 16h16	Maghreb 19h00	Icha 20h20
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## TÉBESSA

## Les projets, la rentrée universitaire et les mesures sanitaires

**La réunion de travail périodique du Conseil exécutif élargi, sous l'égide du wali Mohamed El Baraka Dahedj était l'occasion pour les autorités de la wilaya de Tébéssa de passer en revue l'état de l'avancement des projets inscrits, au titre des PCD et les contraintes enregistrées.**

Ali Chabana

À ce sujet, la situation a été explicitée dans le rapport présenté par le directeur de la Programmation et du Suivi budgétaire. Selon lequel, le taux de consommation des crédits accordés aux communes ne dépasse pas les 48%. De leur côté, les P/APC ont avancé dans leurs rapports respectifs, les contraintes rencontrées dans l'exécution des programmes et dotations financières allouées. Le wali, quant à lui, a indiqué le cas des 30 opérations, une situation due à un dysfonctionnement dans la gestion, notamment des projets octroyés au profit des zones rurales. Concernant le raccordement au gaz propane, le wali a mis l'accent sur le manque d'initiatives, de coordination et de suivi. Pour ce qui est de la rentrée universitaire, les responsables présents à la réunion, tous secteurs con-

fondus, ont entendu l'exposé du directeur de l'Université, où il est mentionné notamment les préparatifs en cours, pour l'accueil de 21.000 étudiants, parmi lesquels 4.800 nouveaux inscrits, pour un encadrement pédagogique de 860 enseignants permanents. Le chef de l'exécutif de la wilaya a chargé le secrétaire général de la wilaya, afin d'organiser une séance de travail, au cours de laquelle sera débattu le dossier des opérations des équipements du pôle universitaire de Boulhaf Dyr. D'autre part, le wali a instruit les chefs de daïras et P/APC du suivi de l'application des mesures du protocole sanitaire et de la campagne de vaccination. Tout en ordonnant la préparation d'un dossier complet concernant les établissements éducatifs du cycle de l'Enseignement primaire, à l'orée de la rentrée scolaire et les Cantines scolaires. Une commission re-

groupant les directions de l'Habitat, du Logement, des Biens de l'Etat, en coordination avec les chefs de daïras et P/APC, étudie les moyens et solutions afin de procéder à la libération des 1.500 aides des lourdeurs administratives. En fait, la réunion du Conseil exécutif élargi de la wilaya vient, à point nommé, à la veille de la rentrée sociale, un événement très attendu par toutes les franges de la population.

Les habitants de la wilaya de Tébéssa sont donc à l'écoute, de quoi sera fait demain, s'agissant des nombreuses opérations de développement, qui pour des raisons et d'autres subissent les affres des retards. Le citoyen, lui, se demande quels mécanismes seront mis en place par les autorités de la wilaya, pour contourner les entraves, les anomalies, mais aussi et surtout responsabiliser chacun à son niveau et rendre plus effectif le travail d'équipe.

## Droque, vol et agressions : plusieurs arrestations

Au cours d'une intervention policière, menée dans les quartiers de la ville de Chéria, les forces de l'ordre ont interpellé 8 personnes qui seront poursuivies en justice et sous mandats d'arrêt pour diverses affaires (vol, vente et commerce

illicite de drogue, coups et blessures). Les mis en cause ont été présentés devant le tribunal dont 6 ont été écroués, selon le communiqué de la police. Par ailleurs et toujours à Chéria, à l'ouest de Tébéssa, les policiers ont arrêté un individu,

âgé 33 ans, impliqué dans une agression (usage d'un gourdin), sa victime du jour s'est présentée à la Sûreté de la daïra pour porter plainte. L'agresseur a éclopé de 2 ans de prison ferme, a-t-on indiqué de même source.

## Contrebande : saisie de 4.680 unités de boissons alcoolisées

Les douaniers de la Brigade mobile relevant de l'inspection divisionnaire d'Oum Bouaghi ont saisi une quantité de boissons

alcoolisées, un lot de 4.680 unités, la cargaison était bien camouflée dans un camion. La saisie a eu lieu à la sortie-ouest

d'Oum Bouaghi, en allant vers Constantine, selon le communiqué de la direction régionale des Douanes à Tébéssa. A.C.

## ANNABA

## Acquisition de 100 concentrateurs d'oxygène

La wilaya d'Annaba a réceptionné, dimanche, 100 équipements d'aide à la respiration (concentrateurs d'oxygène d'une capacité de 10 litres) acquis dans le cadre d'une opération de solidarité au profit des hôpitaux de la wilaya.

L'opération s'inscrit dans le cadre d'une initiative de solidarité d'un groupe d'opérateurs économiques, activant dans

la wilaya, a indiqué le directeur local de la Santé et de la Population, Abdenaceur Daâmache, précisant que ces équipements sont destinés à l'amélioration de la prise en charge des malades de Covid-19.

Ces appareils seront distribués aux différents hôpitaux de la wilaya d'Annaba, selon le même responsable qui a salué, au cours de la cérémonie de

remise des concentrateurs, les efforts déployés des différents acteurs de la société pour participer à la lutte contre cette pandémie et promouvoir la prise en charge des malades.

Les initiatives de solidarité se poursuivent au profit du secteur local de la Santé, a-t-on indiqué faisant état de la réception prochaine de générateurs d'oxygène pour les hôpitaux de la wilaya.

## CONSTANTINE

## 25 projets pour les zones d'ombre d'Aïn Abid

La commune d'Aïn Abid (43 km au sud-est de Constantine) a bénéficié de 25 projets de développement, tous secteurs confondus, au profit des villages et hameaux et des zones d'ombre, a révélé dimanche, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC). Dans une déclaration à l'APS, le président de cette collectivité locale, Redouane Abdelali a indiqué que ces projets sont liés aux secteurs des travaux publics, le raccordement aux réseaux du gaz et de l'électricité, la réalisation des conduites d'assainissement, en plus d'autres actions d'alimentation en eau, à travers le forage des puits. Ces projets, a-t-il fait savoir, s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie de la population du monde rural entre autres, les zones d'ombre. La commune d'Aïn Abid a bénéficié d'un projet de réalisation d'une « plus grande centrale électrique de la wilaya de Constantine » qui permettra d'améliorer l'alimentation de plusieurs communes de la wilaya en cette énergie, a-t-on précisé. Le même responsable a déclaré que ce projet, qui figure parmi les plus importants inscrits au profit

de cette collectivité locale, sera réalisé dans la zone de 'Sekraniya' sur une superficie de 40 ha et permettra la création de près de 3.000 postes d'emploi. Une enveloppe financière de plus de 7,70 milliards de DA a été allouée pour l'aménagement de la zone industrielle, située à proximité de la région de 'Laâtatefa', destinée à accueillir des projets d'envergure dans cette commune, a ajouté le P/APC.

Les contrats d'attribution seront remis aux investisseurs, une fois les travaux réceptionnés, afin de leur permettre de concrétiser les projets et de contribuer à la création de postes d'emploi, a-t-on affirmé. Il est prévu, avant la fin de l'année 2021, le raccordement de 4 sites ruraux au réseau électrique en l'occurrence les villages de Bordj M'hilis, Mezala, El Keria et Zehana, a-t-on souligné. La même source a révélé, dans ce même contexte, qu'une autre opération relative à l'approvisionnement en énergie gazière du village Zenatiya, a été entamée en étroite collaboration de la direction de Distribution de l'électricité et du gaz. S'agissant des projets de désenclavement et de réalisation des pis-

tes rurales, plusieurs actions ont été lancées dans les zones de Bordj M'hilis, d'El Mehada, et d'Ayat Adassi, a précisé le même élu, soulignant que 2 opérations d'aménagement des routes et des trottoirs ont été inscrites au profit de Douar Laattatefa et du quartier chahid 'Nouri Salih', également appelé 'El Boustane 2'. Le quartier chahid 'Mohamed Redouane' a aussi bénéficié d'une enveloppe financière estimée à 300 millions de DA pour la réalisation le réseau d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable du village Zenatiya qui sera réceptionné « avant la fin de l'année en cours », en plus d'une opération d'approvisionnement de la mecha de Bechichiya, en citernes d'eau. A noter que la commune d'Aïn Abid compte 25 zones d'ombre, 90% de ces villages ont été pris en charge en matière de développement, notamment le raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité, de gaz et d'ouverture des pistes, afin de contribuer à la fixation de la population dans leurs zones d'origine et les aider à exercer leurs activités au profit de l'économie locale et nationale.

## MILA

## Les préoccupations liées à l'habitat en discussion



A. Bousselah

Les préoccupations liées à l'habitat, dans tous ses segments, ont été abordées, dimanche dernier, au forum de la radio de Mila qui renoue avec son émission qui traite des problèmes de l'heure. Ont assisté : les directeurs de l'OPGI, de la CNL et le représentant de la direction de Logements.

A une question sur les usages abusifs des parties communes, le directeur de l'OPGI, Klai Djamel a pris acte des problèmes soulevés et

rappelé que son office est prêt à apporter l'aide nécessaire pour l'encouragement à créer des comités d'immeubles qui se chargent de faire respecter le règlement et le statut de la copropriété.

Il a ajouté, toutefois, que l'élaboration d'un nouveau cahier de charges prévoit, désormais, la réalisation des paraboles collectives et de terrasses. Le même responsable a révélé que 350 dossiers pour non-respect des instruments d'urbanisme sont au niveau de la justice. A la question de la pos-

sibilité de construire en hauteur pour le logement rural, le représentant de la direction du Logement Ali Ketmen, a précisé que la loi l'autorise uniquement pour les bénéficiaires des zones montagneuses.

Sollicité sur le retard pris dans l'aménagement extérieur des 242 logements CNEP, dans la ville de Ferdjia, le représentant de la direction du Logement a souligné « que le projet scindé en deux lots a été confié, cette fois-ci, à AADL et la direction de l'Urbanisme.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

07 safar 1443

El Fedjr  
04h49

Dohr  
12h30

Assar  
16h03

Maghreb  
18h47

Icha  
20h06





## Prévue ce 21 septembre La rentrée scolaire en chiffres

J. Boukraa

Plus de 398.099 élèves rejoindront le 21 septembre en cours les bancs de l'école au titre de l'année scolaire 2021/2022 à Oran. Les élèves sont répartis sur quelque 900 établissements scolaires dont près de 600 écoles primaires, quelque 200 CEM et une centaine de lycées. Selon la direction de l'éducation, ces élèves sont répartis comme suit: 202.254 pour le cycle primaire, 137.112 pour le moyen et 72.558 pour le secondaire. Afin de faire face à la surcharge des classes, la rentrée scolaire sera marquée à Oran par de nouveaux établissements d'enseignement des différents paliers dont 11 groupes scolaires primaires, 4 CEM et un lycée. Ces établissements ont été construits au niveau des nouvelles cités d'habitat AADL d'Ain El Beïda dans la commune d'Es-Sénia, Ahmad Zabana à Misserghine et d'autres à Oued Tlélat, et Belgaid dans la commune de Bir El Djir. Ces établissements vont soulager la pression sur les établissements d'enseignement surchargés et qui fonctionnent par obligation

avec un système de double vacation.

Ils vont contribuer à améliorer les conditions de scolarisation des élèves. Aussi, une quarantaine d'écoles primaires a bénéficié de travaux d'extension. S'inscrivant dans le cadre du programme initié par le ministère de l'Education nationale en Algérie, le réseau des cantines scolaires sera aussi élargi à Oran. Trois nouvelles cantines ont été réalisées par la direction des équipements publics d'Oran. Ces restos scolaires ont été réalisés au niveau de trois écoles à Sidi Chami, El Ançor et Bir El Djir. Le but principal de l'installation de la restauration dans les établissements scolaires étant celui de l'aide sociale. La direction de l'éducation a recensé cette année 98.000 élèves qui devront bénéficier de la restauration. Ces derniers sont répartis sur 258 écoles. D'autre part, le secteur a recensé 105 bus destinés au transport scolaire. Près de 13.200 élèves des trois paliers habitant dans les zones éloignées bénéficient de transport scolaire. Dans le même cadre, les responsables du secteur de l'éducation d'Oran distribueront quelque 100.000 primes de scolarité

(5.000 DA). Ces actions entrent dans le cadre mesures initiées par les autorités locales et visant à aider les familles démunies et leur permettre de scolariser leurs enfants et faire face à la déperdition scolaire liée dans plusieurs cas à la pauvreté. Pour ce qui est des manuels scolaires et dans le but d'assurer une égalité des chances entre les apprenants en optant pour une proximité dans la distribution, huit librairies ont été agréées par l'Office national des publications scolaires (ONPS) en plus des points de vente de cet office déjà existant.

Le manuel scolaire est cédé dans tous les points de distribution et de vente au prix affiché sur la couverture. Rappelons aussi que la direction l'Education nationale de la wilaya a bénéficié cette année de 793 nouveaux postes dont 384 postes d'encadrement pédagogique et 409 postes d'administration. Notons aussi qu'à l'instar de l'année passée les élèves des différents cycles scolaires vont suivre leurs cours sous forme de groupe. Cela afin de limiter le nombre d'élèves dans les classes. Et par conséquent amoindrir les risques de contamination à la Covid-19.

## Ils encaissaient 75 millions de centimes par personne 3 réseaux de passeurs arrêtés, 1.470 euros et des armes blanches saisis



K. Assia

Trois réseaux spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines vers l'Europe ont été démantelés, dans des opérations différentes, par les éléments de la brigade criminelle de la police judiciaire de la sûreté d'Oran, a-t-on appris hier lors d'une conférence de presse animée au siège de la brigade mobile de la police judiciaire BMPJ, sise à Dar El Beïda. 14 individus âgés entre 18 et 30 ans dont des repris de justice et d'autres de différents pays arabes ont été arrêtés par les enquêteurs. Cette opération de qualité a été effectuée à la suite d'informations parvenues aux policiers indiquant que des réseaux criminels organisaient des traversées clandestines à partir de l'une des plages de Ain El Turck vers l'Espagne moyennant d'importantes sommes d'argent, soit 75 millions de centimes par candidat à l'émigration clandestine.

Sur ce et après exploitation de

toutes les informations, les policiers ont ouvert une enquête laquelle a permis d'identifier les auteurs impliqués dans cette affaire de passeurs et de localiser leur emplacement, ont noté les services de la police, précisant qu'ils ont été arrêtés les uns après les autres. Les éléments de cette brigade ont récupéré deux embarcations de 5,4 mètres de longueur, trois moteurs, le premier de marque Yamaha d'une puissance de 100 chevaux, le second de marque Mikiri d'une puissance de 90 chevaux alors que le troisième Yamaha d'une puissance de 15 CW. 5 jerricans d'essence, un montant de 1.470 euros, un lot d'armes blanches dont un fusil harpon, trois véhicules utilisés dans le transport du matériel, trois portables et trois fumigènes. Ils ont été présentés, hier, au tribunal pour organisation de traversées clandestines, mise en danger de la vie d'autrui, détention d'armes prohibées dont certaines sont classées dans la catégorie 6.

## Gelé depuis plusieurs mois à cause de la pandémie Relance du concours féminin «She's IN TECH Challenge»

Le marathon technologique féminin «She's IN TECH Challenge» pour l'innovation et l'entrepreneuriat, gelé depuis plusieurs mois à cause de la crise sanitaire, vient d'être relancé avec de nouvelles échéances, a-t-on appris dimanche auprès de ses initiateurs. Lancé en mars dernier, puis gelé à cause de la crise sanitaire du Covid-19, ce concours national féminin est ouvert à toute femme algérienne qui a une idée novatrice dans le domaine technologique, rappelle la directrice de la startup organisatrice «Nfsya Tech», Djalila Rahali. La finale du marathon est

prévue au cours du mois de décembre, et les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 15 septembre en cours, a-t-elle indiqué. Sur 16 finalistes, 8 lauréates seront distinguées dans sept domaines, à savoir l'énergie, la finance et l'assurance, la diaspora, le transport, la santé, la santé mentale et la culture, a précisé Mme Rahali. Les inscriptions sont ouvertes à toutes les femmes (étudiantes, employées, femmes au foyer, femmes rurales, femmes entrepreneures ou cheffes de groupe) qui ont une idée ou un projet dans l'un des domaines du concours, a-t-on souligné.

## Axe Oued Tlélat-Boufatis Un mort et cinq blessés graves dans un accident

J. B.

La route reliant Oued Tlélat et Boufatis a été le théâtre d'un dramatique accident ayant coûté la vie à une fillette. Selon la protection civile, le drame s'est produit dimanche après-midi suite à une collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque sur le

chemin de wilaya N.41. Une fillette âgée de 12 ans a trouvé la mort sur place, alors que cinq autres personnes âgées entre 7 et 40 ans ont été également blessées. Ces derniers ont été évacués vers le service des urgences de l'hôpital d'El Mogoun dans un état critique. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de ce drame.

## APC d'Oran Près de 650 plaques publicitaires anarchiques démantelées

D. B.

Près de 650 plaques publicitaires, plaques d'orientation et autres plaques accrochées de manière anarchique à des poteaux électriques, des troncs d'arbres et également posées sur les façades des immeubles ont été déboulonnées et enlevées depuis le début de la campagne d'éradication des obstacles et des points noirs, lancée par les services de l'APC d'Oran il y a plus de 3 mois. Il s'agit du bilan des interventions effectuées dans 12 délégations communales, une campagne qui va se poursuivre à travers les secteurs restants, indique-t-on. Outre ces plaques anarchiques, plus de 200 autres obstacles entre bornes en béton, des chaînes, des parkings lock et autres entraves servant à bloquer le stationnement ont été aussi enlevés par les services de l'APC et de la voie publique de la sûreté d'Oran. C'est dans la délégation communale d'El Othmania que la campagne d'assainissement de la voie publique et la lutte contre l'anarchie a été lancée par la commission de la voirie et de la circulation de l'APC d'Oran, en

collaboration avec les services de la police. Cette campagne à caractère national vient en application d'une instruction ministérielle et a permis de mobiliser les moyens humains et matériels de la division et de l'APC d'Oran. Dans ce registre, on saura que les agents communaux ont procédé à l'enlèvement de 173 plaques anarchiques.

Dans ce contexte et face à l'anarchie qui a pris des proportions alarmantes et qui, désormais, porte atteinte aux rues et quartiers de la ville, la DVC lance, depuis plusieurs jours, une vaste campagne d'assainissement et d'éradication des obstacles qui défigurent et clochardisent la ville. Outre le déboulonnement et l'enlèvement de ces plaques installées sans autorisation, la commission a procédé à l'évacuation et à la libération des espaces publics où des aménagements ont été effectués sans le moindre respect de la loi. Ce sont souvent des terrasses, des espaces squattés par des vendeurs entre autres qui ont été libérés à la grande joie des habitants et surtout des piétons. Il y a lieu de signaler qu'une opération similaire a été lancée dans

la commune de Ain El Turck et a permis aux services de la commune de libérer plusieurs espaces squattés par des commerces et des propriétaires de villas, pour en faire des espaces privés de stationnement ou pour les camions d'approvisionnement. Outre le déboulonnement et l'enlèvement des plaques de signalisation installées sans autorisation, les services ont libéré plusieurs espaces publics où des commerçants on fait main basse sur les espaces autorisés au stationnement, en installant les escabeaux, les chaises et différents autres objets hétéroclites pour interdire l'accès aux véhicules. Certains ont même procédé à l'installation de barrières en acier ou des blocs de béton. Selon les services de l'APC, l'opération cible, dans un premier temps, le chef-lieu de commune, notamment les grandes artères et les grandes places de la commune, avant d'élargir le démantèlement aux autres localités balnéaires comme Bouisseville, Trouville, St Germain et Cap Falcon. Selon les mêmes sources, cette opération intervient après l'enlèvement de plusieurs ralentisseurs anarchiques au chef-lieu de la commune.

## Lutte contre la Covid-19 La CNMA organise une journée de vaccination

La Caisse nationale de mutualité Agricole (CNMA) a organisé, dimanche à Oran, une journée de vaccination contre la Covid-19 au profit des agriculteurs, a-t-on appris du responsable local de cette caisse, Chalabi Mohamed Amine.

Les agriculteurs adhérents et non adhérents à la CNMA et leurs familles, les éleveurs, les femmes rurales, les sociétaires, ainsi que l'ensemble du personnel de la caisse à

Oran, bénéficient de cette opération, a déclaré, à l'APS, Chalabi Mohamed Amine, en marge de cette campagne qui s'est déroulée au niveau du siège de la caisse à la cité «USTO». Le même responsable a indiqué que la Caisse nationale de mutualité agricole est prête à organiser des opérations similaires au niveau d'autres daïras comme Oued Tlélat et Boutlelis.

Cette opération, marquée par l'af-

fluence des agriculteurs et du personnel de la caisse, encadrée par une équipe médicale, a eu lieu dans le respect rigoureux du protocole sanitaire et dans des conditions propices au bon déroulement de cette première étape de vaccination.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation et de vaccination contre le coronavirus, lancée par la Direction générale de la CNMA, a-t-on précisé. Cette initiative a coïncidé avec la grande campagne nationale de vaccination contre cette épidémie, organisée par le ministère de la Santé et de la Population, qui a décidé de prolonger l'opération jusqu'à la fin de l'année. A noter que la Caisse nationale de mutualité agricole à Oran comprend 1.055 adhérents et 3.169 sociétaires.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Benabdeslam Khadidja**, 33 ans, Cité Dar El Hayat  
**Azi Aïssa**, 70 ans, Dar El Beïda  
**Said AEK**, 34 ans, El Hassi

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 safar 1443

El Fedjr  
05h18

Dohr  
12h59

Assar  
16h33

Maghreb  
19h18

Icha  
20h36





TLEMCEM

## Le nouveau procureur général prend ses fonctions

Khaled Boumediene

Le ministère de la Justice accorde un intérêt particulier au fonctionnement du système judiciaire par la nomination de compétences judiciaires ayant fait leurs preuves dans la magistrature, pour insuffler une dynamique et un nouveau souffle aux juridictions, en vue de garantir les droits et protéger les libertés. C'est ce qu'a affirmé hier à Tlemcen le président de la cour suprême, Mamouni Tahar, représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, qui a présidé, en présence du wali de Tlemcen, Mermouri Amoumène, et des autorités civiles, militaires, sécuritaires et société civile ainsi que la famille de la justice (Magistrats, greffiers, avocats, huissiers, experts, no-

taires, interprètes...), la cérémonie d'installation du nouveau procureur général de Tlemcen près la cour d'appel de Tlemcen, Mahboubi Noureddine. Ce dernier occupait le même poste au niveau de la cour de justice de Blida et remplace l'ex-procureur général près la cour d'appel de Tlemcen, Chemlal Mohamed (installé dans ses fonctions en août 2020). Conscient des défis à relever dans le secteur de la justice qui exige du corps de la justice l'unification des rangs et d'avantage d'efforts pour répondre aux aspirations des citoyens en cette étape cruciale et décisive que traverse le pays, M. Mamouni a souligné que : « Ce mouvement vise à rehausser le niveau des magistrats et la promotion qualitative

de leurs responsabilités au sein de la hiérarchie de la justice et promouvoir leur rendement pour être en adéquation avec les mutations nationales en cours ce, à l'instar des autres institutions du pays.

Il vise aussi à instaurer davantage d'immunité pour l'autorité judiciaire, pour bâtir une justice indépendante et neutre et renforcer la construction des institutions de l'Etat », a-t-il précisé.

Par ailleurs, le président de la cour suprême a rappelé les textes juridiques promulgués après la révision de la constitution en 2020, permettant d'instaurer un Etat moderne à travers une réforme globale de ses institutions, de renforcer l'indépendance de la justice, ainsi que la protection et la sécurité juridique et démocratique.

NÂAMA

## Quatre réservoirs d'eau réceptionnés prochainement

Quatre réservoirs d'eau d'une capacité globale de 2.000 mètres cubes seront réceptionnés prochainement dans des zones d'ombre de la wilaya de Nâama, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau (DRE).

Il s'agit de la mise en service d'un réservoir d'une capacité de 500 mètres cubes dont les travaux ont été achevés au niveau du village «Touadjer», dans la commune de Nâama, ainsi que de trois autres dont les travaux sont en cours d'achèvement au niveau de la commune de Mecheria, à réceptionner, au plus tard, fin septembre courant, a-t-on indiqué de même source.

Cet été, des installations de stockage similaires ont été réceptionnées et mises en service dans les

zones d'ombre des villages de «Hachaya» (500 mètres cubes), de Hassi Labiad, dans la commune d'Asla, et de «Fortassa», dans la commune de Sfissifa, d'une capacité de 250 m3. Dans le cadre du même programme, deux autres réservoirs d'eau d'une capacité de 3.000 m3 chacun sont en cours de réalisation pour alimenter la population en eau potable à travers les nouvelles zones urbaines, la cité «17 octobre», dans la commune d'Aïn Sefra, et le village «Bendouma» relevant de la même collectivité locale, a-t-on indiqué à la DRE, soulignant que les deux réservoirs seront livrés dans les plus brefs délais. Ces opérations entrent dans le cadre du programme de développement en cours au niveau de la wilaya, comprenant la

réalisation de 12 réservoirs d'eau d'une capacité de stockage variant entre 250 à 3.000 m3.

Ces projets, qui font l'objet de suivi et d'accélération des travaux afin de réceptionner ce programme dans sa totalité avant la fin de l'année en cours, contribueront à augmenter les capacités de stockage et garantir une alimentation régulière des habitants en eau potable, notamment les zones d'ombre qui ont bénéficié du plus grand quota des projets. Pour couvrir les besoins des habitants en eau potable, la wilaya de Nâama compte sur 95% installations d'eau potable d'une capacité de stockage de 41.950 m3 à partir de 89 forages souterrains et fournit, quotidiennement, plus de 122.000 m3 d'eau.

## 20 concentrateurs d'oxygène pour les hôpitaux de la wilaya



Les hôpitaux de la wilaya de Nâama ont été dotés de 20 concentrateurs d'oxygène dans le cadre d'une initiative visant à contribuer à faire face à la pandémie de la Covid-19, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. La wilaya de Nâama a réceptionné 20 concentrateurs d'oxygène dans le cadre d'un projet de solidarité de coopération entre l'association nationale «Djazair El-Kheir» et des associations de la communauté algérienne établie en France, a-t-on indiqué, soulignant

que ces équipements ont été remis aux services Covid-19 des établissements de santé de la wilaya. Les concentrateurs, d'une capacité de 10 litres, ont été mis à la disposition des hôpitaux «Mohamed Kadri» de Nâama, «Mohamed Boudiaf» d'Aïn Sefra et «Frères Chenafa» de Mecheria, a-t-on précisé.

Les responsables des services concernés ont relevé «l'excellent contrôle» de l'opération d'approvisionnement des hôpitaux de la wilaya en oxygène médical, ajoutant que la cellule de wilaya veille à ga-

rantir et à suivre un approvisionnement "progressif et sans interruption" aux structures sanitaires en cette matière vitale. Les services de la wilaya ont souligné que grâce à la mobilisation des collectivités locales et des bienfaiteurs, pas moins de 60 concentrateurs d'oxygène ont été fournis et un générateur d'oxygène supplémentaire au niveau des structures sanitaires de la wilaya, ajouté à cela d'autres contributions attendues, dont des générateurs d'oxygène pour renforcer les capacités des hôpitaux en la matière.

SIDI BEL ABBÈS ET MOSTAGANEM

## Plus de 470 kg de viandes blanche et rouge saisis

K. Assia

380 kg de viande blanche et d'abats ont été saisis dans la journée de dimanche pour absence d'hygiène, au cours de deux opérations distinctes menées par les services de la direction du commerce de la wilaya de Sidi Bel Abbès relevant de la direction régionale du commerce d'Oran.

Selon des sources responsables, les inspecteurs chargés du contrôle de la qualité ont relevé que l'abattoir dans lequel la viande a été saisie ne répondait pas aux conditions d'hygiène requises et que l'activité exercée était illégale puisque le propriétaire n'avait pas de registre de commerce. Ainsi et en ap-

plication de la réglementation, la viande a été saisie et détruite. Des procédures ont été lancées à l'encontre du contrevenant. Cette opération s'inscrit, selon la même source, dans le cadre du contrôle des conditions d'abattage des viandes et de leur commercialisation sur le marché. Elle a été menée en collaboration avec les services de la gendarmerie et les vétérinaires.

Le même jour et dans la wilaya de Mostaganem, plus de 90 kg de viande rouge d'origine inconnue ont été saisis et détruits par les services du commerce de cette wilaya qui relève de la compétence de la direction régionale du commerce d'Oran.

MOSTAGANEM

## Le nouveau président de la Cour de justice installé

Le nouveau président de la Cour de justice de Mostaganem Abdelhafid Tabahriti a été installé dimanche en remplacement de Bekhedda Benaoumeur dans le cadre du mouvement partiel opéré dernièrement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des présidents des cours et des procureurs généraux. La cérémonie d'installation a été présidée par le représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, l'inspecteur du ministère de la Justice, Harkat Fouad, au niveau du siège de la cour de Mostaganem, en présence des autorités locales civiles et militaires et du corps de la magistrature. M. Harkat a souligné que ce changement intervient pour «impulser une dynamique, donner un second souffle au travail des magistrats, donner plus d'immunité à l'autorité judiciaire et consolider sa position pour lui permettre d'accomplir son rôle dans le cadre de la réforme des institutions, le développement et la promotion des performances pour répondre aux attentes des citoyens».

Le représentant du ministère a renouvelé l'affirmation du ministre de la Justice, Garde des sceaux aux présidents des instances judiciaires et, à travers eux, à tous les membres du corps de la magistrature, quant à la volonté de poursuivre l'effort en cours pour développer le secteur et l'adapter en continu, dans le cadre de la loi, à tout comportement pouvant nuire à l'institution et à l'autorité de l'Etat, ou (à tout comportement) tentant de freiner le fonctionnement de la justice, en plus de faire valoir son esprit dans les institutions de l'Etat et la société, entre autres principes approfondis dans la nouvelle Constitution. Le nouveau président de la Cour de Mostaganem a occupé, auparavant, plusieurs postes dans l'appareil judiciaire, dont procureur de la République, juge, juge d'instruction et des mineurs au niveau de plusieurs tribunaux, ainsi que conseiller et président de chambre au niveau de la Cour de justice et à la Cour suprême, puis président de la Cour de Tissemsilt, a-t-on indiqué.

TIARET

## Mort tragique de deux enfants

El-Houari Dilmi

Deux enfants sont morts tragiquement à quelques heures d'intervalle.

En effet, un enfant de 13 ans est mort noyé samedi, pas loin de la cascade de Sidi Ouaddah à Oued Mina, dans la commune de Tagdempt. L'enfant qui voulait faire trempette par une journée chaude a été pris dans les eaux fangeuses d'une mare d'eau, avant de périr noyé. Son corps a été repêché par les éléments de la protection civile et évacué vers la morgue de l'hôpital «Youcef Darnadjji» de Tiaret. Quelques

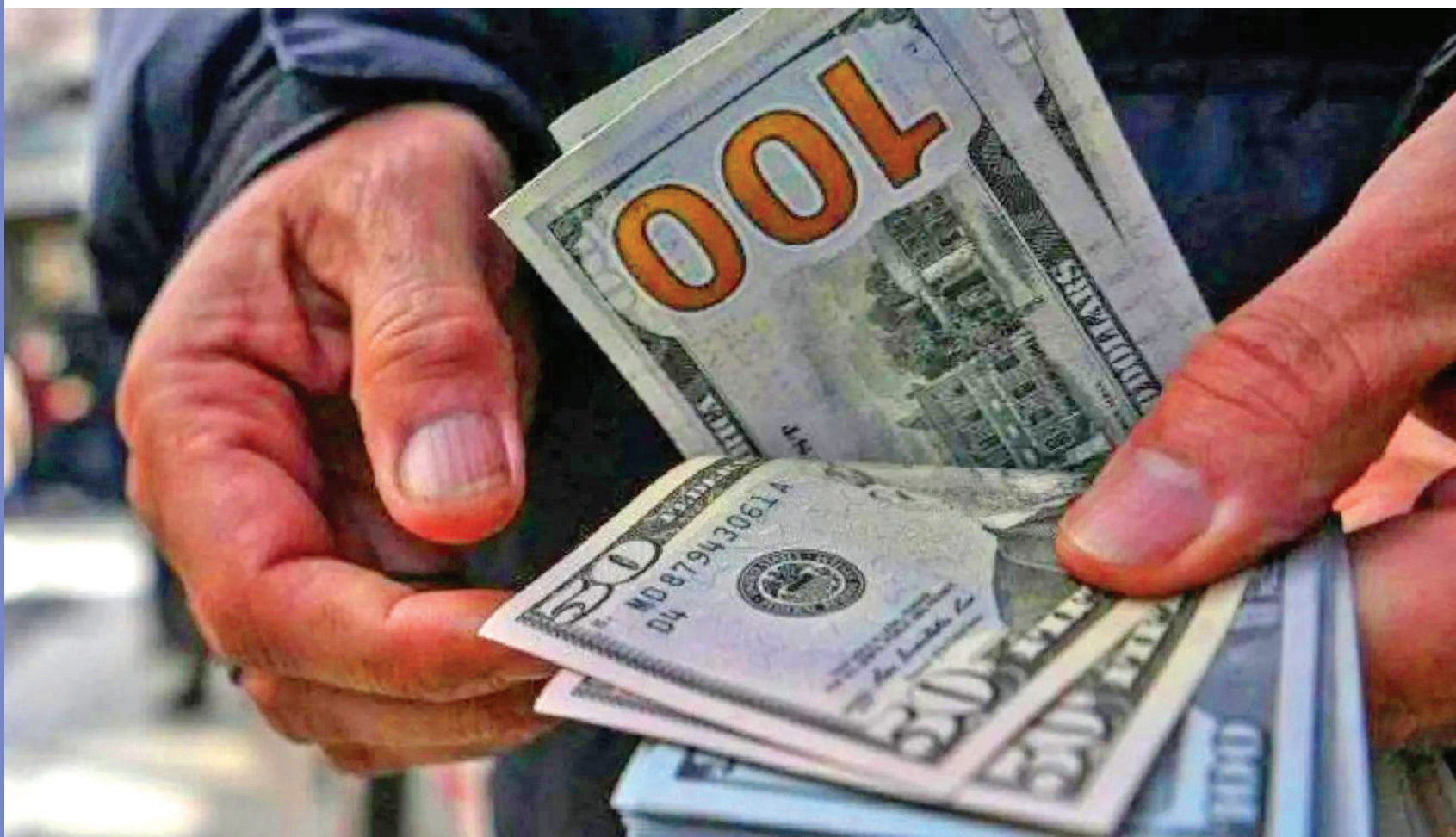
heures plus tard, c'est un autre enfant de 13 ans aussi qui a fait une chute mortelle du cinquième étage d'un immeuble à Karmen, dans la proche banlieue de Tiaret. Son corps a été transporté vers la morgue de l'hôpital de Tiaret et une enquête ouverte.

Un homme, vivant seul dans son domicile, a également été retrouvé sans vie dans un quartier populaire de la ville de Frenda. Son corps a été transporté vers la morgue de l'hôpital «Ibn Sina» et une enquête ouverte pour déterminer les causes exactes de la mort du quinquagénaire.



# Il faut changer la formule de cette allocation de DTS

**BERKELEY –** En août, le Fonds monétaire international a annoncé en grande pompe sa conclusion d'accord historique en vue d'émettre 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS, l'unité de compte du FMI) en réponse à l'urgence de la crise de la COVID-19. Les DTS sont un avoir de réserve international complémentaire que les gouvernements, par le biais des bons offices du FMI, peuvent convertir en dollars et en autres monnaies fortes pour payer les importations essentielles, comme les vaccins. Et 650 milliards de dollars, c'est une somme : cela représente près de 1 % du PIB mondial. Un apport de capitaux de cette ampleur peut vraiment changer la donne pour les pays pauvres touchés par le virus.



PAR BARRY EICHENGREEN

*Professeur d'économie à l'Université de Californie de Berkeley. Il a publié de nombreux ouvrages. Son prochain livre à paraître s'intitule : In Defense of Public Debt*

**L**e problème, c'est que les DTS sont alloués en fonction des quotas des pays, ou droits d'emprunt automatiques, au sein du FMI, et la formule des quotas dépend fortement du PIB global des pays. En conséquence, à peine 3 % des 650 milliards de dollars ont été affectés aux pays à revenu faible et seulement 30 % aux marchés émergents à revenu intermédiaire. Près de 60 % ont été alloués aux pays à revenu élevé déjà dotés de fortes réserves en devises étrangères, eux qui n'ont aucune difficulté à emprunter pour financer leurs déficits budgétaires. Plus de 17 % ont été alloués aux États-Unis, qui peuvent faire fonctionner la planche à billet à plaisir. Il était permis d'espérer que les gouvernements et le FMI trouveraient un moyen pour les pays à revenu élevé de transférer leurs DTS aux pays en développement dans le besoin. Jusqu'à présent, rien ne laisse penser qu'une évolution dans cette direction soit en marche. Alors que les prochaines réunions annuelles du Fonds vont se tenir au mois d'octobre, il est temps que l'institution – et ses membres – se renforcent.

Mais l'histoire de cette institution ne laisse rien présager de bien encourageant. En 1965, lorsque des pourparlers sérieux sur la création du DTS se sont ouverts, un groupe d'experts travaillant pour le compte de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fait valoir que les DTS devraient être alloués en vue de répondre aux besoins de développement des nouveaux pays indépendants.

Mais lorsque les DTS ont été émis en 1970, ils ont été attribués en proportion des quotas des membres du FMI.

Puis en 1972-1973, les porte-parole des pays en développement ont proposé ce que l'on appelle le « lien ». Ils ont envisagé un accord selon lequel les économies avancées se retrouvaient dotées d'un système monétaire international réformé, dans lequel le DTS remplaçait le dollar dans le système de Bretton Woods désormais défunt, et les pays en développement, en échange de leur soutien, se retrouvaient alors dotés de la majeure partie de la prochaine allocation de DTS. En fin de compte, on a rassuré les pays en développement par la promesse que le lien pourrait être envisagé à l'avenir, et une deuxième allocation de DTS a été mise en œuvre. Quant au lien, rien n'a été fait.

Et plus récemment, lorsque 250 milliards de DTS ont été émis en 2009 en réponse à la crise financière mondiale, le FMI les a de nouveau alloués selon les quotas des membres. Qu'est-ce qui nous fait dire que la situation actuelle pourrait avoir une issue différente ? Des allocations antérieures ont été dispensées pour améliorer la stabilité du système monétaire international et la liquidité des marchés financiers internationaux. Elles sont, pour l'essentiel, des problèmes qui préoccupent les pays riches. Aujourd'hui, en revanche, la raison d'être de l'allocation est de relâcher les contraintes financières qui pèsent sur la lutte contre la pandémie. Et c'est dans les pays pauvres que ces contraintes sont les plus lourdes. Les gouvernements des pays riches le savent – ou du moins devraient le savoir.

Comment le transfert de ressources peut-il être réalisé ? Le FMI dispose déjà d'une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), qui fournit des prêts concessionnels, actuellement à taux d'intérêt zéro, aux pays à revenu faible. Les pays à revenu élevé, qui prêtent déjà au FRPC, pourraient l'utiliser pour recycler leurs DTS. Mais les pays emprunteurs doivent négocier des programmes auprès du FMI, une pratique controversée qui exige beaucoup de temps et dont les prêts sont soumis à des condi-

tions très restrictives. Étant donné que le FRPC prête moins de 2 milliards de dollars lors d'une année type (9 milliards de dollars en 2020), le recyclage de 400 milliards de dollars de DTS pour les pays riches, ou même une fraction de cette somme, semble excéder sa capacité.

Il existe deux meilleures options disponibles. Premièrement, les actionnaires du FMI pourraient accepter de créer un fonds d'affectation spéciale dédié à la COVID-19. Les conditions d'octroi de ses prêts se limiteraient à vérifier que les gouvernements utilisent leurs emprunts concessionnels pour obtenir des vaccins et d'autres intrants médicaux et qu'ils les administrent de manière équitable et efficace. Une surveillance efficace ne serait pas difficile à mettre en place. Le déblocage de ces fonds serait alors une simple formalité.

Deuxièmement, les membres pourraient recycler leurs DTS, grâce à l'intermédiation du FMI, vers les banques de développement régionales, qui sont déjà autorisées à détenir des DTS et à les convertir en dollars et en d'autres monnaies fortes. Cela éviterait de centraliser le processus de prêt à Washington. Les banques régionales de développement ont du personnel en place dans des agences locales et sont à l'écoute des conditions locales : elles ne partagent donc pas la réputation du FMI qui fait souvent figure d'intrus externe imposant des conditions onéreuses. La direction du FMI a évidemment sa propre manière d'envisager les choses. Sa directrice générale, Kristalina Georgieva a proposé qu'un fonds d'affectation spéciale de résilience et de durabilité, financé par des DTS recyclés, vienne en aide aux pays pauvres pour le financement des investissements dans l'atténuation et la réduction des effets du changement climatique au cours des prochaines décennies.

Tout cela est bel et bon. Mais la COVID-19 reste le défi majeur de 2021. Si le FMI et ses membres ne se montrent pas à la hauteur de cette tâche, aucune de leurs propositions sur la façon de relever les défis des décennies à venir, liés au changement climatique ou non, ne sera crédible.



## La Banque mondiale doit arrêter de dépenser à fonds perdus



**NEW DELHI –** L'Association internationale de développement (IDA, International Development Association) est la branche de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres. Sa mission explicite consiste à «réduire la pauvreté en accordant des prêts à taux faible ou nul et des dons destinés à des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire les inégalités et à améliorer la vie des plus démunis». Son aide consiste en dons pour environ le quart de son volume, et le reste en prêts concessionnels dont le remboursement peut être étalé sur 30 à 40 ans, avec un différé d'amortissement qui peut aller jusqu'à 10 ans.



PAR JAYATI  
GHOSH<sup>1</sup>  
ET FARWA SIAL<sup>2</sup>

1- Secrétaire exécutive du réseau d'économistes IDEAS (International Development Economics Associates)\*  
2- Economiste et responsable politique et plaidoyer au sein du Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad)

**P**our l'exercice budgétaire clos le 30 juin 2020, les engagements de l'IDA en faveur des pays à faible revenu ont totalisé près de 30,5 milliards de dollars. Le mois prochain, les 173 pays membres de l'IDA vont se rencontrer pour convenir d'un engagement à hauteur de quelques 47 milliards de dollars par an pour la période 2021-2023. En termes annuels, c'est une hausse marginale au vu de la catastrophe économique engendrée par le COVID-19 dans les pays à faible revenu. Les pays en développement ont été ravagés par la simultanéité de la crise sanitaire due à la pandémie, de l'effondrement des exportations, de la hausse des prix alimentaires mondiaux, de la contraction de l'économie nationale, de la baisse des recettes fiscales et du surendettement extérieur. Selon la Banque mondiale, cette année 97 millions de personnes supplémentaires (une grande partie d'entre elles en Afrique) seront tombées dans l'extrême pauvreté. Ce chiffre pourrait être une sous-estimation, car il ne prend en compte ni la hausse du prix des denrées alimentaires, ni l'accroissement des inégalités, ni l'impact sur les pauvres en Asie du Sud.

Il faudra bien plus que 47 milliards de dollars par an pour apporter une aide, même la plus élémentaire, aux habitants des pays les plus pauvres qui vivent dans des conditions de plus en plus précaires. Les chercheurs du FMI estiment que les pays à faible revenu auront besoin d'environ 200 milliards de dollars sur les 4 années jusqu'en 2025 simplement pour se remettre de la pandémie, et de 250 milliards de dollars supplémentaires pour rattraper les pays avancés. Néanmoins, même un financement plus faible de l'IDA pourrait s'avérer utile en raison du fait de la marge de manœuvre budgétaire qu'elle apporte aux Etats et du faible niveau des taux d'intérêt. Mais quelle part de cet argent ira réellement aux pays qui ont désespérément besoin d'augmenter leurs dépenses publiques en matière de santé et de protection sociale, et de soutien au redémarrage économique ? Malheureusement, au lieu de permettre aux Etats d'aider directement les plus pauvres, toute une partie des fonds de l'IDA pourrait être employée pour favoriser le secteur privé.

Cette situation trouve sa source dans la stratégie «Cascade» introduite par la Banque mondiale en 2017, avec un modèle d'aide donnant la priorité au financement privé plutôt que public. Dans le cadre de cette stratégie, l'IDA a lancé en 2017 sa propre promotion du secteur privé appelée PSW (Private Sector Windows) afin de mobiliser l'investissement privé dans les pays bénéficiaires de l'aide. La PSW place l'aide des donateurs sous le contrôle direct de l'organisme d'investissement du secteur privé de la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC, International Finance Corporation), et de son organisme de garantie du secteur privé, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Supervisés par ces deux structures, les fonds de l'IDA

servent à subventionner des projets du secteur privé dans les pays à faible revenu et dans les Etats fragiles ou touchés par des conflits. Cette réorientation de l'aide au développement est contestable à plus d'un titre. La Banque mondiale est accusée de manque de transparence, d'autant qu'elle subventionne des entreprises sur la base de propositions non sollicitées, sans mise en concurrence. Par ailleurs, elle n'a pas démontré l'efficacité de sa stratégie d'aide au développement, car les critères d'évaluation de la PSW et de l'apport du financement privé sont complexes, techniques, et ne prennent pas explicitement en compte leur impact sur le développement. La PSW garantit les risques associés aux opérations de la Société financière internationale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, mais elle ne prouve pas l'utilité du financement privé pour une croissance durable. Enfin, dans le contexte de la pandémie, la PSW est critiquée pour son mauvais ciblage des projets de développement. Même le bilan à mi-parcours du PSW de la Banque mondiale indique que «la question de savoir si un projet peut être réalisé sans le soutien de la PSW n'a pas toujours une réponse simple». L'objectif majeur de l'introduction de la PSW dans les pays en développement (amener le financement privé dans les projets de développement) n'a pas été atteint. Dans son rapport de cette année, le Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale montre que dans l'ensemble, la PSW a mobilisé moins de capitaux privés que d'autres instruments de financement mixte comme l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

La persistance de la Banque mondiale à adopter une stratégie orientée sur le financement privé - malgré la nécessité évidente d'augmenter les dépenses publiques - tient en partie à la structure de gouvernance de l'IDA. La création de cet organis-

me en 1960 représentait un compromis pour les pays en développement, car beaucoup d'entre eux auraient préféré un fonds d'aide multilatéral des Nations unies fonctionnant sur la base du principe «un pays, une voix». Usant de leur influence au sein de la Banque mondiale, les USA ont empêché la mise en œuvre de ce principe. Aussi les 74 pays bénéficiaires de l'IDA disposent-ils de moins de 16% des droits de vote. Ce déficit démocratique au niveau multilatéral et l'absence de comptes à rendre lors des étapes d'évaluation réduisent encore l'influence des pays en développement sur la prise de décision.

**D**u fait de la pandémie, les pays en développement sont confrontés à l'inversion des tendances positives dans le domaine de la santé de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. Il faut aider ces pays en créant des canaux de financement stables, notamment en direction des infrastructures et des services publics essentiels tels que la santé et l'éducation. Etant donné les limites inhérentes à la PSW, subventionner le secteur privé pour qu'il investisse dans les biens et services publics par l'intermédiaire de l'IDA exacerbera les dégâts causés par la pandémie. L'IDA peut être une source importante de financement pour aider au redémarrage des pays pauvres, elle ne doit pas gaspiller ses fonds. Elle doit mettre fin à la PSW, sa promotion du secteur privé, aider directement les Etats et développer de nouvelles stratégies pour soutenir les finances publiques et renforcer les services publics. Le moment est venu d'abandonner les stratégies qui aggravent la situation.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

\* Professeur d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst et membre de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.



## France

# Angers dauphin freiné, Nice réaliste, Lyon revient

Toujours invaincu, Angers a sauvé l'essentiel dimanche à Brest (1-1) pour s'accrocher au podium de Ligue 1, dont se rapprochent Nice et Lens, vainqueurs de Nantes (2-0) et Bordeaux (3-2). Lyon, tombeur de Strasbourg 3-1, semble monter en puissance avant de retrouver l'Europe. Le SCO reste le dauphin du Paris SG: Angers a été un peu malmené à Brest mais il a préservé son invincibilité et sa bonne dynamique lors de cette 5e journée. Ce résultat maintient le SCO (11 pts) dans le sillage du PSG, impeccable leader (15 pts), juste devant Marseille (3e, 10 pts, un match de moins), que l'équipe de Gérard Baticle défiera dans dix jours. A la quatrième place, on retrouve l'OGCN avec 9 points, en tenant compte d'un point de pénalité retiré sur tapis vert cette semaine après les incidents de Nice-

Marseille. Les Aiglons ont fait le dos rond à Nantes avant de frapper sur deux contre-attaques conclues par Kasper Dolberg (75e) puis Amine Gouiri (80e) sur une passe décisive de la recrue Andy Delort. C'est la troisième victoire d'affilée du Gym, en attendant son match à rejouer contre l'OM. Déjà vainqueur des Nantais (1-0) juste avant la trêve internationale, Lyon (7e) a enchaîné dimanche contre Strasbourg, avec à nouveau un but de Moussa Dembélé, promu capitaine. De bon augure avant d'affronter jeudi prochain les Glasgow Rangers en Ligue Europa, puis le PSG dimanche prochain en L1. Rennes, de son côté, n'aborde pas son entrée en lice continentale dans les meilleures conditions. Les Bretons, qui recevront l'ogre Tottenham jeudi pour leurs grands débuts en Ligue Europa Conférence, ont auparavant

chuté à domicile contre Reims (2-0) et stagnent dans le ventre mou. Adaptation express pour Valère Germain! Arrivé à Montpellier en toute fin de mercato, l'ancien Marseillais a marqué (62e) contre Saint-Etienne (2-0) pour replacer le MHSC en première partie de tableau, avec l'aide de Stephy Mavididi (32e). Décidément, les Girondins vivent un début de saison pénible: une nouvelle défaite 3-2 dimanche à domicile devant Lens (5e) a précipité à la dernière place du classement l'équipe de Vladimir Petkovic, terrassée par un penalty tardif de Florian Sotoca (90e+6). Et puisque l'ancienne lanterne rouge Troyes est allée surprendre Metz à Saint-Symphorien (2-0), voilà les Bordelais scotchés à la dernière place avant un duel d'anciennes gloires cabossées contre Saint-Etienne (19e) le week-end prochain...

## Espagne

# Le Real et Benzema brillants

Alors qu'Antoine Griezmann a Adéçu pour son retour avec l'Atlético Madrid, court vainqueur chez l'Espanyol Barcelone (2-1), Eduardo Camavinga et surtout Karim Benzema ont brillé avec le Real Madrid, qui a corrigé le Celta Vigo 5-2 dimanche pour la 4e journée de Liga. Une soirée pleine pour les hommes de Carlo Ancelotti, qui reviennent en tête du classement à hauteur de Valencia et de l'Atlético, respectivement vainqueurs d'Osasuna 4-1 et de l'Espanyol Barcelone 2-1 dans l'après-midi. Pour le grand retour d'Antoine Griezmann sous le maillot de l'Atlético Madrid, c'est un autre Français qui a brillé: à la 90e+9, c'est Thomas Lemar qui a arraché la victoire pour les Colchoneros sur le terrain de l'Espanyol. L'attaquant français, reve-



nu en prêt du FC Barcelone lors du dernier jour du mercato d'été, a revêtu le maillot madrilène pour la première fois depuis son départ du club en 2019... Mais à Barcelone, la ville qui l'a accueilli pendant deux ans, il n'a guère réussi à réveiller ses coéquipiers de leur

apathie initiale. Et c'est tout l'Atlético qui a manqué sa reprise après la fenêtre internationale. La veille, l'Athletic Bilbao avait provisoirement pris les commandes du championnat d'Espagne en s'imposant 2-0 à domicile face au promu Majorque.

## Italie

# Milan retrouve Ibra et domine la Lazio



L'AC Milan a poursuivi dimanche son sans-faute en Serie A avec une troisième victoire en trois matches contre la Lazio Rome (2-0), ponctuée d'un but de Zlatan Ibrahimovic, de retour après quatre mois loin des terrains. Comme Milan et Naples, vainqueur de la Juventus (2-1), samedi, la Roma continue aussi de faire le plein avec une nouvelle victoire arrachée tout au bout d'un match fou contre Sassuolo (2-1), pour célébrer dignement le 1.000e match comme entraîneur de José Mourinho. A trois jours de retrouver la prestigieuse Ligue des champions, après sept ans d'absence, à Liverpool, Milan a parfaitement maîtrisé son premier choc en championnat. «Ibra» sur le banc au coup d'envoi, c'est Rafael Leao qui a mon-

tré la voie en ouvrant la marque (45e). Franck Kessié a manqué l'occasion de mettre les Rossoneri à l'abri au repos en envoyant un penalty sur la barre (45+6e). Mais c'était pour mieux laisser le but du break à Ibrahimovic, entré à la 60e à la place de Leao sous une ovation XXL de San Siro. Sur sa première occasion, le géant suédois a jailli pour marquer l'un des buts les plus faciles de son interminable carrière (67e). Et avec les lacets de ses chaussures défaits, car il était en train de les relacer au départ de l'action! «Ibrahimovic a une passion qui ne s'éteint jamais», a salué son entraîneur. «Mais on a beaucoup de joueurs d'épaisseur et beaucoup de solutions offensives. On a beaucoup d'exemples à suivre comme Zlatan, Giroud (ab-

sent dimanche car à peine sorti de sa quarantaine pour cause de Covid-19, NDLR), Kjaer et tant d'autres qui progressent, c'est une équipe qui veut bien faire les choses», s'est-il félicité. José Mourinho - pour sa millièème - ne pouvait lui non plus être plus satisfait après la victoire difficile de sa Roma, arrachée par Stephan El Shaarawy (90+1e) dans un Olimpico en feu. Sassuolo, qui s'est vu refuser une égalisation juste après pour un léger hors-jeu de Gianluca Scamacca, avait pourtant jusqu'ici tenu la dragée haute aux Giallorossi dans une rencontre emballante: Filip Djuricic (57e) avait répondu à l'ouverture du score romaine de Bryan Cristante (37e). Comme la Lazio, l'Inter Milan a abandonné ses premiers points contre la Sampdoria (2-2) à trois jours de défier le Real Madrid en C1. Les Nerazzurri ont pourtant mené deux fois, grâce à un coup-franc de Federico Dimarco (18e) puis une volée de Lautaro Martinez (44e). Mais la Samp a su revenir dans un match ouvert par Maya Yoshida, aidé par une déviation d'Edin Dzeko (32e), puis Tommaso Augello d'une belle volée (47e). Dans le bas du classement, Frank Ribéry a fait ses débuts avec la Salernitana mais sans éviter au promu une troisième défaite en trois matches, face au Torino (0-4).

## Allemagne

# Mönchengladbach lance enfin sa saison

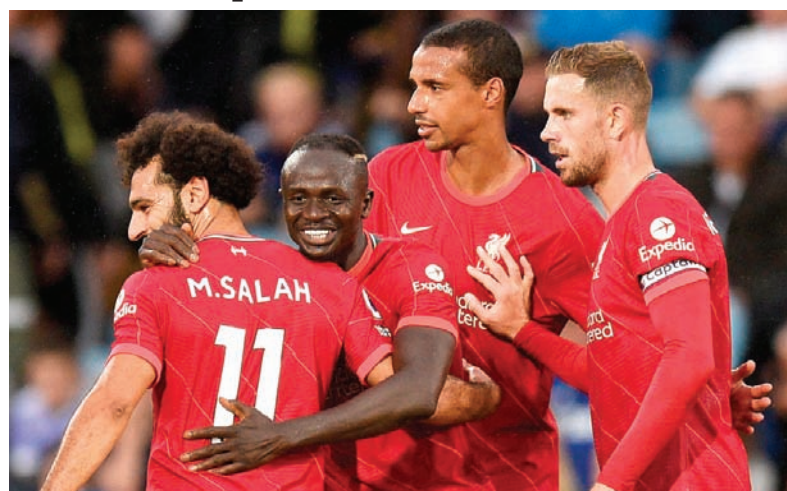


Le Borussia Mönchengladbach a enfin lancé sa saison dimanche en Bundesliga en signant sa première victoire (3-1) en quatre journées, contre l'Arminia Bielefeld, alors que Francfort, autre place forte du football allemand, n'a toujours remporté aucun match. Les équipes de tête avaient toutes joué samedi. Wolfsburg, vainqueur 2-0 à Fürth, reste leader avec quatre victoires en quatre matches, et deux points d'avance sur le Bayern, qui a dynamité le RB Leipzig 4-1 à Leipzig. Grâce à sa victoire, M'gladbach ne remonte qu'à la 11e place, avec quatre points, mais les buts de Lars Stindl (35e et 69e) et de l'international suisse Denis Zakaria (72e), devant un public enthousiaste, ont au moins eu le mérite de faire oublier un début d'exercice calamiteux, avec un seul point pris lors des trois premières journées. Si les Rhénans se sont rassurés avec ce premier succès, Francfort continue pour sa part à douter. Cinquième de la dernière Bundesliga et engagé en Ligue Europa, l'Eintracht a concédé à domicile un nul 1-1 contre Stuttgart dimanche et stagne à la 15e place après quatre journées. Sans aucune victoi-

re (trois nuls, une défaite), Francfort a pourtant cru lancer sa saison, mais Stuttgart n'a jamais baissé les bras - malgré son infériorité numérique suite à l'exclusion de Waldemar Anton (82e) - et a égalisé par Omar Marmoush à la 88e minute. Les Francfortois entrent en lice jeudi en Ligue Europa en recevant Fenerbahçe, dans un groupe qui compte également Antwerp et l'Olympiacos. L'autre ténor en difficulté est le RB Leipzig, qui ne compte que trois points après quatre journées, et vient de prendre un coup au moral avec la raclée infligée par le Bayern, avant son entrée en Ligue des champions contre Manchester City. Dans l'autre match de ce dimanche, le Hertha Berlin a remporté à Bochum (3-1) sa première victoire cette saison et quitté la dernière place du classement. Berlin est désormais 16e, et malgré les ambitions affichées de ses dirigeants, l'équipe n'arrive toujours pas depuis plusieurs saisons à se stabiliser dans le haut du tableau du championnat d'Allemagne. Le Hertha avait terminé la saison dernière en 14e position, avec deux points d'avance seulement sur le barragiste.

## Angleterre

# Liverpool tient la cadence



Avec un succès maîtrisé à Leeds (3-0), réduit à dix à l'heure de jeu, Liverpool a rejoint Manchester United et Chelsea en tête de la Premier League, dimanche, lors de la 4e journée. Avec 10 points et une différence de buts de +8, les Reds sont à égalité parfaite avec leurs rivaux, un total que peut espérer égaler aussi leur voisin Everton qui reçoit Burnley lundi soir. Un Leeds-Liverpool est toujours la promesse d'un grand spectacle de football et celui-ci n'a pas failli à la règle, même si il a été terni par l'horrible blessure du jeune milieu des Reds, Harvey Elliott (18 ans). Titulaire pour son troisième match de suite, il a été victime, vers l'heure de jeu, d'un tacle par derrière du Néerlandais Pascal Struijk. Le geste, plus maladroit que méchant, l'a laissé avec le pied fléchi dans un angle pas naturel et a entraîné l'expulsion directe de son adversaire, sur les recom-

mandations de l'arbitre en charge de la VAR. L'absence de ralenti lors de la retransmission télévisée et la réaction de Mohamed Salah, à proximité de l'action et qui a appelé immédiatement les soigneurs avant de s'éloigner le visage caché dans son maillot, ne laissaient aucun doute sur la gravité. L'incident a considérablement refroidi Liverpool qui avait jusque là donné un vrai régal, même s'il avait pêché dans la finition. «On aurait dû obtenir davantage du football qu'on a joué. Le premier but est l'exemple parfait de ce qu'on aurait dû faire davantage», a souligné Klopp, «mais au final c'est un excellent résultat et nous ne sommes pas affamés au point de dire qu'on aurait dû gagner 5, 6 ou 7-0". Un résultat qui entretient la bonne dynamique des champions 2020 avant leur entrée en lice en Ligue des Champions, mercredi, contre le Milan AC à Anfield.



## Ligue des champions d'Europe Choc Barça-Bayern, Chelsea se lance vers un doublé

**C**hoc des géants FC Barcelone-Bayern Munich, le tenant du titre Chelsea et l'ambitieux Manchester United qui entrent en lice... La Ligue des champions redémarre en fanfare avec les premiers matches de la phase de groupes ce soir. Un classique d'entrée! Le tout-puissant Bayern Munich débute par le match le plus difficile de son groupe sur le papier: un déplacement au Camp Nou, antre du FC Barcelone. Le choc, revanche de la gifle infligée aux Catalans (8-2) à l'été 2020 en quart de finale, promet d'être alléchant... même si le Barça apparaît très affaibli par les blessures (Sergio Agüero, Ousmane Dembélé...) et surtout par son dégraissage estival, qui l'a forcé à se séparer de nombreux joueurs, dont la superstar Lionel Messi. Le club catalan concentre désormais ses espoirs sur sa meilleure recrue du mercato, le Néerlandais Memphis Depay. L'armada muniçoise se présente elle au grand complet, à l'exception peut-être de Serge Gnabry, incertain. Et avec le buteur-star Robert Lewandowski qui affole déjà les compteurs, avec six buts en quatre matches, dont un dimanche face à Leipzig.

En marche vers de nouveaux records. De retour à Manchester United, le club qui l'a révélé aux yeux du monde, Cristiano Ronaldo se lan-

ce dans la quête d'une sixième C1 avec un premier match à Berne face aux Young Boys. Dans sa soif insouviée de records, le Portugais de 36 ans n'aura qu'à mettre un pied sur le terrain pour égaler celui du nombre de matches disputés dans la compétition, appartenant à Iker Casillas (177 apparitions). Avec un effectif décimé par les blessures, les Suisses font office de «sparring partners» pour «ManU», qui se pose en sérieux candidat au titre après son mercato ambitieux qui a vu arriver, outre «CR7», Raphaël Varane et Jadon Sancho. Dans l'autre match du groupe, le vainqueur de la Ligue Europa Villarreal se mesure à l'Atalanta Bergame, autre équipe réputée joueuse. Mais des doutes persistent sur le visage que vont montrer les deux équipes, à la peine dans leurs championnats respectifs. Le Séville FC, favori de ce groupe aux airs de Ligue Europa qu'il affectionne tant, débute lui aussi, face aux Autrichiens de Salzbourg. L'équipe de Julen Lopetegui, qui a bien débuté en Championnat d'Espagne (deux victoires et un nul), retrouve en outre Lucas Ocampos, de retour de blessure. Elle devra néanmoins se méfier de Salzbourg, sept victoires en sept matches en Championnat d'Autriche et porté par son jeune attaquant allemand Karim Ademeyi,

déjà six buts au compteur cette saison. A Lille, les champions de France, ébranlés par des débuts décevants en Ligue 1 avec une victoire en cinq matches, s'attaquent eux à Wolfsburg, leader de Bundesliga avec un score parfait: quatre victoires en quatre rencontres, la dernière face au promu Fürth (2-0). Avec l'obsession de garder sa couronne, le tenant du titre Chelsea commence avec un adversaire à sa portée, le Zenit Saint-Petersbourg. Le club londonien s'est donné les moyens de ses ambitions, en ayant encore renforcé son effectif déjà impressionnant avec Romelu Lukaku et Saul Niguez. Match déséquilibré sur le papier également pour la Juventus Turin, qui rend visite aux Suédois de Malmö. Mais gare au dérapage pour la «Vieille Dame», qui signe un début de saison catastrophique en Serie A avec zéro victoire en trois matches. De quoi se relancer... ou entrer en crise pour de bon.

### Aujourd'hui

(17h45) Séville FC - RB Salzbourg  
Young Boys - Manchester United  
(20h00) Dynamo Kiev - Benfica  
FC Barcelone - Bayern Munich  
Villarreal - Atalanta Bergame  
Lille OSC - Wolfsburg  
Malmö - Juventus Turin  
Chelsea - Zenit St-Petersbourg

### FC Barcelone

## Braithwaite opéré du genou gauche



**L'**attaquant danois du FC Barcelone Martin Braithwaite sera opéré «dans les prochains jours» d'une blessure au genou gauche, a annoncé le Barça lundi dans un communiqué, et pourrait être absent plusieurs mois. «Braithwaite a une blessure fémoro-patellaire au genou gauche, qui n'a pas répondu au traitement conservateur (non-invasif, NDLR)», a précisé le club catalan dans son communiqué.

Le Barça n'a pas précisé la durée de l'absence de son avant-centre, mais elle pourrait s'élever à trois ou quatre mois selon la presse catalane. Braithwaite a joué trois matches de Liga cette saison et a participé à trois buts: un doublé et une passe décisive lors du premier match au Camp Nou contre la Real Sociedad. Le Barça pourrait aligner ses nouvelles recrues Memphis Depay et Luuk de Jong en attaque pour le premier match de la saison en Ligue des champions, ce soir face au Bayern Munich au Camp Nou.

### Manchester United

## Ronaldo, un atout offensif pour viser le sacre

**A**vec Cristiano Ronaldo, Manchester United a ajouté une arme de choix à son arsenal offensif déjà fourni et entame contre les Young Boys de Berne une Ligue des champions que les Red Devils rêvent de reconquérir. C'est un gros casse-tête qui va se poser toute la saison à l'entraîneur Ole Gunnar Solskjær, mais sa résolution pourrait être synonyme de la gloire européenne. S'ils courent après un titre national depuis 2012, le dernier sacre dans l'épreuve reine européenne remonte à 2008 et une finale remportée aux tirs au but contre Chelsea après un 1-1 dans le temps réglementaire. Le buteur, côté mancunien, s'appelait Cristiano Ronaldo, même s'il avait ensuite raté sa tentative dans les tirs au but. Dès samedi, pour son grand retour à Old Trafford après son transfert en provenance de la Juventus, le Portugais a marqué son territoire en inscrivant

un doublé lors d'une victoire 4-1 contre Newcastle. Il était associé à Jadon Sancho et Mason Greenwood au coup d'envoi, Jesse Lingard (24 minutes) et Anthony Martial (5 minutes) se contentant de miettes, même si le premier nommé a tout de même marqué dans le temps additionnel. Marcus Rashford, en convalescence, et Edinson Cavani, victime d'un coup à l'entraînement, ne pouvaient prétendre à la feuille de match. Mais faire cohabiter ces talents sur toute la saison en les maintenant concernés et motivés quand le temps de jeu de certains risque d'être limité, sera une vraie gageure. Manchester a investi 73 millions de livres (85 M EUR) sur Sancho, Rashford est un héros local et national pour son engagement en faveur des jeunes enfants, Greenwood représente, à 19 ans, l'avenir du club mais doit encore jouer pour s'aguerrir, Cavani est

le seul véritable attaquant axial... Et tous sont des internationaux qui ont aussi en ligne de mire le Mondial au Qatar, même s'il ne se déroulera qu'en novembre 2022, donc après le début de la saison prochaine. Comme on imagine mal Cristiano Ronaldo, malgré ses 36 ans, accepter de voir son temps de jeu réduire drastiquement, il faudra aussi trouver la bonne alchimie avec les rampes de lancement habituelles que sont Bruno Fernandes ou Paul Pogba. «Nous avons un gros potentiel, je le sais bien, l'enjeu c'est de trouver l'équilibre avec le reste de la composition d'équipe», a admis Solskjær après le match. Le Norvégien sait aussi pertinemment qu'il fera face à des attentes sans communes mesures avec celles connues depuis son arrivée, quand sa principale mission était de pacifier l'image du club et le vestiaire.

### Paris SG

## Leonardo a déjà lancé l'opération Haaland !



**D**irecteur sportif du PSG, Leonardo aurait entamé des discussions avec Mino Raiola pour évoquer l'avenir d'Erling Braut Haaland, qui a de grandes chances de quitter le Borussia Dortmund à la fin de la saison. Le PSG s'est penché sur la succession de Kylian Mbappé, annoncé proche de rejoindre le Real Madrid durant le dernier mercato estival et qui voit son contrat expirer à la fin de la saison. Et selon nos informations, le club parisien s'est fixé comme priorité de recruter Erling Haaland en 2022 afin de le remplacer. Représenté par Mino Raiola, l'attaquant du Borussia Dortmund pourrait quitter la Bundesliga pour seulement 75M euros

en raison de l'entrée en vigueur d'une clause libératoire présente dans son contrat. Et le PSG aurait déjà lancé cette grande opération en coulisses. Selon les informations de 90min, le PSG a initié des premiers contacts avec des proches d'Erling Haaland et notamment avec son agent Mino Raiola. Le club parisien se serait renseigné sur la situation de l'attaquant norvégien, sous contrat jusqu'en 2024 avec le Borussia Dortmund et auteur déjà de cinq buts en Bundesliga cette saison. Mais le PSG devra se montrer persuasif puisque de nombreux cadors européens surveillaient sa situation lors du dernier mercato estival à l'instar par exemple de Chelsea.

### Leicester City

## Tielemans va jouer en Espagne



**D**ans l'optique de muscler son entrejeu, le FC Barcelone a placé ses pions sur le milieu de terrain de Leicester Yuri Tielemans (24 ans, 4 matches et 1 but en Premier League cette saison), nous apprend le quotidien catalan Mundo Deportivo de lundi. Les Blaugrana se montreraient séduits devant les diverses aptitudes physiques du Belge, lié aux Foxes jusqu'en juin 2023, ainsi que sa qualité de passe. Le quotidien précise néanmoins que, pour le moment, le Barça ne fait pas du recrutement de l'ancien Monégasque, estimé à 55 M euros par le site Transfermarkt, une priorité.

Pour rappel, Tielemans, qui figure aussi dans le viseur d'autres cadors européens comme Liverpool et le Real Madrid, ne songerait pas à prolonger son contrat avec Leicester. Affaire à suivre.

### AC Milan

## Kessié et Bakayoko victimes de chants racistes

**M**algré la victoire de l'AC Milan face à la Lazio à San Siro dimanche (2-0), les milieux de terrain rossoneri Tiemoué Bakayoko et Franck Kessié garderont un goût amer de cette soirée. En effet, l'ancien de l'AS Monaco a dévoilé avoir été la cible, ainsi que son coéquipier, de chants racistes de la part des supporters de la Lazio: «merci pour l'accueil chaleureux rossoneri...

Malheureusement, je me suis blessé le jour de mes débuts, mais le plus important, ce sont les 3 points pour l'équipe. Et à certains supporters de la Lazio et leurs chants racistes envers moi et mon frère Franck Kessié, je dis que

nous sommes forts et fiers de la couleur de notre peau. Je fais confiance au club et j'espère qu'ils seront identifiés», a-t-il déclaré sur son compte Instagram. Le club lombard a directement communiqué sur le sujet sur ses réseaux sociaux, affirmant avoir porté plainte auprès de la Fédération Italienne: «En ce qui concerne les chants discriminatoires contre notre joueur Tiemoué Bakayoko provenant du secteur visiteur et entendus par certains journalistes et spectateurs, l'AC Milan, après les vérifications appropriées, envisage de déposer une plainte auprès de la FIGC».



## Ligue des champions d'Afrique Courte défaite du CRB au Nigeria

Le CR Belouizdad, un des deux représentants algériens en Ligue des Champions, s'est incliné (1-0, mi-temps 0-0) chez les Nigériens d'Akwa United, en match disputé dimanche après-midi au Stade Godswill d'Uyo, pour le compte du tour préliminaire «aller» de l'épreuve reine des compétitions continentales inter-clubs. Les Rouge et Blanc avaient tenu bon pendant pratiquement tout le match, avant de craquer à la 87e minute devant Friday Ubong, auteur de l'unique réalisation nigérienne dans cette rencontre. Un résultat plus ou moins positif, qui garde intactes les chances de qualification du Chabab, surtout que la semaine prochaine, il

aura la chance de disputer le match «retour» sur son propre terrain. Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, l'Entente de Sétif avait joué la veille (ndlr, samedi), et il s'était lourdement incliné chez les Gambiais du FC Fortune (3-0). L'Aigle noir était passé complètement dans ce match, disputé au stade de l'Indépendance de Bakau, concédant pas moins de trois buts, devant Ebrima Camara, Patrick Sylva et Alieu Barry, respectivement aux 22e, 59e et 82e. Un score relativement conséquent pour les Gambiais, qui risque de compliquer la tâche aux Sétifiens lors du match «retour», prévu dans une semaine.

Les matchs «aller» du ce tour pré-

liminaire de la Ligue des Champions ont débuté vendredi. Ils se sont poursuivis samedi et dimanche, et ils s'achèveront le 19 septembre courant, avec le déroulement du dernier match inscrit à leur programme, et qui mettra aux prises les Guinéens du CI Kamsar aux Ghanéens d'Accra Hearts Of Oak. Un duel initialement prévu ce week-end, en même temps que les autres matchs, et qui fut finalement reporté à dimanche prochain, à cause de la situation politique que traverse actuellement la Guinée. Ainsi, ce match se déroulera en même temps que les matchs «retour» de ce tour préliminaire, programmés par la CAF entre le 17 et le 19 septembre courant.

### ASO Chlef

## Beldjilali file vers l'Arabie saoudite

Le meneur de jeu de l'ASO Chlef, Kadour Beldjilali s'est engagé avec le club «Bisha», pensionnaire de la deuxième division d'Arabie saoudite de football, a annoncé la direction de la formation chélifienne. «Kaddour Beldjilali est le deuxième

élément à quitter l'ASO au cours de cette intersaison. Il vient d'acter son départ vers le club de Bisha. Nous lui souhaitons plein succès», a indiqué la direction chélifienne via sa page officielle Facebook. Il s'agit de la deuxième expérience à l'étranger

pour le natif d'Oran après avoir déjà porté les couleurs de l'Etoile du Sahel en Tunisie au cours de l'exercice 2014-2015. Le joueur de 32 ans a passé une saison et demie à l'ASO Chlef, au cours desquelles il a fait 30 apparitions pour 7 buts.

### ASM Oran

## Hadj Merine pose ses conditions



L'entraîneur Hadj Merine devra rencontrer ces jours-ci les dirigeants de l'ASM Oran pour trancher sur son avenir avec ce club de Ligue deux de football, a-t-on appris de la direction de ce dernier. Arrivé à l'ASMO en milieu d'exercice passé, Hadj

Merine souhaite revoir les termes de son contrat, notamment liées au plan financier avant de le prolonger, a précisé la même source. Cela se passe au moment où l'équipe accuse déjà un retard sensible pour lancer ses préparatifs d'intersaison, sachant

que le coup d'envoi du championnat du deuxième palier est fixé au 8 octobre prochain. Cette situation suscite des inquiétudes dans l'entourage de la formation de M'dina J'dida, où on n'a pas encore digéré l'échec de leur team favori dans la course à l'accession en Ligue 1 en fin d'exercice écoulé. Outre le rendez-vous fixé à l'entraîneur Hadj Merine, la direction oranaise espère convaincre les cadres de l'effectif de la saison passée à prolonger leurs contrats, et arrêter par là-même la saignée qui touche l'équipe depuis le début du mercato estival.

A ce propos, les «Vert et Blanc» viennent de perdre les services de leur gardien Boukrit qui s'est engagé avec le CS Constantine (Ligue 1), un transfert contesté par la direction de l'ASMO estimant que ce portier n'est pas libre de tout contrat, indique-t-on de même source. Le club fera d'ailleurs appel contre la décision de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), qui a libéré le portier en question, précisant que l'intéressé a bel et bien perçu tous ses salaires. Le deuxième club phare de la capitale de l'Ouest, contraint de passer sa sixième saison de suite dans le deuxième palier, évoluera dans le groupe centre-ouest composé de 16 clubs. Seul le premier accèdera en parmi l'élite en fin du championnat, rappelle-t-on.

### JSM Tiaret

## Omar Belatoui nouvel entraîneur

L'ancien international, Omar Belatoui est devenu le nouvel entraîneur de la JSM Tiaret, a-t-on appris de ce club de Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest). Belatoui, qui était en négociations avancées avec le président du CR Témouchent, pensionnaire de la même division, a finalement choisi d'opter pour «Ez-zarga». Il avait entraîné la saison passée le MC Oran (Ligue 1) son club formateur, mais il n'est pas allé au terme de l'exercice, rappelle-t-on. La JSMT a connu, dernièrement, une démission collective de son staff dirigeant, à sa tête Sofiane Boumediene, conduisant à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire mardi passée pendant laquelle il a été mis en place un directoire pour gérer les affaires du club.



## CR Témouchent La préparation bat son plein

M. Zeggai

C'est parti à Témouchent où le Chabab a entamé les préparatifs pour la nouvelle édition du championnat, dont le coup d'envoi sera donné le 8 octobre prochain, sous la houlette de l'entraîneur, Nassim Safroui, l'ex-coach de l'IRB El Kerma. Pour la barre technique, la piste de Belatoui Omar a été écartée puisque ce dernier a opté officiellement pour la JSM Tiaret alors qu'il était sur le point de faire son retour au CR Témouchent, après l'avoir mené en Ligue 2 à l'issue de l'exercice 2019-2020. Selon les échos qui nous sont parvenus, la préparation se déroule dans d'excellentes conditions et avec un effectif au complet. C'est de bon augure pour les «Rouge et Blanc» et le président du CRT qui s'est dit «rassuré» par l'implication des autorités locales après que sa direction eut reçu des promesses pour une meilleure prise en charge de la part des autorités locales lors de la dernière entrevue entre le président du CRT, Houari Talbi, avec le wali de Témouchent et le directeur de la jeunesse et des sports, selon notre source. A propos de l'effectif, la direction a pratiquement bouclé le dossier de recrutement. Un processus étudié qui obéit aux besoins de l'équipe dans ses différents compartiments afin de pouvoir réaliser les objectifs assignés. Le Chabab a engagé de nombreux nouveaux éléments, à l'image des Benabderrahmane (ex-SKAF), Bacha (ex-ASK), Benrabah (ex-NAHD), Sadji (ex-CR Beni Thour), Embarek (ex-SCAD), Bouchina (ex-MBSC), Harich (ex-OMA), Habchi (ex-SCAD et JSMT), Tiza (ex-SKAF),

Halimi (ex-MC El Bayadh), Hariche (ex-ASMO), c'est du moins ce que nous a confirmé une source proche du club. Dans ce même contexte, la direction du CRT a procédé récemment à la promotion de plusieurs joueurs de l'équipe réserve dont Boutlélis, Hadj Ali, Benhamida, Hamou, Nemiche et Belghomari. En revanche, le président Hoauri Talbi a déploré «l'attitude de certains joueurs que nous avions souhaité garder parmi nous, mais qui ont versé dans la surenchère», a-t-il déclaré. Pour ce qui est des objectifs, le président du Chabab a affiché ses ambitions en vue de l'exercice à venir en s'engageant à jouer les premiers rôles. Pour le premier responsable du club, il est impératif de garder la dynamique de la saison écoulée où le CRT, qui a retrouvé le deuxième palier après huit années d'absence, a terminé le championnat à la deuxième place (Groupe Ouest) derrière le MCB Oued Sly, ratant d'un cheveu la participation au play-off. Conscient de la difficulté de la mission qui attend encore son équipe la saison prochaine, surtout avec les nombreux déplacements au menu après le changement du système de compétition, le président Talbi s'efforce avec ses proches collaborateurs de mettre tous les atouts du côté de ses protégés au vu du nombre élevé des candidats à l'accession. La mission des «Rouge et Blanc» de Témouchent ne sera pas de tout repos avec la présence d'anciens pensionnaires de l'élite, tels que l'USMH, le RCK, et les autres outsiders comme le WAB, la JSMT, le GCM et le MC El Bayadh sans oublier le MCB Oued Sly et les derbies contre l'ASMO et le MCS.

### Sheffield United

## Adlène Guedioura a signé !



L'international algérien Adlène Guedioura s'est engagé pour une durée d'une année avec Sheffield United. Libéré à l'intersaison par le club qatari d'Al-Gharafa, l'international algérien a finalement trouvé un point de chute en championship anglais. C'est le manager de Sheffield United, Slavisa Jokanovic qui est derrière l'arrivée de Guedioura. Le technicien serbe a déjà eu Guedioura sous ses ordres à Watford tout d'abord et à Al-Gharafa durant les deux saisons

qu'il a passé au club qatari. Adlène Guedioura peut maintenant prétendre à un retour en sélection algérienne, car Djamel Belmadi refusait de sélectionner les joueurs sans club. L'entraîneur du club de deuxième division anglaise a affirmé que Guedioura est «un joueur de Sheffield United.» Avant d'ajouter : «C'est un joueur qui est très positif dans le vestiaire. Il connaît très bien la compétition et il a été champion d'Afrique, il souhaite avoir une opportunité pour jouer. »



## Equipe nationale U17 28 joueurs en stage à Blida



Vingt-huit (28) jeunes internationaux algériens, relevant de la catégorie des moins de 17 ans, sont entrés en stage bloqué ce dimanche, 12 septembre, au Centre régional militaire de Blida, sous la direction du sélectionneur Arezki Remane, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de football (FAF).

Outre le travail d'évaluation, ce stage qui se prolongera jusqu'au 18 du mois courant, sera marqué par deux matchs amicaux, prévus mardi et vendredi» a encore pré-

cisé l'instance fédérale dans un communiqué. Le coach Arezki Remane a déjà réussi à trouver un sparring-partner pour l'une de ces deux joutes amicales, à savoir : l'équipe de l'Académie de Khemis-Miliana. Avec un total de 17 joueurs convoqués pour ce stage, l'Académie de Sidi-Bel-Abbès est la mieux représentée, devant l'ES Sétif, qui compte trois éléments parmi ce groupe. Les joueurs convoqués sont : Tarek Hamdi, Djellid Saâda, Mehdi Bouteldja, Adem Zehda, Mohamed-Islam Rachi,

Samir Hamlaoui, Rami Bouaouiche, Younés Badani, Farid Benabdelkader, Ziyad Nemer, Zakaria Benaâma, Mohamed-Chérif Mahmoudi, Youcef Kahlessenane, Mohand Saïd Mohandi, Obka Souilah, Idriss Messahel, Mohamed Foued Ammour, Mohamed El Aziz Mezouar, Zine-Eddine Besseraoui, Issam Yazid, Yahia Bourahla, Abdelhafid Ziati, Meslem Anatof, Abdelmoumène Cherfi, Mohamed Amine Bouhenouche, Salah-Eddine Bouziani, Yakoub Gassi et Chafaï Guergour.

## Tennis - US Open Medvedev brise le rêve de Djokovic



Auteur d'un match parfait, Daniil Medvedev s'est adjugé l'US Open, en battant 6-4, 6-4, 6-4 Novak Djokovic qui n'a pas supporté le poids de l'histoire, échouant ainsi à réaliser l'exploit d'un Grand Chelem sur une année, dimanche à New York. «Je suis désolé pour vous les fans et pour toi Novak, on savait ce que tu pouvais accomplir.

Quand on voit ce que tu as réussi durant ta carrière... je peux le dire maintenant, mais pour moi tu es le plus grand joueur de l'histoire», lui a rendu hommage le Russe, qui décroche enfin son premier tournoi Majeur.

Ce faisant, il empêche le Serbe d'établir un nouveau record en la matière, puisqu'il reste bloqué à 20 sacres, toujours à égalité avec ses éternels rivaux Roger Federer et Rafael Nadal. «S'il y en a un qui mérite d'être là maintenant c'est toi Daniil», venait de le féliciter quelques secondes plus tôt Djokovic, qui n'a su réprimer quelques larmes. Et pour cause: aux portes du plus grand exploit de l'ère Open, il a échoué, comme le Suisse et l'Espagnol avant lui, à intégrer le club décidément très fermé des champions à avoir remporté l'Open d'Australie, Roland-Garros, Wimbledon et l'US Open la même année. Rod Laver reste donc le dernier à avoir réalisé cette performance côté masculin.

C'était en 1969, pour la deuxième fois le concernant (1962), après le pionnier américain Don Budge en 1938. Chez les dames, il faut remonter d'abord à Steffi Graf (1988), puis Margaret Court (1970) et Maureen Connolly (1953). «Epoustouflant Daniil, tu as arrêté un des plus grands ce soir. Gagner son premier titre du Grand Chelem est toujours spécial, le faire contre un champion comme Djokovic, c'est autre chose. Courage Novak, la quête continue», a d'ailleurs tweeté l'Australien, 83 ans, qui était présent dans les tribunes. Pour battre son rival, le Russe s'y est pris de façon exceptionnelle, sortant le match de sa vie et démontrant qu'il avait bien retenu les leçons des deux finales perdues, en 2019 face à Rafael Nadal après un combat épique, et en février cette année, contre Djokovic face auquel il était passé à côté. Sa troisième tentative, marquée par une détermination glaciale, aura été la bonne. Car il a d'abord été impérial au service, prenant le risque - souvent gagnant - de taper ses deuxièmes balles avec la même puissance que ses premières. Avec au bout un premier set parfait (6 aces, 16 au total). Il a aussi brillé par sa capacité à accélérer en coups droits et à contre-attaquer toujours au meilleur moment. Pratiquement aucun de ses choix ne s'est avéré

mauvais. En face, il est vite apparu que le Serbe perdait un autre match, contre une énorme pression ayant de quoi liquéfier n'importe quel champion. Même lui. Au deuxième set, Djokovic a pourtant eu l'opportunité de breaker. Trois fois dès le premier jeu. Après avoir échoué, il s'est tapé plusieurs fois la raquette sur sa cuisse droite et comme elle ne s'était pas rompue, il l'a fracassée sur le ciment deux jeux plus tard, plombé par une énième grossière erreur. Le Serbe n'a jamais su se remettre dans le match, comme il en avait toujours eu la capacité cette année, lors des 27 victoires en Grand Chelem l'amenant à ce 28e match censé être pour la gloire. Car Medvedev, passée cette brève menace, n'a jamais desserré l'étau. Il a continué à pressuriser le N.1 mondial pour empocher le deuxième set et enchaîner avec quatre jeux d'affilée dans le troisième. La stupeur était immense sur le Arthur Ashe où le public, décidé à être témoin de l'histoire, était quasiment à 100% derrière lui. Les quelques 23.000 spectateurs parmi lesquels Leonardo DiCaprio et Spike Lee se sont réveillés quand il a enfin breaké pour la première fois le Russe, devenu soudain fébrile, après une double faute sur sa première balle de match. Au changement de côté, Novak en a souri d'émotion. «Même si je n'ai pas gagné, mon cœur est plein de joie parce que vous m'avez rendu spécial ce soir, vous avez touché mon âme, je n'avais jamais ressenti ça ici à New York», dira-t-il après. Certes réchauffé, Djokovic était déjà inconsolable.

Car en face, c'était bien le tsar, la star du soir. Presque ailleurs durant les nanosecondes qui ont suivi sa balle de match victorieuse, Medvedev s'est laissé tombé comme un poisson mort sur le court, comme dans les célébrations du jeu vidéo de foot «Fifa». L'ovation du public lui a donné de l'oxygène pour s'en relever. Il l'a méritée car ce qu'il a accompli, personne ne l'avait fait cette année.

## Para-powerlifting Hocine Bettir honoré à Mascara



Le para-powerlifting algérien Hocine Bettir, qui a remporté la médaille de bronze aux Jeux paralympiques de Tokyo, a été honoré dimanche à Mascara. Le wali de Mascara, Abdelkhaleq Syouda a présenté des remerciements en son nom et au nom de tous les habitants et cadres de la wilaya, à ce sportif qui a un palmarès riche en sacres nationaux et internationaux dans le domaine de l'haltérophilie. Grâce à cet athlète, l'Algérie a pu décrocher sa première médaille dans cette discipline dans les Jeux paralympiques. Le champion olympique a exprimé, dans une allocution pour la circonstance, la fierté que lui procure cette consécration et à tous les Algériens

médaillés des Jeux paralympiques ayant hissé haut les couleurs nationales dans la capitale nippone, malgré la rude concurrence et le niveau relevé de la compétition. Hocine Bettir a indiqué qu'il souffrait d'une blessure deux semaines avant son voyage à Tokyo, ce qui l'a empêché de décrocher la médaille d'or. A rappeler que le président de la République, M. Abdelmadjid Teboune avait présidé, jeudi dernier au Palais du Peuple à Alger, une cérémonie pour honorer les athlètes qui se sont distingués aux Jeux paralympiques de Tokyo 2020, dont le nombre s'élève à 20 ayant remporté 12 médailles dont 4 en vermeil, et pu battre des records africains et mondiaux.

## Cyclisme - Tour d'Espagne L'édition 2022 s'élancera des Pays-Bas



Le Tour d'Espagne cycliste 2022 débutera à Utrecht, aux Pays-Bas, où se dérouleront les trois premières étapes de la boucle espagnole l'an prochain, ont annoncé les organisateurs lundi dans un communiqué. La Vuelta avait prévu de partir des Pays-Bas lors de son édition 2020, mais la pandémie de Covid-19 avait obligé les organisateurs à annuler les étapes prévues à l'étranger et à amputer le Tour d'Espagne de ses étapes prévues également en France et au Portugal. Deux ans plus tard, la Vuelta renoue donc avec son projet de départ aux Pays-Bas pour son édition 2022, qui sera disputée entre le 19 août et le 11 septembre, ont précisé les organisateurs lundi. «Ces mois d'attente n'ont pas altéré notre envie de collaborer (avec les Pays-Bas), l'enthousiasme et l'ambition que nous avons mis depuis le premier jour dans l'or-

ganisation de ce départ officiel», a affirmé le directeur de la Vuelta, Javier Guillén, cité dans le communiqué. «Un départ pour l'histoire, qui marquera un cap pour le cyclisme espagnol et néerlandais», a-t-il ajouté. La boucle espagnole, dont l'édition 2021 vient de s'achever sur un troisième sacre consécutif de Primoz Roglic, démarrera le 19 août avec un contre-la-montre par équipes dans les rues d'Utrecht. Le peloton ralliera ensuite Bolduque à Utrecht, puis la parenthèse néerlandaise se fermera le 21 août avec «une étape en boucle avec un départ et une arrivée dans la ville de Breda». «Nous pouvons enfin donner une date officielle. Nous avons attendu avec anxiété le départ du projet de La Vuelta Holanda et nous avons hâte de le mettre en marche», a conclu la maire de la ville d'Utrecht, Sharon Dijksma.



## APARTEMENTS

■Vends appart F3 aménagé F4, 82 m², acté, RDC élevé 3 façades, à Cité Grand-Terre, à côté salle 'Afrah', Oran, idéal pour prof libérale Px : 13 Nég – 0668.53.32.89

■Vds appt F4 RDC, pour commerce/prof lib ou habit, acté, propre, ttes commodités à Dar el Beïda, route Mosquée 'El Feth' – 0772.35.31.06

■Location joli studio, à Oran-ville, eau H/24 + eau chaude (citerne 800L), entrée indiv. Endroit calme, refait à neuf, pour 6 mois et + 0770.98.02.23

■A louer studio 25 m², centre-ville d'Oran – 0793.71.32.99

■Vds F4 acté 93 m² à Hassi Benokba, 1<sup>er</sup> étage, 3 locataires dans le bloc, pas de vis-à-vis, clim, barreaudage, possib échange contre F3 à Oran. Prix fixe 800 U – 0661.72.11.34

■Vends appartement F4, 4<sup>e</sup> et dernier étage, à cité Grand-terre Dar el Beïda, sup 79 m², prix 850 U négociable Tel : 0699.31.36.54

■Loue f3, Yasmine, 11<sup>ème</sup> (2U), F3 Cavaignac 3<sup>ème</sup> (3U), F3 meublé, centre-ville, 5<sup>ème</sup> (6U) F1 St Pierre, Rdc (1.5 U) AG Abdallah 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■Promotion immobilière loue et vend des locaux et logements F3 à Belgaïd, à proximité de la mosquée Machallah –Tél: 213.558.79.43.27

## VEHICULES

■Achat véhicules accidentés en panne ou occasions légers et lourds - Tél : 023.24.33.83/ 0550.59.03.60-0771.39.49.82

## VILLAS

■Vends villa 305 m² et 12,20 m de façade, ds un quartier pavillonnaire, en face CEM, 'Merah Aek, à 100m de l'école prim et 300 m d'un lycée à El Kerma, Oran – 0658.90.64.37

■Vds villa 423 m², cité Jourdain + 325 m² RTA + 220 m² St-Hubert + 150 m² DF Courbet + 200 m² DF, cité ENSEP + 200 m² Millénium + 450 m² St-Hubert + 300 m² Plateau, 3 locaux + 260 m² Millénium + 300 m² H. Bou-nif – 041.36.16.43/42

■A vendre villa 80 m² R+1, R : garage, jardin, cuis, séjour, 1<sup>er</sup> F3 + piliers, à Belgaïd, Oran – 0799.10.69.75

■A vendre villa, 300 m², 150 m² bâtis, 150 m² jardin Coopérative Mahfida, Bir el Djir, Belgaïd, Oran, contact - 0793.47.16.603

■A louer immeuble à Boutlélis C/V, de 2 appts au 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> + local sup d'assiette 130 m² dble faç, N.C (2020) acté + L/F convient usage prof et habit. (C. médical, labo...) – Tél : 0771.88.83.32

■A vendre villa 356 m² à Choupot, parallèle Soufi Zoubida tél : 0775.87.05.69, intermédiaire s'abstenir

## LOCAUX

■Loue /Vds station sves carburant, s/plomb, gazoil, sirghaz bientôt installé, 2.500 m² s gde rte nvle, à 6 km d'Oran + g espace pour prestations – 0770.82.84.41- 0771.20.97.97

■A vendre magasin sous les Arcades 61, rue Larbi Ben M'hidi Oran. contacter - 0793.47.16.60

## EMPLOIS

■Entreprise recrute architectes qualifiés pour suivi de chantier expérience 5 ans exigée – 0550.16.40.04, envoyez CV à : bgroupp.recrute@gmail.com

■Pizzeria recrute un plongeur et un serveur, un plaquiste, un pizzaiolo qualifié et une femme de ménage, au centre-ville ORAN – Tel : 0550.28.55.00

■Clinique à Oran cherche pour emploi à temps plein informaticien, un délégué médical. Cdiag123@gmail.com

■H 49 ans, diplômé en formation prof en Sces de compt (CAP-CMTC et CED) + longue exp. cherche poste ds la Compabilité Finances ou gestion RH – Sté privée ou étatique – 0550.09.94.72

■Recrutons retraités CNAS résidant Tlemcen, Médéa, Khenchela, Saïda, Djelfa, Batna - Téléphonez au 0560.20.27.65

■Entreprise importante recrute : comptable, commerciale, chauffeur. Diplômée, longue expérience exigée – Envoyez votre CV par email : kadriconstruction@yahoo.fr

## DIVERS

■Docteur Lazouni test gratuitement, audition : enfants, adultes Tlemcen, Batna, Khenchela, M'Sila – Tél : 0560.20.27.65

■A louer licence de café à Oran – 0783.29.54.09

■L'école UniBeauté informe son aimable clientèle de l'ouverture des inscriptions pour la nouvelle année 2021/2022 en massothérapie, esthétique, coiffure (F/H) -Tél : 041.83.41.41 / 0770.00.53.43 - FB UniBeauté-officielle

# COMMUNICATION

**Appel à un moment de recueillement libre, sobre et intime, pour ceux qui le désirent, parmi les amis, collègues et membres de la communauté cinématographique et culturelle d'Algérie, lors du rapatriement du corps du réalisateur algérien décédé il y a quelques jours à Paris (arrivée sur le vol Paris-Oran du 14/09, prévue à 14h30)**

*Brahim TSAKI, lui, qui, durant toute sa vie et carrière professionnelle, n'a eu d'yeux, de tendresse et de profond respect que pour les enfants et leur monde magique et combien sincère. Ainsi, il a confié à ses enfants Bibo, Mikli et Evan cependant la plus lourde des tâches, la plus éprouvante aussi, tâche faite de sa chère et unique volonté testamentaire exprimée et maintes fois répétée : se faire enterrer par eux dans la montagne du Tessala, la terre de ses héritages et patrimoines socioculturels ruraux. Surtout pas dans ces cimetières tellement artificiels, sans mémoire et sans âme des nouvelles villes d'ici et d'ailleurs.*

*Mais le défi, c'est qu'il le demande à des enfants nés et grandis dans l'une des plus grandes et peut-être des plus belles villes du monde, Paris... Quel supplice sacrificiel inversé d'Abraham a-t-il voulu imposer en dernière volonté à ses héritiers ?*

*Et pourtant ils l'ont fait, la larme aux yeux, avec la frustration de ne pas pouvoir accompagner le corps de leur Papa et Grand-papa jusqu'au Tessala et son petit, modeste, cimetière paysan fait de pierres et de terre mais surplombant fièrement et irrévocablement encore la plaine colonisée de Sidi Bel Abbes...*

*Et, ils l'ont fait, pour leur père, né pourtant un 27 décembre 1946 au sein même d'un des fleurons urbains et coloniaux d'Algérie, dans ce Petit-Paris colonial de Sidi Bel Abbes, ce que Brahim n'a cessé de contester et de renier subconsciemment durant toute sa vie et jusqu'à sa mort !*

Faisant suite aux informations fournies par son fils Bibo TSAKI, vivant à Paris, concernant les conditions et délais de rapatriement du corps de son père Brahim TSAKI par le vol du mardi 14/09 (départ de Paris à 13h, arrivée à Oran à 15h30), ses frères et sœurs, tenant compte de ce contexte sanitaire particulièrement contraignant pour tous, ont adopté le programme suivant :

### Mardi 14 septembre 2021

- accueil du corps à l'aéroport d'Oran Ahmed Ben Bella à partir de 14h30 (peut-être le moment, le lieu où des collègues et amis d'Oran pourront, s'ils le désirent, lui rendre, par leur présence, un dernier hommage d'adieu);
  - transport du corps et départ sur Sidi Bel Abbes, probablement à partir de 17h;
  - arrivée à Sidi Bel Abbes dans le domicile familial où sera célébrée, en soirée et dans l'intimité familiale, la cérémonie du 3cha ou repas d'offrande du défunt.
- Lecture de versets coraniques

### Mercredi 15 septembre 2021

- rassemblement des personnes, amis et parents désireux de participer à la cérémonie d'inhumation à 9h au domicile familial;
- déplacement vers le mont du Tessala par des moyens individuels et collectifs jusqu'au douar de Oued El Besbes où il sera procédé, dans la cour d'une école primaire pour enfants, à la prière des défunts (Salat El Janaza);
- après cette prière collective, le corps et cercueil de Brahim TSAKI seront posés à même le plateau d'un tracteur, suivis des personnes qui le désirent, pour entamer le chemin de terre qui monte jusqu'au cimetière pour y être inhumé selon sa volonté... De la terre nous venons et à la terre nous retournons !

**Plus qu'à remercier chaleureusement l'ensemble des parents, amis, collègues et anonymes du grand public qui ont posé sur les réseaux sociaux, un commentaire, un mot gentil, une reconnaissance à l'adresse de notre cher regretté Brahim TSAKI.**

Hassini TSAKI, frère du défunt

### OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHERES

MAITRE FELLAHI TOUFIK - COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LA COUR D'ORAN

13 rue Bousstta Lahbib - Oran - Mbl : 0770.31.69.47 fellahitou@gmail.com

### AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

par admission des soumissions cachetées

بتاريخ 2021/09/19 على 10.00 سنشرع في عملية البيع بالمزاد العلني بقاعة البيع بالعنوان التالي:  
شارع بوسطة لحبيب كوربي وهران وذلك بناء على الأوامر بالحجز التنفيذي ومحاضر الحجز وبعد تخلي الأستاذة المحضرين القضائيين كل من خالدي فهدية - ولد عوالي توفيق - جمال وهراني قادري عن الملفات حسب الترتيب: 1- لفائدة مجمع مرسياتو وهران ضد صارل الأتيس الممثلة في السيد كرزابي خالد - 2- لفائدة زبير محمد ضد السيد بوحلقة فحفي واد تليلات - 3- لفائدة شريطي محمد ضد بقتيش نور الدين.

الحصة	التعيين
01	سكانير من نوع LUNAR لقياس كثافة العظم مع كومبيوتر وآلة نسخ رقم 8743
02	جهاز للأشعة من نوع LUNAR مع آلة نسخ رقمه HLS157376
03	سيارة إسعاف رقم 01172-317-31

Lot	Désignation	Lieu de visite
04	VP KANGOO Rit : 1531-313-31	واد التليلات

الحصة	التعيين
05	كراسي - طاولات متنوعة - ثلاثيات - مجموعة من الربو - كاميرات مراقبة - كؤوس واواني - 05 من الثريا - جهاز كومبيوتر - رفوف خشبية - كونتوار آلة قهوة - جهاز موسيقى - عجان كهربائي - فرن بيتزا - مقلاة...

شروط البيع: - لزيارة العتاد يرجى الاتصال بمحافظ البيع. - إذا سدد المحجوز عليه الدين تلغى عملية البيع.  
ملاحظة: - ويعد هذا الإعلان إخطار لكل ذي مصلحة. - باقي الشروط المتعارف عليها في المزايدات.

محافظ البيع

### PENSÉE

BERKANI

Kheïra

Très dur fut le

31 août 2021

où tu nous as

laissés derrière toi un vide

immense que nul ne peut

combler. Nous demandons à

toutes celles et à tous ceux qui

t'ont connue d'avoir une pieuse

pensée pour toi.

Ta belle-fille Leïla Larbi Kahloul

qui n'a pas pu t'oublier

et qui ne t'oubliera jamais.



### PENSÉE



Pour le repos de l'âme  
de mon mari ZELLAL Ghouti décédé  
à l'âge de 62 ans, ancien comptable  
principal de l'Etat et directeur des SAP  
et de mon fils Djounid décédé à l'âge  
de 39 ans, ex chef de département à la  
CNEP. Il y a 20 ans la mort t'a arraché  
à mois, à la fleur à l'âge; il y a 20 ans  
que tu es parti sans retour.  
Repose en paix cher fils et dors du  
sommeil éternel. Dors pour toujours.  
Mme Vve ZELLAL Ghouti  
née Malti Diamila

إنّا لله وإنا إليه راجعون

### 40ÈME JOUR

Hadj MENAD  
Djillali

Il y a quelque  
chose de plus  
fort que la mort,

c'est la présence des absents  
dans la mémoire des vivants et  
la transmission. Papa, cela fait  
40 jours que tu nous a  
malheureusement quittés, ton  
sourire, ta bonté et la bonne  
humeur manquent beaucoup à  
notre quotidien; tu vivras  
toujours dans nos cœurs.  
Repose en paix Papa

Ta femme et tes chères filles



## Cherche jardinier

qualifié pour entretien et gardiennage  
dans une propriété privée

### Qualités:

Expérience dans le domaine, bonne moralité, résidant à Oran-ville

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

**NORC.ACTIV25@gmail.com**

Ou appeler le numéro suivant:

**041.38.62.84**

## Entreprise familiale recrute :

### Un Chauffeur

### Conditions exigées :

Expérience de plus de 10 ans dans le domaine, présentable, sens de responsabilité, possède permis de conduire ancien, sérieux, polyvalent, flexible, libre de suite, apte aux déplacements et discipline.

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

**NORC.ACTIV25@gmail.com**

Ou appeler le numéro suivant :

**041-38-62-84**



## Coronavirus : oubliée l'hydroxychloroquine, quels sont les traitements prometteurs contre le virus ?

**On parle beaucoup de vaccination mais la recherche avance aussi sur la mise au point de traitements contre l'épidémie**

Alors que la pandémie de coronavirus connaît sa troisième vague en ce début d'année en Europe, la recherche continue pour trouver un médicament efficace pour soigner les malades. Pour l'instant, aucun traitement miracle n'a émergé, mais les essais continuent.

Depuis le début de la crise, de nombreux médicaments ont été testés. Tour d'horizon de ceux qui fonctionnent, ceux qui ont déçu, et ceux que l'on attend encore.

Aujourd'hui, très peu de médicaments existants ont montré leur efficacité face au Covid-19. Parmi ces rares élus, la dexaméthasone, qui entraîne une réduction de la mortalité chez les cas très sévères. Une solution également recommandée par l'OMS, qui déconseille toutefois de donner ces médicaments au début de la maladie, car il abaisse les défenses immunitaires.

Au-delà de la seule dexaméthasone, des travaux parus le 2 septembre dans la revue médicale américaine *Jama* ont montré que les autres médicaments de la même famille, les corticoïdes, permettaient de réduire de 21 % la mortalité au bout de 28 jours chez les patients souffrant d'un Covid-19 sévère.

### LES MÉDICAMENTS QUI NE MARCHENT PAS (OU PAS ASSEZ)

Le Remdesivir est la grande déception de ces derniers mois. Soutenu par les États-Unis, ce traitement antiviral initialement développé contre Ebola était d'abord jugé très prometteur. Mais, le 20 novembre, l'OMS a finalement recommandé de ne pas l'administrer aux malades du Covid-19 hospitalisés, car il n'évite ni les morts ni les formes graves de la maladie. L'essai clinique européen Discovery a annoncé fin janvier l'arrêt des tests sur cet antiviral, «faute de preuves de son efficacité».

En revanche, une étude parue fin mai dans la revue américaine *New England Journal of Medicine* a montré qu'il réduisait légèrement la durée de rétablissement des malades du Covid-19 hospitalisés (de 15 à 11 jours en moyenne).

L'hydroxychloroquine, recommandée par Didier Raoult et Donald Trump, a fait la une des médias pendant plusieurs mois, devenant un sujet politique et polémique. Pourtant, les études ont tranché : l'hydroxychloroquine ne réduit pas la mortalité du Covid-19, selon l'essai clinique britannique Recovery.

Un grand nombre d'antiviraux déjà existants font l'objet de tests. Ils sont une cinquantaine en tout, «dont au moins 40 contre le VIH», explique Etienne Decroly, directeur de recherche au CNRS. «On manque clairement de molécules thérapeutiques contre les virus de manière générale. Des médicaments sont en cours de développement sur la base de nouvelles stratégies mais le délai va être beaucoup plus important.»

On entend de plus en plus parler

d'anticorps monoclonaux : ce traitement imite la réaction du système immunitaire après la contamination, en allant bloquer la pointe du virus qui lui permet de s'attacher aux cellules humaines et de les pénétrer. Il existe déjà dans le traitement des bronchiolites chez le nouveau-né par exemple.

Cette solution est injectée en intraveineux au patient «à l'hôpital, dans un cadre médical. Dans le contexte du Covid-19, ces traitements doivent être administrés en début de la maladie pour être efficaces et éviter que les patients à risque ne basculent en réanimation», explique Manuel Rosa-Calatrava, directeur de recherche à l'Inserm et codirecteur du laboratoire VirPath au sein du centre international de recherche en infectiologie à Lyon. L'Allemagne va d'ailleurs devenir le premier pays de l'Union européenne à utiliser dès la semaine prochaine ce traitement expérimental administré à Donald Trump.

«Ce sont des choses qui sont assez chères niveau production. Je ne crois pas aujourd'hui que des thérapies basées sur anticorps monoclonaux deviennent des thérapies de masse», fait remarquer Etienne Decroly. Pour preuve, le gouvernement allemand a acheté 200.000 doses de ce traitement pour 400 millions d'euros, ce qui représente... 2.000 euros par dose. Discovery va poursuivre ses essais sur cette solution.

Autre espoir : le Tocilizumab, immunosuppresseur, utilisé contre la polyarthrite rhumatoïde, qui donne pour l'instant des résultats contrastés. Les chercheurs s'intéressent aussi au plasma (la partie liquide du sang) prélevé sur des personnes rétablies, transféré à des malades du Covid-19, qui pourraient bénéficier de leurs anticorps. Cette solution est en cours de test dans le cadre de l'essai Recovery. Quant aux projets de recherche de l'Institut Pasteur, après l'annonce d'une piste prometteuse en septembre 2020, ceux-ci sont «encore au stade pré-clinique», a indiqué la fondation privée à *20 Minutes*.

Enfin, il reste les médicaments... en cours de développement. Ces molécules chimiques n'ont pas encore de nom et leur développement pourrait prendre du temps. «Il faut en général une dizaine d'années pour les développer», indique Etienne Decroly, qui rappelle que «la recherche, ce n'est pas Twitter, c'est un temps long.»

Molécules «repositionnées», anticorps ou régulation de l'immunité... Si les scientifiques mettent autant d'énergie à chercher une solution médicamenteuse, c'est pour compléter leur arsenal vaccinal. «Tous les autres traitements sont très utiles quand une personne ne répond pas suffisamment au vaccin, ou quand il y a une défiance vis-à-vis de vaccination», assure Manuel Rosa-Calatrava. «Il faut des solutions thérapeutiques en complément. Mais, par définition, la pierre angulaire contre les maladies infectieuses, c'est la vaccination.»

## Rentrée scolaire en Grèce, tests obligatoires et payants pour les non-vaccinés



Les enfants et adolescents grecs ont repris le chemin de l'école lundi pour la traditionnelle bénédiction orthodoxe de rentrée, mais ils doivent, s'ils ne sont pas vaccinés, présenter un test négatif au coronavirus, à leur charge, comme tous les travailleurs de Grèce non vaccinés.

Le jour de la rentrée scolaire coïncide avec l'entrée en vigueur de nouvelles mesures obligatoires pour les non-vaccinés âgés de 12 ans et plus.

En premier lieu, la Grèce a mis en place le test obligatoire et payant pour tous les non-vaccinés, qu'ils soient employés du secteur public ou privé, élèves et étudiants, dans les moyens de transport ou les espaces fermés recevant du public.

Le coût des tests antigéniques et PCR, désormais à la charge des particuliers, a été plafonné par les autorités respectivement à 10 et

60 euros. Les employés non vaccinés devront le soumettre électroniquement une fois par semaine mais les professeurs, étudiants et élèves de plus de 12 ans, ainsi que tous les professionnels du tourisme, de la culture et des médias devront être testés deux fois par semaine.

La rentrée scolaire s'est faite en présentiel, lundi, et une classe ne sera fermée que si plus de 50% des élèves sont positifs au coronavirus. «Notre allié est la stricte observation des mesures par tous et la meilleure arme est le vaccin», a déclaré la ministre de l'Éducation Niki Kerameus lundi sur les réseaux sociaux.

Pour la première fois, un employeur a le droit de savoir quels employés sont vaccinés et lesquels requièrent un test.

En Grèce, la vaccination est déjà obligatoire pour les personnels soignants et les employés des

hospices pour personnes âgées et handicapées, sous peine d'être mis au chômage technique.

Quant aux cafés, bars, restaurants et autres lieux de divertissement, ils ne sont désormais accessibles qu'aux détenteurs de l'équivalent d'un pass sanitaire sur une application mobile pour présenter le certificat de vaccination ou la preuve de guérison du virus. Sur les sites archéologiques, dans les musées ou les salles de sport, les visiteurs non vaccinés peuvent également présenter un test négatif de moins de 48 heures ou un self-test de moins de 24 heures pour les moins de 12 ans.

Le masque reste obligatoire pour tous à l'intérieur et en plein air, dans les espaces de rassemblement. Plus de 1.300 nouveaux cas de covid ont été déclarés dimanche en Grèce. Plus de 11 millions de personnes ont reçu au moins une dose de vaccin.

## États-Unis : dans un restaurant, des robots remplacent les serveurs



A Dallas, dans l'État du Texas, un restaurant a décidé d'introduire des robots pour assurer une partie du service.

Partout dans le monde, la crise sanitaire a exacerbé les difficultés de recrutement dans le secteur de la restauration. La ministre du Travail, Elisabeth Borne, a récemment demandé aux employeurs, largement aidés pendant les multiples fermetures, de faire des propositions pour répondre à

ces problèmes de rémunération qui impactent l'attractivité des métiers de l'hôtellerie-restauration sur France Inter. En attendant le retour des salariés, certains restaurants font preuve de créativité pour continuer à tourner comme si de rien n'était. C'est le cas d'un restaurant situé à Dallas, dans l'État du Texas, au sud des États-Unis.

Pour remplacer le personnel parti, le patron Taco Borga a fait

appel à trois robots pour servir plats et boissons aux clients revenus en masse dans son établissement, relate CNN. Pour un coût d'environ 15 dollars (12,70 euros) par jour, ces robots font exactement le travail demandé sans rechigner. Selon lui, le remplacement de l'humain par la machine n'est absolument pas gênant car «personne ne veut travailler dans le milieu ce moment». Le propriétaire du restaurant se félicite même d'avoir pu augmenter ses salariés en leur permettant de travailler moins grâce à la présence de ces nouveaux collègues peu bavards.

Visiblement, l'expérience plaît beaucoup aux clients. «Ils ne les voient même pas pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire une tablette sur roues», explique le patron. «Ils les voient comme faisant partie de l'expérience de service parce que ces robots ont une personnalité, ils peuvent interagir. Si vous les touchez, ils vous disent des choses et rigolent», ajoute-t-il. Même en cas de pourboire jugé peu généreux ?

## Salvador: au moins cinq morts dans de fortes pluies

Au moins cinq personnes sont mortes au Salvador en raison de fortes pluies qui affectent le pays depuis vendredi, a annoncé dimanche la protection civile.

Parmi les victimes figurent une femme et trois enfants d'une même famille qui ont été emportés dans les flots d'une rivière près de Cuisnahuat dans le département de Sonsonate, à environ 70 km à l'ouest de

San Salvador, ont précisé les services de la protection civile sur Twitter.

Une alerte rouge (danger imminent) a été instaurée depuis vendredi pour les villes côtières de Tecoluca, Jiquilisco et Puerto El Triunfo, à environ 90 km au sud-est de San Salvador.

D'autres départements comme ceux de Chalatenango au nord de San Salvador ou Ahuachapán et

Sonsonate à l'ouest, sont placés en alerte orange par mesure de précaution et le reste du territoire, soit onze départements, est sous alerte jaune pour se préparer à une possible menace.

Le président Nayib Bukele a averti d'une «possibilité très élevée de glissements de terrain» et demandé à la population de «collaborer» avec les autorités en matière de prévention.



## Pourquoi les Norvégiens sont-ils les plus heureux du monde ?

**Selon un rapport de l'ONU, la Norvège est le pays le plus heureux du monde.**

**Richesse, sécurité, esprit de communauté : autant de raisons qui expliquent la sérénité qui règne dans ce pays nordique.**



Quatrième en 2016, la Norvège est arrivée cette année en tête du classement des pays les plus heureux du monde, devant le Danemark, l'Islande et la Suisse. Le World Happiness Report, publié chaque année par l'ONU, mesure le bonheur dans chaque pays au travers de facteurs tels que le niveau de vie, la prise en charge des soins de santé, la bonne gouvernance, le sentiment de liberté, la générosité... » Qu'y a-t-il dans ce pays isolé et froid du nord de l'Europe qui rend les gens si heureux ? » s'interroge le site américain Inc.com. Réponse en quatre temps.

### 1. UN NIVEAU DE VIE ÉLEVÉ

Tout d'abord, les Norvégiens sont riches. « Il n'y a pas besoin d'être un expert en économie pour comprendre que la richesse du pays a augmenté il y a quarante ou cinquante ans, quand ils ont découvert du pétrole en mer du Nord », souligne le site d'information, qui note par ailleurs que la richesse ne fait pas tout. Les États-Unis n'arrivent qu'en 14<sup>e</sup> position du classement : tout dépend en effet de la façon dont l'argent public est dépensé, explique Inc.com.

### 2. UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ

De la prospérité économique découle un autre ingrédient du bonheur made in Norway : le sentiment d'être à l'abri de tout accident et d'être accompagné tout au long de sa vie. Les Norvégiens disposent d'une bonne sécurité sociale, d'un enseignement gratuit jusqu'à l'université, de longs congés parentaux,

d'une retraite garantie à 67 ans... Tout cela, en contrepartie d'une imposition élevée, rappelle tout de même Inc.com.

### 3. LA PLUIE

Autre raison : la météo est mauvaise. Surprenant ? Pas tellement. Le site d'information relève que « des chercheurs ont montré qu'un climat froid et peu ensoleillé, comme celui de la Norvège, rend les habitants plus heureux sur le long terme parce que la nécessité de 'survivre' les pousse à se soutenir les uns les autres ».

Il semblerait d'ailleurs que les Norvégiens ne soient pas tellement lassés de la météo maussade : ils s'y sont plutôt habitués. Une expatriée américaine installée en Norvège raconte avoir gardé son fils à la maison lors d'une tempête de neige. Stupeur de l'instituteur, car tous les autres élèves étaient en classe. « Il n'y a pas de mauvais temps, il n'y a que de mauvais vêtements », dit le dicton local.

### 4. L'INTÉGRATION À UNE COMMUNAUTÉ

Mais la météo n'explique pas à elle seule le sentiment d'appartenance à une communauté. Les Norvégiens démentent peu, entretiennent une relation spéciale avec leur lieu d'origine et restent souvent à proximité de leur famille, explique cette même expatriée.

De façon générale, ils cultivent le bien-être. Ils ont un terme pour cela : hygge. Un mot qui peut s'appliquer à plusieurs situations. Un endroit cosy peut être hyggelig, tout comme peut l'être une personne agréable ou un moment passé avec des amis.

## Au Royaume-Uni, 100.000 porcs pourraient être exterminés faute de main-d'œuvre



Brexit et pandémie de Covid-19 : indépendants mais concomitants, les deux événements rendent la vie des Grands-Bretons doublement compliquée.

Comme l'expliquait il y a quelques jours le Guardian, les pénuries diverses et variées ne sont plus rares dans le pays, notamment, mais pas seulement, du fait du manque de conducteurs routiers. La main-d'œuvre manque tant que CNN pointe le risque d'un « Noël annulé ».

Horreur des horreurs ? Non, il y a pire, bien pire : Business Insider nous apprend désormais que cette pénurie de main-d'œuvre aussi sévère que généralisée touche également de plein fouet l'industrie porcine du pays de Boris Johnson.

Selon la National Pig Association, la filière du cochon britannique se retrouverait ainsi avec un surplus de 100.000 porcs sur les bras. Il manque de fermiers, d'ouvriers d'abattoirs et de

transporteurs pour les intégrer au circuit, et la centaine de milliers de bêtes pourrait devoir être exterminée.

Le lobby réclame donc une action immédiate de la part du gouvernement : la seule solution envisageable dans le court terme semble être un retour en arrière quant aux règles édictées en matière d'immigration depuis le Brexit.

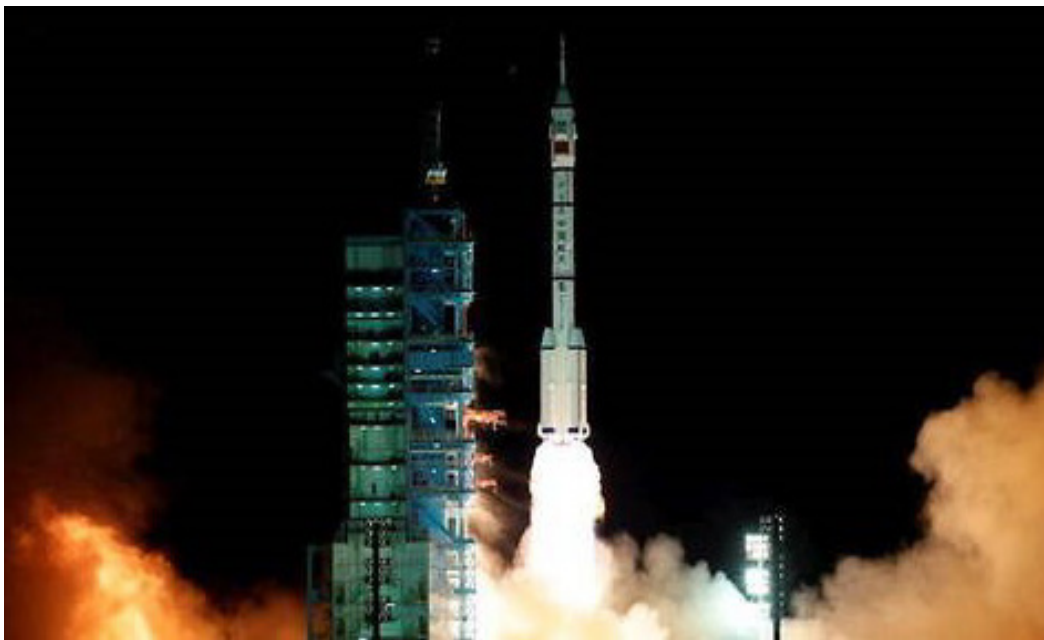
Appliquées avec un intraitable zèle par l'impitoyable Priti Patel, secrétaire d'État à l'Intérieur de Boris Johnson, celles-ci imposent notamment la possession d'un visa de travail à toute personne souhaitant gagner sa vie en Grande-Bretagne, et ce quelque soit son origine.

« Nous avons perdu beaucoup de travailleurs avec le Brexit, mais les usines arrivaient à tenir », explique Zoe Davies de la National Pig Association. « Le problème est que nous fonctionnions avec beaucoup de

travailleurs d'Europe de l'Est, parce que les Britanniques ne veulent plus le faire. Nous sommes devenus dépendants de cette main-d'œuvre extérieure, mais quand les restrictions liées au Covid ont été levées, nous avons vu ces personnes retourner dans leurs pays voir leurs familles, et avons perdu notre force de travail. » Le même lobby réclame donc à corps et à cri un « COVID recovery visa scheme », une relaxation temporaire des règles migratoires pour permettre aux travailleurs étrangers, européens notamment, de revenir en masse, et rapidement.

« Malheureusement, le gouvernement semble penser que parce que nous employons des gens d'autres pays, nous souhaitons moins bien les payer, ce qui est absolument faux », se justifie encore Davies, consciente que ses ouailles devront faire un effort de ce côté-ci aussi si elles souhaitent retrouver leurs travailleurs.

## Espace : la Chine va lancer un vaisseau spatial long d'un kilomètre



Pékin vient de mettre à l'étude la construction d'un tel vaisseau, rapporte RTL. Objectif : évaluer la faisabilité de la chose, et marquer les esprits.

La guerre spatiale ne s'est pas arrêtée avec l'effondrement de l'URSS. La Chine, bien décidée à prendre la relève de feu l'Union soviétique, est plus que jamais déterminée à faire de l'espace l'un des champs de bataille qui l'opposera au monde occidental. En témoigne cette spectaculaire annonce, rapportée par RTL dimanche 12 septembre.

Selon un rapport de la Fondation nationale chinoise des sciences naturelles, l'empire du Milieu envisagerait la construction d'un vaisseau spatial... long d'un kilomètre. Ce « vaisseau ultra-lar-

ge » est pensé comme « un équipement aérospatial stratégique majeur pour l'utilisation future des ressources spatiales, l'exploration des mystères de l'univers et le maintien en orbite à long terme ». Quinze millions de Yuan, l'équivalent de 2 millions d'euros, ont été attribués à la réalisation d'une étude, qui aura pour objectif d'étudier la faisabilité du projet. Pour l'heure, en effet, un tel vaisseau relève davantage de la science-fiction que de la réalité.

« C'est un peu comme si nous parlions de construire le Starship Enterprise [de Star Trek] », explique Michael Lembeck, professeur d'ingénierie spatiale aux États-Unis, « c'est fantastique (...), amusant à penser, mais pas très réaliste pour notre niveau de tech-

nologie ». D'autres voix, pourtant, se montrent moins sceptiques, explique RTL : « Je décrirais les problèmes ici non pas comme des obstacles insurmontables, mais plutôt comme des problèmes d'échelle », estime l'ancien responsable de la Nasa Mason Peck. Plus que des contraintes techniques, qui pourraient être résolues par un assemblage du vaisseau depuis l'espace, voire depuis la Lune, le scientifique évoque en réalité des problèmes... d'argent. « La Station spatiale internationale (ISS), qui ne mesure que 110 mètres de large, a coûté environ 84 milliards d'euros », rappelle-t-il. De quoi donner quelques sueurs froides aux financiers du Parti communiste chinois.



## Record d'assassinats de défenseurs de la nature en 2020

**Au moins 227 défenseurs de l'environnement ont été assassinés dans le monde en 2020, au rythme de quatre par semaine, et la plupart en Amérique latine, a dénoncé l'ONG Global Witness, dans un nouveau rapport publié lundi s'inquiétant de ce chiffre record.**

Pour la deuxième année consécutive, la Colombie arrive en tête de ce macabre décompte, avec 65 activistes et leaders communautaires tués pour leur engagement en faveur de la défense de la nature, selon ce rapport. En dehors de Colombie, les crimes sont concentrés au Mexique (30), aux Philippines (29), au Brésil (20), au Honduras (17) et dans une douzaine d'autres pays.

Près de «trois attaques sur quatre» ont eu lieu en Amérique centrale ou en Amérique du Sud, ajoute Global Witness, qui souligne que ces attaques sont en augmentation constante depuis 2018.

Les victimes ont plusieurs points en commun: 70 % d'entre elles travaillaient pour mettre fin à la déforestation et toutes, sauf une, vivaient dans des pays en développement. Un tiers appartenaient à des peuples autochtones. «Nous autres indigènes (...) savons que l'environnement est la source de toute vie», a commenté Celia Umenza, leader communautaire issue de la tribu Nasa, qui lutte contre la déforestation, les monocultures prédatrices et l'exploitation minière illégale dans le sud-ouest troublé de la Colombie, dans la région du

Cauca. Mme Umenza a survécu à trois tentatives d'assassinat. Global Witness tient ces statistiques depuis 2012, et constate dans ce dernier rapport une augmentation constante de ces crimes ces trois dernières années (167 en 2018 et 212 en 2019).

L'ONG a voulu cette année, comme l'indique le titre de son rapport, attirer l'attention sur «les industries qui sont la cause de la crise climatique et des attaques contre les défenseurs de l'environnement», selon elle.

L'exploitation de bois, la construction de barrages, l'agro-industrie et l'exploitation minière sont les secteurs liés à la majorité des assassinats.

«La demande de profits toujours les plus élevés (...) au coût le plus bas possible semble toujours se traduire à la fin par l'idée que ceux qui entravent les projets doivent disparaître», a commenté l'environnementaliste américain Bill McKibben, cité dans le rapport.

Parmi ses recommandations, l'ONG exhorte les Nations unies à «reconnaître officiellement le droit à un environnement sain», un «vide énorme» dans le système actuel de défense des droits de l'homme.



### France

#### Un ancien proche de Macron devant la justice



Un ancien proche collaborateur d'Emmanuel Macron, le franco-marocain Alexandre Benalla, est jugé depuis hier lundi à Paris, trois ans après la tempête politique que les révélations sur ses agissements avaient déclenchée.

L'affaire Benalla, une cascade de révélations mettant en lumière les agissements de cet homme au cœur du dispositif de sécurité du président français, a secoué la première partie du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Aujourd'hui âgé de 30 ans et reconverti dans le privé, l'ancien collaborateur est jugé jusqu'au 1er octobre, à sept mois du premier tour de la présidentielle.

Il devra s'expliquer sur un premier volet d'agissements qui lui sont reprochés, son action violente contre des manifestants alors qu'il ne faisait pas partie des forces de l'ordre et l'utilisation de passeports diplomatiques et de service. Le 1er mai 2018, présent dans le dispositif des forces de sécurité comme observateur, coiffé d'un

casque des forces de l'ordre, cet inconnu du grand public était filmé en train de molester des manifestants en marge d'une manifestation émaillée de violences en plein cœur de Paris.

Le journal Le Monde révélait l'affaire au cœur de l'été 2018, précisant qu'il n'avait été sanctionné que d'une suspension de 15 jours et qu'il possédait toujours un bureau à l'Elysée.

Très vite, l'opposition dénonçait avec virulence une «affaire d'Etat», le Parlement était paralysé et une enquête judiciaire ouverte.

Les mois suivants avaient été rythmés par une cascade de révélations et par les auditions, jusqu'au sommet de l'Etat, des commissions d'enquêtes parlementaires.

Depuis visé par six enquêtes judiciaires, dont une classée sans suite, Alexandre Benalla fera face pour la première fois à un tribunal pour «violences volontaires en réunion» et «mixtion sans titre dans l'exercice d'une fonction publique» notamment.

Il lui est reproché, comme à son ami

Vincent Crase filmé à ses côtés le 1er mai, leurs gestes sur trois manifestants.

Alexandre Benalla a toujours nié tout «tabassage», affirmant avoir eu une «réaction de citoyen» en «interpellant» des personnes «venant de commettre un délit».

Il devra aussi répondre de l'utilisation de deux passeports diplomatiques après son limogeage des services de la présidence, lors de voyages en Afrique et en Israël. Il est aussi soupçonné d'avoir obtenu un passeport de service en produisant un faux - ce qu'il conteste.

Il comparaitra en outre pour «port d'arme» non autorisé, sur la base d'une photo de 2017 révélée par Mediapart, où il apparaît avec ce qui semble être un Glock, ne respectant pas les conditions de son autorisation de port d'arme. Le couple de manifestants filmés a été condamné en 2019 à une amende de 500 euros pour avoir lancé des projectiles sur les forces de l'ordre - un «acte irréfléchi», ont-ils regretté à leur procès.

#### Tunisie : 91 personnes se sont noyées, entre le 1er juin et le 10 septembre sur les plages



Quatre-vingt-onze (91) personnes se sont noyées, entre le 1er juin et le 10 septembre 2021, sur les plages tunisiennes, contre 64 morts par noyade, au cours de la même période de l'année dernière, a indiqué le porte-parole officiel de la protection civile, le colonel major, Moez Triaa, cité par l'agence de presse TAP.

«La hausse du nombre des personnes qui se sont noyées au cours de cette saison estivale s'explique par l'affluence des familles animées par l'esprit d'aventure et de découverte de nouvelles zones, dans des régions risquées et des plages non surveillées, à l'instar de celles situées dans le Cap Bon et dans le gouvernorat de Monastir», a précisé M. Triaa.

De telles régions se caractérisent par la présence de rocaïlle et de courants d'eau puissants qui constituent un danger pour les baigneurs.

«La hausse du nombre de morts par noyade est également, due au manque flagrant de maîtres-nageurs, dans plusieurs régions, à l'instar de la banlieue sud (Ezzahra et Radès), en l'absence des ressources nécessaires pour que les municipalités puissent recruter des maîtres-nageurs».

«Quelque 475 divers accidents ont été enregistrés au niveau des plages tunisiennes du 1er juin au le 10 septembre courant, contre 512 en 2020, alors que 444 personnes se sont blessées sur les plages tunisiennes contre 476, l'année dernière», a encore indiqué Triaa.



**2**

**10.50** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal 13h00  
**12.40** Météo 2  
**12.55** Ça commence aujourd'hui  
**15.15** Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre  
**17.05** Tout le monde a son mot à dire  
**17.40** N'oubliez pas les paroles  
**18.55** Météo 2  
**19.00** Journal 20h00  
**19.39** Météo 2

## 20.05 Johnny Hallyday : Que je t'aime



Il y a trente-quatre ans, Johnny Hallyday montait pour la première fois sur la scène de Bercy. Avec 101 concerts, il est l'artiste qui s'y est produit le plus grand nombre de fois. A l'occasion de l'inauguration de l'esplanade Johnny-Hallyday, devant Bercy, de nombreux artistes reprennent ses plus grands tubes sur la scène mythique de l'AccorHotels Arena. Avec Florent Pagny, Kendji Girac, Louane, Calogero, Nolwenn Leroy, Patrick Fiori, Slimane, Patrick Bruel, Jenifer, Julien Doré, Yodelice, Gad Elmaleh, Amir, Kad Merad, Zucchero...

**3**

**10.25** Outremer.l'info  
**11.25** 12/13 : Journal national  
**13.05** Un cas pour deux  
**15.10** Des chiffres et des lettres  
**15.50** La p'tite librairie  
**16.00** Slam  
**16.45** Questions pour un champion  
**17.25** Ensemble pour l'autonomie  
**18.30** 19/20 : Journal national  
**19.20** Plus belle la vie  
**19.45** Tout le sport  
**20.00** Météo

## 20.05 Crimes parfaits

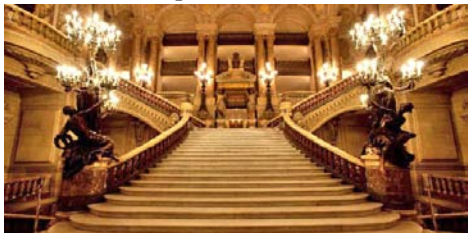


**Série policière - France - 2020**  
**Saison 3 - Episode 3**  
**- Légitime défiance**  
Avec Philippe Caroit, Garance Thenault, Astrid Veillon, Laurence Bréheret  
Célèbre romancière, Irène Delaune accepte de répondre à la demande d'interview de Gabrielle, une timide lycéenne. Durant la soirée, Gérard Vannier se présente au domicile de l'autrice et l'agresse. Alors que Gabrielle court dans le jardin pour prévenir la police, Irène assassine son visiteur. Elle plaide la légitime défense. Le commissaire Roche et le lieutenant Mareski enquêtent.

**4**

**11.40** Luo Bao Bei  
**12.40** Si j'étais un animal  
**13.05** Une saison au zoo  
**15.35** Ninjago  
**16.15** Angelo la débrouille  
**17.00** Oscar & Malika, toujours en retard  
**17.45** Nawak  
**18.00** Il était une fois... la vie  
**18.30** Une saison au zoo  
**19.00** The Artist : les masterclass  
**19.30** Culturebox l'émission

## 20.10 Les trésors de l'Opéra de Paris



L'Opéra national de Paris, l'un des plus grands du monde, héritier de l'Académie royale de musique créée en 1669 par Louis XIV, fête ses 350 ans. Pour l'occasion, cette institution séculaire a accepté de dévoiler ses trésors : l'architecture spectaculaire du palais Garnier, les machineries uniques de l'Opéra Bastille, des livrets, costumes, partitions et des maquettes de décors, conservés dans les archives de l'Opéra ou du Centre national du costume de scène.

**5**

**10.45** La quotidienne  
**12.05** Anchorage, ville sauvage  
**12.40** Le magazine de la santé  
**13.35** Vues d'en haut  
**14.05** La bataille du miel  
**15.55** C Jamy  
**16.30** C à dire ?!  
**16.45** C dans l'air  
**18.00** C à vous  
**19.00** C à vous la suite  
**19.50** Et vous, comment ça va ?  
**19.55** L'ignomin fait la force  
**20.45** Poivre, les secrets de la perle noire  
**21.40** C ce soir

**arte**

**09.55** Le Rhin sauvage  
**11.50** Arte journal  
**12.05** Arte Regards  
**12.40** Le cercle rouge  
**15.05** L'Autriche sauvage : Sous le signe de l'eau  
**15.55** Invitation au voyage  
**16.45** X-enius  
**17.10** L'Afrique sauvage en quatre saisons  
**18.45** Arte journal  
**19.05** 28 minutes  
**19.50** L'Armée rouge  
**21.50** La fin d'une ère : Angela Merkel, vue de l'Europe  
**22.40** Entre ville et campagne : Le grand fossé

**09.35** Le prince de minuit  
**11.15** Crimes et faits divers : la quotidienne  
**14.05** Si près de chez vous  
**15.55** Doctor Who  
**20.05** Code Mercury

**C 8**

**11.45** William à midi  
**13.20** Inspecteur Barnaby  
**17.10** Le 6 à 7  
**18.14** TPMP : Le before  
**19.38** Touche pas à mon poste !  
**20.19** La mort était au rendez-vous  
**22.20** Rio Lobo

## OCEAN'S TWELVE

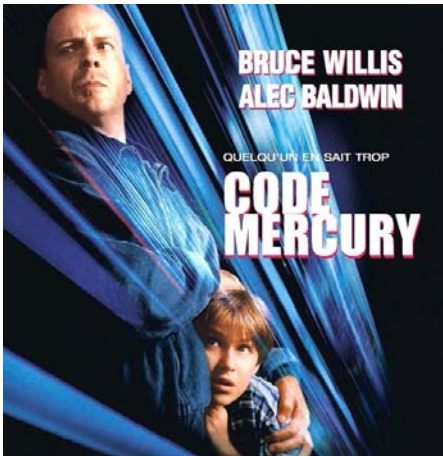


**CINE + PREMIER** 19.50  
**OCEAN'S TWELVE**

**Comédie policière - Etats-Unis - 2004**  
Avec George Clooney, Brad Pitt, Matt Damon, Julia Roberts

Trois ans se sont écoulés depuis le braquage du casino Bellagio. Danny Ocean essaie de mener une vie paisible avec sa femme Tess mais Terry, le propriétaire du Bellagio, entend récupérer son argent et les intérêts ! Disposant de quinze jours pour rembourser le caid après avoir été dénoncé par un ancien complice, Danny et ses hommes décident de renouveler l'opération mais se heurtent à un autre braqueur.

**NRJ** 20.05  
**CODE MERCURY**



**Film policier - Etats-Unis - 1998**  
Avec Alec Baldwin, Bruce Willis, Miko Hughes, Chi McBride, Kim Dickens  
Simon, un garçonnet autiste, décrypte par hasard le code Mercury, mis au point pour assurer la protection des espions américains infiltrés à l'étranger. Le lieutenant Kudrow, responsable du projet, ordonne aussitôt son élimination. Simon échappe miraculeusement à ses tueurs. Art Jeffries, ancien responsable du FBI, retiré depuis une opération ratée, décide de se charger de la surveillance de Simon.

**CINE + FRISSE** 19.50  
**STARSHIP TROOPERS**



**Film de science-fiction - Etats-Unis - 1997**  
Avec Casper Van Dien, Dina Meyer, Denise Richards, Jake Busey  
Dans un futur lointain, la Terre est régentée par la toute-puissante Fédération. Les humains sont en guerre avec les extraterrestres de la planète Klendathu, des arachnides. A Buenos Aires, trois jeunes s'engagent dans l'armée. Johnny voudrait suivre sa bien aimée Carmen à l'aéronavale, mais il n'a droit qu'à l'infanterie. Leur ami Carl rejoint lui le génie militaire. Rapidement le conflit s'intensifie.

## TÉLÉVISION

**TF1**

## 20.05 Koh-Lanta la légende



**Présenté par Denis Brogniart**

La compétition fait toujours rage parmi les aventuriers de cette saison. Choisis parmi les plus marquants de l'histoire de l'émission, tous ont des capacités exceptionnelles et en connaissent par cœur les rouages. Mais la production leur a réservé de nombreuses surprises pour les déconcentrer. Répartis en deux équipes, les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, ils ne sont affrontés que sur des épreuves d'immunité, et doivent donc supporter une pression encore jamais vue sur Koh-Lanta.

**6**

## 20.05 Tanguy, le retour



**Comédie - France - 2019**  
Avec Sabine Azéma, André Dussollier, Eric Berger, Emilie Yili Kang  
Edith et Paul profitent à plein de leur retraite dans leur bel appartement parisien idéalement situé sur la butte Montmartre. Tandis qu'Edith entretient sa santé avec un coach sportif à domicile, Paul pimente sa retraite de quelques séances en conseil d'administration. Mais leur vie joyeuse et bien réglée se grippe quand leur fils Tanguy, tout juste quitté par sa femme, Mei Lin, revient vivre chez eux avec sa fille Zhu, sur le point de passer son Bac.

**CANAL+**

## 20.00 Ligue des champions



**Saison 2021 Lille / Wolfsburg**  
**21.56** Canal Champions Club le debrief  
**22.51** L'homme du labyrinthe

**PLANETE +**

**08.47** Nazis : de l'ascension à la chute  
**11.20** Egypte : chasseurs de tombes  
**12.07** Very Food Trip  
**13.04** La fureur du climat  
**13.57** The Nature of Things  
**14.45** Des marques en péril  
**16.30** Faites entrer l'accusé  
**18.05** Very Food Trip  
**19.05** American Pickers, la brocante made in U.S.A.  
**19.55** Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés  
**21.28** Mystères d'épaves

**TFX**

**08.30** Mamans & célèbres  
**12.25** Dawson  
**15.10** Mamans & célèbres  
**17.00** La bataille des couples  
**19.00** Friends  
**20.05** L'étudiante



**22.00** La boum II

**W9**

**09.30** W9 Hits Gold  
**10.35** W9 Hits  
**11.50** NCIS



**15.40** Un dîner presque parfait  
**17.50** Les Marseillais vs le reste du monde  
**20.00** Météo  
**20.05** Les routes les plus dangereuses du monde  
**21.15** Enquête d'action



		6	1		5	3	4	
3	1	5						
4				9		8		
		7	9					
	3				4			
2	8	4		6		5		
1		3	5	8		9	6	
			7	3				
7	5				6			8



## La Corée du Nord procède au tir d'essai d'un nouveau «missile de croisière longue portée»



La Corée du Nord a effectué avec succès des tirs d'essai d'un nouveau «missile de croisière longue portée» durant le week-end, a annoncé l'agence officielle KCNA dimanche. Les tirs d'essai, réalisés samedi et dimanche, ont eu lieu en présence de hauts responsables nord-coréens, selon l'agence, qui affirme que les tests ont été réussis. Les missiles ont parcouru une trajectoire de 1.500 kilomètres, avant d'atteindre leur cible, non spécifiée par KCNA. Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies interdisent à la Corée du Nord la poursuite de ses programmes d'armements nucléaires et de missiles balistiques.

Mais, bien que frappé par de multiples sanctions internationales, ce pays a rapidement développé ces dernières années ses capacités militaires sous la direction de Kim Jong Un. La Corée du Nord a procédé à plusieurs essais nucléaires et testé avec succès des missiles balistiques capables d'atteindre les Etats-Unis.

## Mali : quatre morts dans l'explosion d'une mine à Bankass



Quatre personnes ont trouvé la mort dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule à bankass dans la région de mopti (centre du mali), a indiqué lundi le maire de bankass, moulaye kansaye. «Hier, entre 16 heures et 17 heures, le véhicule quittait Mopti pour Bankass, arrivé au niveau du Pont Parou, le véhicule a sauté sur une mine», a expliqué la même source ajoutant que les quatre passagers sont morts sur le champ. Dimanche, cinq militaires maliens ont été tués dans une embuscade tendue par des terroristes dans le centre du Mali, a annoncé l'armée malienne.

Une patrouille de militaire maliens a «énergiquement réagi à une embuscade tendue par un groupe armé terroriste non encore identifié» à la mi-journée dans le cercle de Macina, a affirmé l'armée dans un communiqué.

Elle a fait état d'un bilan provisoire de cinq morts dans ses rangs et de trois parmi les terroristes. De plus, cinq véhicules militaires maliens ont été brûlés et trois véhicules des assaillants ont été détruits, selon la même source. Le Centre du Mali connaît ces dernières années une recrudescence de la violence.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Burkina : au moins trois gendarmes tués dans une attaque



Au moins trois gendarmes burkinabè ont été tués dimanche et plusieurs sont portés disparus, lors d'une attaque par des terroristes présumés contre un convoi militaire, dans l'est du Burkina Faso, a-t-on annoncé de sources sécuritaire et locale. «Une équipe d'escorte de la gendarmerie a été la cible d'une embuscade au cours de laquelle trois éléments ont perdu la vie», a indiqué une source sécuritaire. L'attaque a eu lieu «peu après 13h», à hauteur de Sakoani, une petite localité située sur l'axe Matiakoali - Kantchari, près de la frontière du Niger, alors que l'équipe assurait une mission d'escorte logistique au profit de la société minière de Boungou.

«Les assaillants ont posé des engins explosifs sur la route, avant d'ouvrir le feu sur le convoi», a expliqué une autre source sécuritaire, confirmant «la mort de trois éléments des forces de défense et de sécurité». «D'autres (éléments) manquent toujours à l'appel, mais les recherches sont en cours pour les retrouver et traquer les assaillants», a ajouté la même source, sans plus de précisions sur le nombre de portés disparus.

Selon une source locale, «un civil a également été tué, probablement un membre des volontaires pour la défense de la patrie», des supplétifs civils engagés dans la lutte anti-terroriste aux côtés de l'armée.

Pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est en proie depuis 2015 à des attaques terroristes régulières et meurtrières, en particulier dans les régions du nord et de l'est, comme ses voisins le Mali et le Niger.

Les groupes terroristes s'en prennent souvent aux employés des mines d'or. En novembre 2019, une attaque à Boungou avait fait au moins 38 morts. Ces attaques, souvent couplées à des embuscades et attribuées aux groupes terroristes affiliés au groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) et à Al-Qaïda, ont fait plus de 1.500 morts et contraint plus de 1,3 million de personnes à fuir leurs foyers.

## Birmanie : Aung San Suu Kyi absente à la reprise de son procès pour raison de santé



L'ex-dirigeante birmane Aung San Suu Kyi ne s'est pas présentée à la réouverture de son procès lundi pour raison de santé, a déclaré son avocat.

A la tête d'un gouvernement civil, Aung San Suu Kyi a été destituée en février dernier lors d'un coup d'Etat de l'armée, ce qui a plongé le pays dans le chaos. La junte a lancé une répression brutale contre les manifestations prodémocratie, et ses forces ont tué plus de 1.000 civils à ce jour, selon une ONG de surveillance des droits humains. En résidence surveillée avec peu de contacts avec l'extérieur, Mme Suu Kyi, 76 ans, doit faire face à une série d'accusations qui pourraient la conduire en prison pour plus de 10 ans.

Son procès pour violation des restrictions sanitaires liées au coronavirus et pour importation illégale de talkies-walkies devait reprendre lundi après une pause de deux mois. Mais Mme Suu Kyi est rentrée chez elle après une réunion préalable à l'audience avec son équipe juridique car elle souffrait du «mal des transports», a déclaré à l'AFP son avocate Min Min Soe. «Elle n'a pas pris la voiture depuis deux mois. C'est pourquoi elle a eu le mal des transports aujourd'hui(...) Elle a dit qu'elle devait rentrer chez elle pour se reposer correctement». En juillet, deux témoins de l'accusation ne s'étaient pas présentés à la dernière audience en date après avoir été infectés par le coronavirus, en pleine troisième vague d'épidémie dans le pays.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### UN GÉNIE NÉCESSAIRE À TROUVER

La prouesse exigée aujourd'hui des responsables fraîchement désignés à la tête des organismes de l'Etat serait bien loin des ressorts classiques et habituels pour assumer leurs nouvelles responsabilités. Le plus dur de ce qu'ils affronteront réside dans le lourd et inextricable passif que leurs prédécesseurs et l'ancienne culture de gestion leur ont légué. La tâche est commune du plus haut sommet de l'Etat à la plus réduite administration locale. Les plis et les habitudes laissés seront des barrières difficilement démontables pour pouvoir aller de l'avant.

La compagnie Air Algérie qui réclame à corps et à cris aujourd'hui une subvention colossale pour se redresser et sauver sa peau est un modèle parfait d'une gestion passée

suicidaire avec laquelle de nombreuses entreprises publiques ont fonctionné. Le leitmotiv du poids des masses salariales s'habille de ses vêtements inévitables pour démontrer que de nombreux biens publics ont été transformés en niches familiales où les progénitures des personnes influentes se devaient d'être casées. Peu d'institutions et d'entreprises nationales ont échappé aux recasements et aux recommandations parentaux et à ceux des amis et connaissances imposées.

Le pays et tous les attributs de sa vie administrative et économique ont fonctionné ainsi jusqu'ici, priorisant les affinités des

liens du sang et des amitiés et des connaissances au détriment de la compétence et de la gérance rationnelle.

D'évidence, la politique populiste du plein emploi à n'importe quel prix en est la cause première. Depuis le recouvrement de l'indépendance, les pouvoirs successifs ont ignoré délibérément que l'Algérie était interdépendante d'une économie mondiale où le coude-à-coude de la compétence et du savoir-faire ne permettait aucune place à la philanthropie sociale.

Le rendu politique, économique et social est lourd à porter par les nouveaux gestionnaires politiques et économiques pour rectifier un itinéraire fastidieux et dangereux à redresser. Un taux de chômage conséquent est à insinuer si le génie nécessaire pour y faire face n'est pas trouvé.